



UN LITTORAL RÉSILIENT, DES COMMUNAUTÉS RÉSILIENTES

Rapport annuel 2020



Programme de gestion
du littoral ouest-africain



WORLD BANK GROUP





«

J'ai vu toutes les maisons se faire emporter par la mer. Les pièces de notre maison ont disparu sous l'eau ».

Khady Guèye, 30 ans
Bargny, Sénégal

© 2021 La Banque mondiale
1818 H Street NW, Washington DC 20433
Téléphone : 202-473-1000
Internet : www.worldbank.org

Ce Rapport est basé sur les activités du Programme de gestion du littoral ouest-africain (WACA) au cours de ses deux premières années d'existence.

Cet ouvrage a été préparé par les services de la Banque mondiale et comprend des contributions externes de la part des pays et des partenaires. Les observations, interprétations et conclusions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Droits et autorisations : l'utilisation de cet ouvrage est soumise au droit d'auteur. Étant donné que la Banque mondiale encourage la diffusion de ses connaissances, il est possible de reproduire le contenu de l'ouvrage, intégralement ou partiellement, à des fins non commerciales, sous réserve de la mention complète de la source. Pour tout renseignement sur les droits et licences, y compris les droits subsidiaires, s'adresser au Service des publications de la Banque mondiale, Groupe de la Banque mondiale, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, courriel : pubrights@worldbank.org.

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été préparé à la mi-2020 pour faire un récapitulatif des progrès réalisés sur l'ensemble du Programme WACA, notamment les activités menées par les pays et les activités mises en œuvre en appui aux pays depuis le lancement du programme en 2018.

Le rapport est basé sur de multiples sources d'information au niveau des pays, des rapports techniques et des activités menées par les Partenaires et la Banque mondiale, ainsi que sur des consultations et des discussions avec des représentants de la société civile, des gouvernements et du secteur privé.

La Banque mondiale tient à remercier les nombreux contributeurs au Programme WACA, notamment :

- Les gouvernements et les fonctionnaires des ministères et agences des pays engagés dans le Programme WACA, qui se sont mobilisés pour l'action et l'intégration régionale décrites en détail dans le Communiqué WACA.
- Les institutions régionales dont la Convention d'Abidjan (ABC), L'Association de gestion des ports d'Afrique de l'Ouest et du Centre (AGPAOC), le Centre de suivi écologique (CSE), la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC), le Partenariat régional pour la conservation de la zone côtière et marine en Afrique de l'Ouest (PRCM), le Réseau régional d'aires marines protégées en Afrique de l'Ouest (RAMPAO), l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) pour leur engagement en faveur de l'intégration régionale et leur volonté d'harmoniser leurs travaux en vue de réaliser des synthèses transfrontalières et des économies d'échelle.
- Les représentants de la société civile y compris les réseaux du PRCM qui ont fourni un retour d'information essentiel sur la transparence et les solutions locales en matière de résilience.
- Les partenaires de l'Observatoire du littoral qui ont fait preuve d'une complémentarité exemplaire et ont ainsi prouvé que l'intégration et l'harmonisation régionales sont possibles. Parmi ces partenaires figurent l'Agence spatiale européenne, l'Agence nationale de l'aéronautique et de l'espace (NASA), le comité scientifique de l'Observatoire, le Fonds mondial pour la nature (WWF) et l'UEMOA.
- Les experts techniques et les programmes qui contribuent à la connaissance sur la résilience côtière au plan régional et mondial, à savoir le comité consultatif technique intérimaire de WACA, le Centre d'excellence africain pour la résilience côtière (ACECoR) à l'Université de Cape Coast, le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema), la Confédération

de l'industrie danoise (DI), l'Institut de recherche pour le développement (IRD), le Ministère japonais du territoire, des infrastructures, du transport et du tourisme, et le Partenariat néerlandais pour l'eau.

- Les partenaires de développement pour leur soutien constant aux pays et aux partenaires à l'exécution à travers les financements et l'assistance technique. L'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID), l'Agence française de développement (AFD), l'Agence néerlandaise pour les entreprises (RVO), la Fondation MAVVA, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), le Fonds nordique de développement, le Fonds de l'OPEP pour le développement international, le Programme pour la Biodiversité et le Changement Climatique en Afrique de l'Ouest (WA-BiCC) de l'USAID, et l'Union européenne.

Nos remerciements s'adressent également aux multiples acteurs qui ont participé aux deux consultations avec le secteur privé, à l'appel à l'innovation par le biais de l'Association de gestion des ports, et aux nombreuses discussions avec les partenaires en Europe et en Afrique qui ont conduit à la conception du Programme WACA.

L'équipe est particulièrement reconnaissante envers les donateurs et les fonds fiduciaires de la Banque mondiale qui ont joué un rôle primordial dans la mise en œuvre du Programme WACA. Il s'agit notamment de l'Établissement mondial pour la réduction des catastrophes et le relèvement, du Fonds nordique de développement, du Fonds de partenariat entre la Corée et la Banque mondiale, de la GIZ, du Partenariat pour l'investissement dans les infrastructures de qualité, de PROBLUE et de la Comptabilisation de la richesse et évaluation des services écosystémiques (WAVES) / Programme mondial pour la durabilité (GPS).

L'équipe souhaite exprimer sa gratitude à la Direction de la Banque mondiale pour leurs conseils et leur soutien, ainsi qu'aux Pôles mondiaux d'expertise et aux départements ayant contribué à l'approche globale de WACA concernant la résilience côtière, à savoir : Changement climatique, Éducation, Environnement, Ressources naturelles et Économie bleue, Relations extérieures et relations avec les entreprises, Finances, Compétitivité et Innovation, Société Financière Internationale, Développement social, Transports, et Résilience urbaine et Financier.

Ce rapport a été préparé par Sajid Anwar, Margaret Arnold, Nicolas Desramaut, Peter Kristensen, Nicholas Paul, et Madjiguene Seck, sous la direction de Maria Sarraf. Conception et mise en page : William Rea, de la compagnie Fybr.



SOMMAIRE

5	Remerciements	46	SECTION 3. ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE RÉSILIENCE
9	Préface	46	Présentation des résultats du WACA ResIP
10	Avant-Propos 1 : La Banque Mondiale : Deborah Wetzel		Résultats par pays
11	Avant-Propos 2 : La Côte d'Ivoire : Joseph Séka Séka	48	Bénin
12	Résumé Analytique	50	Côte d'Ivoire
16	Waca en Bref	52	Mauritanie
		54	São Tomé et Príncipe
18	SECTION 1. LE PROGRAMME WACA	56	Les Voix du Littoral : quand la résilience signifie construire une nouvelle maison
18	Plaidoyer pour la résilience côtière	58	Sénégal
20	Vision et stratégie	61	Un partenariat pour l'impact
20	Historique	62	Togo
20	Comment WACA fonctionne-t-il ?	64	Présentation des résultats de la Plateforme WACA
22	Menaces à la résilience côtière	65	Leçons retenues
25	La Plateforme WACA		
26	Chemins critiques : objectifs et étapes clés	66	SECTION 4. PERSPECTIVES D'AVENIR
27	La mesure de la réussite	66	Une expansion géographique
28	Les Voix du Littoral : la disparition des moyens de subsistance	70	Accroître les connaissances
29	La COVID-19 : une reprise verte, résiliente et inclusive	72	Améliorer la communication
		74	Intensifier le dialogue
30	SECTION 2. UN PARTENARIAT POUR L'IMPACT	75	Les Voix du Littoral : sensibiliser les jeunes
30	Au niveau international : mobiliser l'expertise et les solutions	76	Mobiliser les finances
35	Au niveau régional : soutien aux institutions et mécanismes existants	78	Acronymes et abréviations
39	Hydromet et les systèmes d'alerte précoce	79	Les partenaires de WACA
40	Une réponse régionale face aux plastiques marins		
41	Mobiliser une approche globale de la part du Groupe de la Banque mondiale		
43	Les Voix du Littoral : impliquer le secteur privé		



PRÉFACE




Jonas Gbian,
Commissaire de l'UEMOA

La Commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine a fait du développement durable des zones côtières l'une des priorités de la Politique commune d'amélioration de l'environnement (PCAE) et de ses actions visant à promouvoir l'intégration économique régionale, la compétitivité des économies ainsi qu'un environnement juridique simplifié et harmonisé.

C'est pourquoi, en 2007, convaincue de la nécessité d'une réponse coordonnée à la durabilité côtière pour faire face aux défis communs liés à la gestion des risques côtiers, l'UEMOA s'est engagée dans une initiative de résilience côtière en partenariat avec la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN). Cette initiative a conduit à l'élaboration du Schéma directeur régional du littoral de l'Afrique de l'Ouest (SDLAO), qui couvre onze pays, de la Mauritanie au Bénin. En 2011, les ministres de l'environnement de ces États se sont engagés à mieux comprendre les processus scientifiques et biophysiques dans la zone côtière et ont recommandé la création d'un observatoire côtier. Avant la mise en place de cet observatoire, la Commission de l'UEMOA a lancé une mission, en collaboration avec l'UICN et le CSE, afin de promouvoir les fonctions de l'observatoire.

L'engagement de la Banque mondiale à travers le WACA, nous a permis d'accélérer l'intégration régionale en



La capacité de la Banque mondiale à fournir des financements à la fois au niveau national et régional s'avère efficace pour l'intégration, l'harmonisation et les économies d'échelle.

matière de résilience côtière. La capacité de la Banque mondiale à fournir des financements à la fois au niveau national et régional s'avère efficace pour l'intégration, l'harmonisation et les économies d'échelle. Elle aide également l'UEMOA à combiner des activités dans des domaines complémentaires tels que les mangroves, la gestion des ressources en eau, la pollution et les déchets marins.

L'UEMOA s'engage à étendre son engagement avec WACA à travers ses institutions, ses instruments et ses comités ministériels. La plateforme de WACA pour l'intensification de l'action grâce à sa capacité à mobiliser des connaissances et des financements, complète nos propres efforts pour nous assurer que les pays respectent les engagements pris en matière d'intégration régionale. Avec la Banque mondiale, nous avons une nouvelle façon de travailler qui, j'en suis persuadé, est appelée à devenir un facteur de transformation nécessaire pour le développement durable et le bien-être de nos populations africaines.

AVANT-PROPOS 1 : LA BANQUE MONDIALE



Deborah Wetzel,

Directrice de l'intégration régionale
pour l'Afrique Sub-Saharienne,
le Moyen Orient et l'Afrique du Nord à la Banque mondiale

Nous reconnaissons que les pays sont confrontés à un énorme défi budgétaire en raison de la pandémie de COVID-19. Toutefois, cette situation ne signifie pas pour autant que les investissements durables, qui améliorent la résilience, devraient être ralentis dans le court et le moyen terme. Il est possible de concevoir des programmes de relance qui s'attaqueront au défi immédiat de la reprise économique et de l'emploi tout en consolidant les bases d'un avenir durable et résilient. Le Programme de gestion du littoral ouest-africain (WACA) constitue un parfait exemple de cette approche.

Je suis persuadée que nous pouvons transformer la crise de COVID-19 en un catalyseur permettant d'accélérer la transition vers un modèle de développement plus durable, plus résilient et plus inclusif, où l'espace de vie des populations sera sain et géré de manière durable en particulier dans les zones côtières.

Dans ce Rapport annuel, vous découvrirez comment le Programme WACA met l'accent sur les moyens de subsistance et le développement social, parallèlement aux investissements physiques et écologiques visant à lutter contre l'érosion côtière, les inondations et la pollution. La Banque mondiale a choisi de se concentrer sur ces points d'entrée du développement durable dans les pays côtiers car, si aucune mesure n'est prise, la dégradation des zones côtières coûte environ 5 % du PIB des pays.

Je souhaite que les institutions régionales conservent leur rôle de chef de file dans leur engagement auprès

Les multiples interventions de WACA en vue de favoriser l'intégration régionale, renforcer la base de connaissances et trouver des solutions financières innovantes comme le Marketplace, sont autant d'éléments centraux qui ouvriront la voie à la transformation et au renforcement de la protection du littoral ouest-africain.

des pays. Les multiples interventions de WACA en vue de favoriser l'intégration régionale, renforcer la base de connaissances et trouver des solutions financières innovantes comme le Marketplace, sont autant d'éléments centraux qui ouvriront la voie à la transformation et au renforcement de la protection du littoral ouest-africain.

J'espère que les partenaires de développement continueront à s'engager et à aider à relever le défi fondamental représenté par la dégradation des côtes, afin que les économies nationales deviennent résilientes aux chocs naturels et anthropiques.

La crise de COVID-19 a entraîné des pertes en vies humaines sans précédent, et posé des défis budgétaires et économiques aux pays du monde entier, notamment aux pays africains. Toutefois, nous sommes confiants que la reprise post-pandémie et la crise économique qui est son corollaire,

pourront être le catalyseur permettant d'accélérer la transition vers un modèle de développement plus durable, plus résilient et plus inclusif, où l'espace de vie des populations sera sain et géré de manière durable en particulier dans les zones côtières.

Les données économiques et l'état de l'environnement biophysique sont des facteurs clés dans la prise de décisions en matière de développement. Le prochain rapport sur l'État de la Côte Ouest Africaine en 2020, basé sur un effort massif pour intégrer les données et le développement numérique, devient pour les pays une puissante source d'informations factuelles et scientifiquement vérifiées. Nous espérons que grâce à de tels outils, le capital naturel pourra être sauvé et les écosystèmes côtiers pourront continuer à assurer la résilience des côtes.

La Banque mondiale continue de soutenir les institutions régionales en maintenant leur rôle de chef de file dans leur engagement avec les pays. Les multiples interventions de WACA en vue de favoriser l'intégration régionale, renforcer la base de connaissances et trouver des solutions financières innovantes comme le Marketplace, sont autant d'éléments centraux qui ouvriront la voie à la transformation et à l'intensification de la protection du littoral ouest africain.

AVANT-PROPOS 2 : LA CÔTE D'IVOIRE



Professeur Joseph Séka Séka,
Ancien Ministre de l'Environnement et du Développement
Durable de Côte d'Ivoire

Les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest souffrent depuis plus d'une décennie des effets néfastes de l'érosion côtière exacerbée par les changements climatiques, mettant en péril le fort potentiel socio-économique, environnemental et culturel qu'offrent les zones côtières. Selon une étude de la Banque mondiale, à coûté 3,8 milliards de dollars américains à quatre pays que sont le Bénin, le Togo, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, soit 5,3% de leur PIB combiné de 2017. En ma qualité d'ancien Ministre de l'Environnement et du Développement Durable de la Côte d'Ivoire, au fait de la problématique de la gestion intégrée du littoral, je comprends parfaitement le sens de ces chiffres pour le pays mais aussi pour les communautés qui subissent de plein fouet les effets pervers de la dégradation du littoral. Si rien n'est fait, la vulnérabilité des infrastructures socio-économiques, des ressources naturelles et des populations côtières ne fera que s'accroître et entraîner une perte de plus en plus accrue des richesses de nos pays.

L'un des défis de l'aménagement côtier consiste à définir le meilleur compromis possible entre les impératifs de la prévention des risques et de la protection de l'environnement d'une part et les impératifs tout aussi pressants du développement, dont le rythme sera largement imposé par les dynamiques démographiques. On ne le dira jamais assez : un gouvernement ne peut, à lui seul, faire face à des défis de cette ampleur.

Il faut de plus admettre que l'inaction, à cause d'un manque de moyens financiers ou humains, engendrera des coûts encore plus élevés. Cependant, la mise en œuvre de ces instruments ne peut

être uniquement du ressort des pays en développement eu égard au fait que la lutte contre les risques côtiers coûte très cher.

Il est heureux de noter que l'épineuse question de la résilience côtière, à travers les problématiques du changement climatique et de la réduction des risques de catastrophe, est de façon générale prise en charge par les Communautés Economiques Régionales (CEDEAO, UEMOA) qui, à travers leurs Ministres chargés de l'Environnement ont adopté des stratégies et des programmes. Aussi convient-il de saluer les organisations régionales telles que la Convention d'Abidjan, l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) et le Centre de Suivi Écologique (CSE) qui mènent de nombreuses actions pour la résilience des zones côtières ouest-africaines. La mise en place d'initiatives depuis plus d'une décennie comme la Mission d'Observation du Littoral Ouest Africain (MOLOA), le Schéma Directeur du Littoral Ouest-Africain (SDLAO), l'Observatoire Régional du Littoral Ouest-Africain (ORLOA) et l'adoption des plénipotentiaires de quatre protocoles additionnels de la Convention d'Abidjan en 2019 pour faire face aux enjeux et risques qui pèsent sur les zones côtières africaines en sont la parfaite illustration.

De même, c'est avec enthousiasme qu'en 2018, en tant que ministre j'ai apprécié l'avènement du Programme de Gestion du Littoral Ouest-Africain (WACA) porté et financé par la Banque mondiale. .

Ceci est une excellente opportunité pour parvenir au renforcement effectif et avéré de la résilience des communautés et des zones ciblées de la côte ouest-africaine. Dans ce sens, la plateforme WACA, mise

en place par la Banque mondiale et qui ambitionne d'attirer des financements d'horizons divers pour voler au secours de cette partie du monde très fortement menacée par les catastrophes naturelles, est perçue par nos pays comme une initiative salvatrice que les décideurs et les acteurs ouest-africains sont invités à accompagner sans réserve.

Toutefois, il est indispensable de favoriser l'intégration progressive des autres pays de l'Afrique de l'Ouest dans cet important programme afin que la réalisation de projets au niveau individuel et transfrontalier parvienne à la construction synergique de la résilience le long de la côte ouest-africaine

Je voudrais par conséquent lancer un appel à la communauté africaine en général et à la communauté ouest-africaine en particulier, pour prendre véritablement en charge les actions de lutte contre l'érosion côtière, les inondations et les glissements de terrain, à travers leur intégration dans les Programmes Nationaux, locaux et sectoriels de Développement.

C'est à ce prix que nous parviendrons à des solutions durables aux problèmes de gestion intégrée de notre zone côtière, en vue de réduire fortement la vulnérabilité de nos littoraux face aux nombreuses menaces anthropiques et naturelles dont ils sont l'objet. Ce sera aussi l'occasion d'ouvrir sans aucun doute des opportunités pour le développement d'une économie bleue, susceptible de stimuler la croissance économique et la protection de l'environnement et d'aider ainsi à atteindre les Objectifs de Développement Durable de l'Agenda 2030 en Afrique de l'Ouest.

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

A propos de WACA

Le programme de gestion du littoral ouest-africain (WACA) est une plateforme fédératrice qui assiste les pays d'Afrique de l'Ouest dans la gestion durable de leurs zones côtières et dans le renforcement de leur résilience socio-économique face aux effets du changement climatique, en leur facilitant l'accès à une expertise technique et à des ressources financières.

WACA stimule le transfert de connaissances, favorise le dialogue politique entre les pays et mobilise des financements publics et privés pour lutter contre l'érosion côtière, les inondations, la pollution et l'adaptation au changement climatique. Le Programme WACA comprend des projets d'investissements nationaux, des activités régionales d'intégration et de soutien et une Plateforme WACA en tant que mécanisme permettant d'élargir les connaissances, le dialogue et le financement. WACA s'appuie sur les mandats institutionnels et les programmes régionaux existants pour mettre ses projets en œuvre.

Alors que la COVID-19 compromet les progrès accomplis en matière de développement et diminue la résilience des communautés côtières, WACA tire parti des programmes existants en faisant face à la pandémie et en préparant la reprise dans le cadre d'un développement résilient des zones côtières, notamment par l'assistance socio-économique.

Un partenariat pour l'impact

La mission principale de WACA est d'établir des partenariats avec des organisations nationales et régionales, ainsi qu'avec des partenaires internationaux de développement, afin d'atteindre les objectifs de résilience des communautés côtières. Le succès des deux premières années de fonctionnement de WACA illustre l'étendue et la solidité de ces partenariats, ainsi que la volonté du Programme d'opérer une transformation.

Partenariats Régionaux

Soutien aux mécanismes de l'UEMOA pour l'intégration régionale : lors de la déclaration de Dakar en 2011, l'UEMOA a

reçu pour mandat d'accompagner les pays dans leur lutte contre l'érosion côtière. Afin d'accomplir cette mission, plusieurs initiatives communes ont été lancées, notamment la préparation du Rapport sur l'État de la Côte en 2020, l'élaboration d'un plan d'action stratégique régional pour les investissements, la mise en place du cadre pour un plan d'action sur la résilience côtière avec une approche de genre et l'incorporation des protocoles additionnels de la Convention d'Abidjan dans les instruments juridiques de l'UEMOA.

Les pays ont exprimé leur engagement pour quatre protocoles que nous soutenons et qui concernent les mangroves, la pollution marine, le pétrole et le gaz, et la gestion intégrée du littoral.

Soutien aux protocoles sur l'environnement marin de la Convention d'Abidjan :

l'accord de coopération pour la protection, la gestion et le développement du milieu marin et des zones côtières de l'Atlantique dans la région de l'Afrique de l'Ouest, Centrale et du Sud (la Convention d'Abidjan) accélère la formulation d'instruments de coopération régionale en vue d'harmoniser les réglementations et les politiques relatives au littoral. Les pays ont exprimé leur engagement pour quatre protocoles que nous soutenons et qui concernent les mangroves, la pollution marine, le pétrole et le gaz, et la gestion intégrée du littoral. Par ailleurs, avec le soutien de WACA, le Secrétariat de la Convention en partenariat avec GRID-Arendal, a dispensé des formations au niveau des pays en planification spatiale marine (PSM) pour une gestion durable des côtes.

Soutien à la mise en œuvre via l'UICN :

en soutien à l'approche de WACA axée sur les pays, l'Union internationale pour la Conservation de la nature (UICN) a mis en place un bureau d'appui à la mise en

œuvre régionale (BAR). Le BAR se charge du monitoring et de l'évaluation des progrès accomplis, partage les résultats et les expériences avec les pays de la région et s'assure que les mesures de protection environnementales et sociales sont bien comprises, évaluées et appliquées. Parmi ces initiatives, on note des directives à l'intention des communautés déplacées de Principe, la mobilisation de partenaires techniques qui apportent leur soutien à la conception des activités nationales, et une participation dans la formulation d'un Mécanisme régional de gestion des plaintes.

Soutien à l'Observatoire du littoral ouest-africain à travers le Centre de Suivi Écologique (CSE) :

le CSE travaille en étroite collaboration avec WACA-BAR en mettant l'accent sur la conception et la mise en œuvre de l'Observatoire Régional du Littoral Ouest-Africain (ORLOA) qui concerne douze pays, de la Mauritanie au Bénin, en passant par São Tomé et Príncipe, la deuxième mise au point des priorités du Schéma directeur d'aménagement du littoral ouest africain en matière d'actions et de suivi, et l'assistance technique fournie aux pays afin de mettre en place leurs mécanismes d'observation côtière et de les renforcer.

Renforcement des capacités avec le Centre d'excellence africain pour la résilience côtière (ACECoR) :

l'ACECoR a été créé conjointement par la Banque mondiale et l'Université de Cape Coast (UCC), avec le soutien du gouvernement ghanéen et de l'Association des Universités Africaines (AUA). Le Centre promeut la résilience côtière à travers le développement d'une expertise technique par des jeunes professionnels africains. L'ACECoR collabore avec WACA en vue d'explorer des opportunités telles que la création d'un centre d'incubation pour soutenir des jeunes talentueux ayant des idées d'entreprises originales et créatives dans le domaine de la résilience côtière.

Partenariats Internationaux

Les pays nordiques : en 2015, le Fonds nordique de développement (NDF) a

Depuis leur approbation par le Conseil d'Administration de la Banque mondiale en 2018, les projets pays et les mécanismes d'intégration régionale sont à un stade avancé de leur mise en œuvre.

été le premier donateur externe à offrir un fonds d'amorçage à l'UEMOA et à la Banque mondiale pour booster la création de WACA. En 2018, le Fonds a fourni la somme additionnelle de 13,1 millions d'euros décomposés comme suit : un prêt de 4 millions au Bénin, un prêt de 4 millions au Sénégal et 5,1 millions à la Banque mondiale pour la période de cinq ans allant de 2018 à 2023. Ce financement accordé à la Banque mondiale représente la principale source de financement pour le développement de la Plateforme WACA. Par ailleurs, en 2020 les consultations avec 20 institutions publiques et privées des pays nordiques ont abouti à de nombreuses opportunités offertes à WACA, sous la forme de programmes techniques et de recherche.

La France : la participation de la France dans le Programme WACA a été initiée par la signature d'un Accord Administratif avec la Banque mondiale en avril 2016. Le One Planet Summit en 2018 a été l'occasion pour le Président Macron de renouveler l'engagement de la France pour la résilience côtière en apportant son soutien au Sénégal dans le cadre d'un projet de lutte contre l'érosion côtière, piloté par l'Agence française de développement (AFD). La France a également mobilisé des ressources provenant du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) en direction de la protection côtière au Bénin, au Sénégal et au Togo.

Le Japon : sur la base de son expérience en matière de gestion des catastrophes naturelles, le Japon soutient des initiatives et des programmes dans le monde entier pour appuyer la réduction des risques de catastrophe. En avril 2020, une réunion virtuelle « pour marquer le coup d'envoi de la collaboration avec le Japon », a été organisée afin de renforcer le partenariat entre le Programme WACA et le Japon. Suite à cet événement, les partenaires japonais contribuent par leur expertise à l'intégration de la gestion des risques

de catastrophe dans l'appui aux plans d'investissement multisectoriels (PIMS) au Ghana et au Nigéria.

Les Pays-Bas : en octobre 2019, des représentants des gouvernements du Ghana, du Libéria et de la Sierra Leone ont effectué un voyage d'étude aux Pays-Bas organisé par WACA afin d'apprendre davantage sur l'expérience néerlandaise concernant la gestion de l'eau et les mesures de lutte contre les inondations basées sur la nature. Ce séjour a permis une collaboration plus poussée avec les institutions néerlandaises, notamment par la participation des Pays-Bas au WACA Marketplace en 2019 et la signature d'un Protocole d'Accord entre le Partenariat néerlandais pour l'eau (NWP) et la Banque mondiale, en juin 2020, pour la mise en place d'un Hub d'expertise dans le cadre du soutien au Programme WACA.

L'Établissement Mondial pour la Réduction des Catastrophes et le Relèvement (GFDRR) : depuis 2018, le GFDRR fournit un soutien programmatique dans la conception, le lancement et l'exploitation de la Plateforme WACA. Il continue de soutenir diverses initiatives de WACA, dont le Marketplace et l'Action locale et l'Engagement Citoyen (LACE). Le programme japonais du GFDRR appuie les engagements nationaux au Ghana, en Guinée Bissau et au Nigéria afin d'identifier les investissements prioritaires en faveur des infrastructures résilientes et du développement social.

Atteindre les objectifs de résilience

Présentation des Résultats de WACA ResIP

Depuis leur approbation par le Conseil d'Administration de la Banque mondiale en 2018, les projets pays et les mécanismes d'intégration régionale sont à un stade avancé de leur mise en œuvre. Les projets nationaux ont harmonisé leurs plans de travail et adopté des procédures de suivi des performances régionales. La collaboration entre les institutions régionales (ABC, CSE, UEMOA et, UICN) se porte bien et les dernières contraintes administratives sont gérées. Les études techniques finales pour la protection côtière, les mécanismes de mise en œuvre des sous-projets sociaux et le renforcement des capacités institutionnelles se poursuivent.

Les ouvrages physiques dans les pays devraient commencer en début 2021.

Bénin : des mesures de lutte contre l'érosion et des travaux de protection ont été entrepris sur la rive sud du fleuve Mono, par la recharge des bermes et le reboisement, protégeant ainsi environ 3 500 ménages de l'érosion côtière et des inondations. Des accords de cofinancement ont été signés avec 33 coopératives des zones communautaires de conservation de la biodiversité pour des activités génératrices de revenus (AGR) dans les domaines de l'élevage, de la pisciculture, du maraîchage et de la transformation agroalimentaire. La protection de la zone transfrontalière Togo-Bénin contre l'érosion côtière est en cours.

Côte d'Ivoire : WACA soutient la création de l'Agence nationale pour la gestion intégrée du littoral (ANAGIL) et l'élaboration du Plan d'aménagement et de gestion du littoral (PAGLI). Le plan d'investissement multisectoriel (PIMS) a été achevé pour la région de Grand-Lahou, et les études préliminaires ont été réalisées pour Port-Bouët. Parallèlement, la restauration de la mangrove est en cours et la gestion de deux parcs nationaux est assurée par l'Office Ivoirien des Parcs et des Réserves (OIPR).

Mauritanie : la mise en œuvre du Plan Directeur d'Aménagement du Littoral Mauritanien (PDALM), actualisé en 2017, est au cœur du soutien apporté à la Mauritanie. Ainsi, le cadre juridique visant à réglementer les nouvelles constructions dans les zones côtières est en cours d'actualisation. Des plans locaux d'aménagement du territoire sont en cours d'élaboration pour les deux principaux pôles de croissance économique, en harmonisant les stratégies sectorielles et en préservant les espaces couverts par des services écosystémiques rendus par la nature. Dans le parc national du Diawling, les écosystèmes naturels sont restaurés comme source de subsistance, tout en préservant la biodiversité. Une des interventions clés en Mauritanie est la réhabilitation du réseau de dunes côtières qui protège la capitale Nouakchott face au risque d'inondation.

São Tomé et Príncipe : à São Tomé-et-Príncipe, l'un des principaux objectifs est de réduire les effets du changement climatique sur les communautés côtières en encourageant les habitants

à s'installer dans des zones plus sûres et en diversifiant les activités génératrices de revenus durables. Grâce au projet, douze des communautés côtières les plus vulnérables du pays mettent en œuvre des stratégies d'adaptation spécifiques à leurs besoins. Des bénévoles formés effectuent des rondes permettant de lancer une alerte précoce en cas de catastrophe et entretiennent les infrastructures de réduction des risques. En outre, un recensement des pêcheurs artisanaux et des embarcations artisanales a été effectué afin de définir les équipements et les formations nécessaires à la sécurité des futures activités en mer. Un diagnostic des capacités de l'institut météorologique national a été établi en vue de mettre au point un système fiable d'alerte précoce sur les côtes. Les lois et les cadres réglementaires sont également en cours de révision pour que le changement climatique et les risques de catastrophes côtières soient pris en compte, notamment dans le cadre des plans d'aménagement de l'espace marin.

Sénégal : les études relatives à la lutte contre l'érosion dans l'île de Gorée et sur les routes côtières de la capitale (Corniches Est et Ouest), ont débuté bien avant la date prévue des travaux. Les études de faisabilité pour la création de l'Agence nationale pour la gestion intégrée du littoral sont sur le point d'être lancées et l'appel d'offre relatif à l'élaboration de la Stratégie nationale de gestion intégrée des zones côtières (GIZC) a été attribué. De plus, les plans de régénération de l'écosystème du Parc national de la langue de Barbarie et des aires marines protégées de Saint-Louis ont été finalisés.

Togo : en raison des risques liés à l'impact des interventions sur le secteur situé à l'est de Lomé, les mesures de protection côtières sont planifiées avec le Bénin. En septembre 2018, la création d'un Comité conjoint Togo-Bénin a été formalisée dans le cadre d'un Protocole d'Accord. Les études de faisabilité technique pour la protection du littoral entre ces deux pays se poursuivent. Les accords de financement en faveur de onze sous-projets communautaires ont été signés et les activités de ces projets ont été officiellement lancées en décembre 2019. En outre, des business plans ont été réalisés pour sept activités génératrices de revenus (AGR) dans le cadre de sous-projets.

Au Sein du Groupe de la Banque Mondiale

Les efforts de WACA sont complétés par un investissement financier important au profit des communautés côtières de la région à travers d'autres projets financés par la Banque mondiale.

Sénégal — Projet de Relèvement d'urgence et de résilience à Saint-Louis (SERRP) : en cours depuis 2018, le projet vise à réduire la vulnérabilité des populations aux risques côtiers et à renforcer la planification pour la résilience côtière et urbaine dans la ville de Saint-Louis. Depuis le mois de mai 2020, 690 personnes ont été déplacées de la zone côtière à haut risque et une deuxième phase était prévue pour décembre 2020. WACA accompagne ce projet en appuyant le Plan national de gestion intégrée des zones côtières de la région de Saint-Louis du Sénégal.

Côte d'Ivoire : Projet d'Assainissement et de Résilience Urbaine (PARU) : ce projet d'une enveloppe de 135 millions de Dollars US qui vise à améliorer la gestion des eaux pluviales et des ordures ménagères particulièrement dans les ménages pauvres des zones côtières, a été approuvé en juin 2020. En outre, le PARU mettra en place un système d'alerte précoce des inondations et renforcera les capacités des institutions en charge de l'assainissement et de la planification urbaine.

Dialogue avec le secteur privé : la Société financière internationale (SFI) et le Département Croissance équitable, Finance et Institutions (EFI) ont établi un partenariat pour organiser en 2019 deux dialogues avec le secteur privé sur la résilience côtière. Le réseau informel a recommandé la création de mécanismes de financement à effet catalyseur pour faciliter l'engagement du secteur privé dans le financement de la résilience côtière et le respect des normes environnementales.

Mise à l'échelle et mobilisation au moyen de la Plateforme WACA

La Plateforme WACA a accompli des progrès significatifs dans le développement des connaissances, la mobilisation des investissements et la facilitation du dialogue régional tant au plan technique que politique, pour le renforcement de la résilience côtière.

Au titre du *Pilier de la Connaissance*, la Plateforme a mobilisé des financements qui ont permis la création du Centre

Le premier WACA Marketplace a réuni des partenaires financiers et des représentants des pays afin de promouvoir les investissements dans la résilience côtière.

d'Excellence Africain pour la Résilience Côtière (ACECoR), actuellement établi à l'Université de Cape Coast, au Ghana. En collaboration avec l'IRD et l'ACECoR, la Plateforme a soutenu l'élaboration d'un Compendium de solutions, un outil d'aide à la décision à l'intention des décideurs politiques, qui répond aux défis de l'érosion côtière, des inondations et de la pollution. Un comité consultatif technique intérimaire (iTAC), composé principalement de scientifiques régionaux, a été mis sur pied pour fournir des services consultatifs techniques et contribuer à l'identification d'un mécanisme à long terme pour gérer, enrichir et faire progresser les connaissances sur la résilience côtière dans la région. Le Hub ouest-africain pour la gestion des connaissances et les avis scientifiques, serait établi au sein d'une institution académique régionale en vue d'assurer le transfert de la mission du Programme WACA. Une étude sur les scénarios et les dangers du changement climatique a été publiée afin de guider la planification de la résilience dans quatre pays.

Au titre du *Pilier de la finance*, le premier Marketplace de WACA, qui s'est tenu à Abidjan en novembre 2019, a rassemblé des partenaires financiers et des représentants des pays afin de promouvoir les investissements dans la résilience côtière et des consultations sur le concept d'un Fonds catalytique pour les investissements du secteur privé ont été engagées. En définitive, 12 propositions de partenariat Public-Privé ont été initiées et seront présentées lors du prochain Marketplace de WACA. Un rapport portant sur une approche des obligations bleues au Cabo Verde a également été préparé.

Dans le cadre du *Dialogue*, le Communiqué de WACA, signé lors de son lancement en 2018, encourage l'intégration régionale, la mise à l'échelle nationale en élargissant la portée des investissements dans les pays actuels et la mobilisation des ressources financières auprès des partenaires. Un programme pour l'Action locale et l'engagement

citoyen (LACE) a été conçu en consultation avec la société civile.

Leçons Retenues

Plusieurs leçons ont été tirées des premières années de fonctionnement du Programme WACA, et seront intégrées dans les initiatives futures. Tout d'abord, la conception du programme, en alliant des composantes nationales, régionales et internationales, s'est avérée à la fois efficace et appréciée des pays et des partenaires de développement. Ensuite, le concept de Marketplace, en lien direct avec les plans d'investissement multisectoriels (PIMS), a tenu sa promesse qui consistait à faire correspondre les priorités gouvernementales avec les investisseurs et partenaires d'exécution adéquats. Enfin, l'Observatoire du littoral ouest-africain a démontré l'efficacité de disposer d'une institution de coordination travaillant avec un réseau de pays et de partenaires pour assurer des fonctions clés.

Perspectives d'avenir

Une Expansion Géographique

En novembre 2018, le Ghana a signé le communiqué de WACA et en fin 2019, il a officiellement exprimé la demande de voir le Programme WACA engagé dans le cadre de l'assistance technique afin que les investissements dans la résilience côtière de la Banque mondiale et de ses partenaires soient bien orientés. Une opération d'investissement de la Banque mondiale pour la résilience côtière au Ghana devrait être approuvée au cours de l'exercice financier 2022.

En Guinée, pays signataire du communiqué de WACA de 2018, le projet P168613 de gestion des ressources naturelles, des mines et de l'environnement financé par l'IDA, adopte une approche intersectorielle et offre la possibilité de soutenir les premières étapes vers une planification côtière et marine intégrée et vers l'adhésion au Programme WACA.

La Guinée Bissau a signé le communiqué de WACA de 2018 et a sollicité une assistance dans le cadre des investissements en matière de protection et de restauration des côtes, ainsi que pour les activités sociales et de subsistance. Une opération d'investissement de la Banque mondiale pour la résilience côtière en Guinée Bissau devrait être approuvée au cours de l'exercice financier 2022.

Au Nigéria, pays signataire du communiqué de WACA de 2018, le PIMS en cours d'élaboration permettra de lutter contre la dégradation et les risques côtiers dans les États de Cross Rivers, Delta et Lagos. Les premiers résultats sont attendus en début 2021, et WACA est à l'œuvre avec ses partenaires de développement pour identifier des financements.

Accroître les Connaissances

Les connaissances sur la résilience côtière sont disponibles à plusieurs niveaux. WACA travaille avec ses partenaires pour faire la synthèse des connaissances sur le littoral ouest-africain, en consolidant les connaissances locales, les meilleures pratiques des pays et l'expérience des partenaires. Par ailleurs, le programme met en évidence les nouveaux produits de la connaissance ou des constatations faites dans le cadre des projets actuels et futurs.

Un portefeuille d'investissements d'environ 12 projets d'une valeur totale de près de 1,6 milliard de dollars US a été présenté par les ministères des Finances et de l'Environnement des pays respectifs afin d'attirer des investisseurs potentiels.

Un premier volume du *Compendium de solutions* de WACA est en cours de finalisation et vise à aider les décideurs de sorte que les options techniques proposées répondent à leurs priorités et qu'elles soient résistantes aux facteurs de stress prévus d'origine climatiques et non climatiques, tant actuels que futurs. En 2021, le *Rapport sur l'État de la Côte Ouest Africaine en 2020* sera publié. Il traitera principalement des pressions exercées sur les systèmes côtiers et les interventions mises en œuvre par les États et leurs partenaires pour la période 2016–2020. Le *rapport d'évaluation de WACA sur le changement climatique* regroupe des informations pertinentes sur le changement climatique au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Mauritanie, au Sénégal et au Togo, permettant de décrire les variations potentielles du climat côtier, ainsi que les dangers qui y sont liés ; il sera publié en 2020. Enfin, WACA soutient une *Étude sur les mangroves* qui donne des explications

détaillées sur les services écosystémiques fournis par les mangroves aux communautés et aux pays de la région.

Intensifier le Dialogue

Pour travailler avec les communautés et mobiliser leur capacité à protéger la côte et à renforcer leur résilience, WACA travaille avec des partenaires de la société civile pour développer une initiative d'Action locale et d'engagement des citoyens (LACE), articulée autour de trois domaines d'activités : faciliter les partenariats communautaires dans la résilience côtière, promouvoir la participation du public et l'engagement citoyen avec WACA, et encourager l'inclusion sociale.

Élargir les Financements

Au cours de ses deux premières années, le Programme WACA a réalisé des progrès significatifs en matière de mobilisation de fonds publics par le biais de projets de développement traditionnels, en engageant le secteur privé et en développant de nouveaux instruments de financement. Au cœur de ces efforts se trouve le Marketplace des finances. WACA a organisé le premier Marketplace en novembre 2019 à Abidjan, en Côte d'Ivoire. L'événement a donné lieu à une offre de financement spécifique et à une offre de collaboration technique à effet transformateur, toutes deux sont en cours de réalisation. L'appel à l'innovation de la WACA a été clôturé à la fin de l'année dernière et certaines idées transformatrices liées au secteur privé ont émergé, notamment les trois gagnants : (i) la WAC-App, un outil interactif de planification côtière pour explorer les impacts des interventions côtières, (ii) le Trans-Sand, une idée pour un plan de contournement transnational financé par un fonds de dragage public-privé, et (iii) le SA-POD une approche intégrée systématique dans le cadre du développement portuaire. WACA a également examiné des stratégies d'investissement nationales pour les projets qui pourraient être développés en partenariats public-privé, et un certain nombre d'idées ont été identifiées dont certaines sont en cours d'analyse financière détaillée, et seront présentées lors du prochain Marketplace. Grâce à l'engagement de la Banque avec les partenaires de développement et au premier Marketplace, un total de 650 millions de dollars a été mobilisé en vue d'une approbation ou se trouve dans le pipeline des donateurs.

WACA EN BREF

Lancé en 2018 dans 9 pays, WACA soutient aujourd'hui :

- La protection du littoral sur 22 sites
- Le développement social avec plus de 1 000 micro-projets



Les Domaines d'Interventions

Les politiques



L'érosion côtière



Les inondations



Les solutions basées sur la nature



Bénin : Épis, recharge des plages, stabilisation et réhabilitation des berges de fleuve, ouverture de l'embouchure d'une rivière

Côte d'Ivoire : Mise en place d'un agence du littoral Protection de la barrière de sable, gestion du risque d'inondations urbaines

Mauritanie : Réhabilitation et protection des dunes côtières, réhabilitation et extension des digues, restauration des mangroves, écotourisme

São Tomé & Príncipe : murs de rétention comme mesure de protection, protection des routes, brise-lames

Sénégal : Revêtement, stabilisation des corniches, restauration et gestion de l'écosystème, écotourisme

Togo : Épîs, recharge des plages stabilisation, des berges dragage de rivière, lac et chenal

Assistance technique / élaboration de projets



Gambie : Résilience et gestion des risques d'inondation

Ghana : Plans d'investissement multi-sectoriels, conception d'infrastructures résilientes, plans de restauration de la mangrove

Guinée : Plans de restauration de la mangrove

Guinée Bissau : Plans d'investissement multi-sectoriels, capacité institutionnelle

Nigéria : Plans d'investissement multi-sectoriels, conception d'infrastructures résilientes

Engagements futurs



Cabo Verde

Cameroun

Gabon

Libéria

Sierra Leone

Activités régionales

WACA est engagé au niveau régional en faveur de la promotion de l'intégration et des actions communes par le biais d'activités englobant :

- L'observation du littoral au niveau national et régional (CSE)
- La ratification des protocoles de la Convention d'Abidjan et leur mise en œuvre au niveau des pays (ABC)
- La Politique régionale de l'UEMOA en matière de résilience côtière, établissement de priorités pour les investissements régionaux (UEMOA)
- Soutien à la mise en œuvre par le Bureau d'appui à la mise en œuvre régionale de WACA (UICN)
- Le Centre d'Excellence Africain pour la Résilience Côtière, ACECoR (Université de Cape Coast)
- Le Partenariat pour des ports ouest-africains durables (avec l'AGPAOC)
- Le Marketplace Finance pour la résilience côtière (Banque mondiale)
- L'appel à l'innovation pour la résilience et une gestion durable du littoral
- Service d'assistance (Helpdesk) pour la connaissance et Hubs internationaux (Banque mondiale)
- Action locale et engagement citoyen (Banque mondiale)
- Dialogue ministériel (UEMOA et Banque mondiale).



1.

LE PROGRAMME WACA

Plaidoyer pour la résilience côtière

Qu'est-ce que le projet WACA ?

Le programme de gestion du littoral ouest-africain (WACA) est une plateforme fédératrice qui rassemble toutes les parties prenantes afin d'aider les pays ouest-africains dans la gestion durable de leurs littoraux et dans le renforcement de leur résilience socio-économique face aux effets du changement climatique. Le programme facilite l'accès des pays membres à l'expertise technique et aux ressources financières.

Les zones côtières d'Afrique de l'Ouest abritent environ un tiers de la population de la région et génèrent plus de la moitié de son produit intérieur brut (PIB). Les côtes des pays ouest-africains sont essentielles pour le commerce international et sont une source de ressources naturelles indispensables. Elles sont également des vecteurs de développement social et économique constant. Toutefois, ces régions sont confrontées à un certain nombre de menaces graves et croissantes, à savoir l'érosion côtière, la pollution, l'épuisement des ressources halieutiques et les multiples effets du changement climatique.

Une étude réalisée par la Banque mondiale estime que la dégradation environnementale des zones côtières du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Togo a coûté 3,8 milliards de dollars US, soit 5,3 % du PIB combiné de ces quatre pays en 2017. Au-delà du coût économique, les catastrophes aggravées par la dégradation côtière provoquent non seulement des décès et détruisent les moyens de subsistance, mais entravent le développement futur et maintiennent les plus vulnérables dans la pauvreté.

La résilience côtière est la capacité des pays et de leurs communautés côtières à absorber les chocs et les pressions auxquels ils sont actuellement confrontés, à s'adapter aux futurs facteurs de stress et à transformer progressivement leurs communautés en des pôles durables de croissance et de prospérité équitables capables de gérer avec succès les risques

liés aux dangers et à la pollution des côtes. Les risques en question peuvent être naturels ou anthropiques et en Afrique de l'Ouest, ils sont généralement identiques pour tous ou la plupart des pays concernés, ou alors sont de nature transfrontalière.

Pour révéler pleinement le potentiel de croissance de ces zones, les aménagements et les établissements de populations devraient se faire dans un environnement résilient, qui profiterait aux communautés et dans lequel la résilience serait renforcée par les interventions. Celles-ci visent à réduire les risques communs auxquels ces communautés et ces pays sont exposés, et à renforcer leur capacité à se relever et à se remettre des chocs dus ou liés à l'érosion côtière, aux inondations ou à la pollution. Toutefois, à moins que les pays ne disposent de systèmes permettant de suivre l'état du littoral et d'évaluer la possibilité et la forme de la menace sur le capital économique, environnemental et social, il leur sera difficile de prendre des décisions en faveur du développement durable.

La COVID-19 a mis en évidence le risque auquel les communautés vulnérables sont confrontées s'agissant de leurs moyens de subsistance lorsque le maintien du statu quo n'est plus possible. La pandémie a également souligné la nécessité d'intégrer la résilience à long terme dans la planification du développement. La crise actuelle, plutôt que de mettre le programme de résilience des côtes en stand-by, l'a rendu plus urgent que jamais.





La lutte contre les inondations et l'érosion côtière nécessitera toute une palette d'interventions. Par conséquent, les professionnels de l'agriculture, de la gestion des risques de catastrophe, de l'environnement et de l'eau doivent unir leurs forces pour réduire les risques, protéger les écosystèmes et améliorer les infrastructures afin de renforcer la résilience des moyens d'existence ».

Simeon Ehui

Directeur régional du développement durable pour l'Afrique à la Banque mondiale

La dégradation environnementale des zones côtières du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Togo a coûté 3,8 milliards de dollars US, soit 5,3 % du PIB combiné de ces quatre pays en 2017.



Vision et stratégie

WACA est une plateforme fédératrice dans laquelle les parties prenantes travaillent main dans la main, pour aider les pays d'Afrique de l'Ouest à gérer durablement leurs zones côtières et à renforcer leur résilience socio-économique face aux effets du changement climatique. Le programme facilite également l'accès des pays à des expertises techniques et aux ressources financières.

Le Programme WACA a été développé en partenariat avec les populations vivant sur les côtes de six pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Côte d'Ivoire, Mauritanie, São Tomé-et-Príncipe, Sénégal et Togo) qui dépendent de la côte pour leurs moyens de subsistance, leur nutrition, leur sécurité alimentaire et leur prospérité. Le programme soutient les efforts déployés par ces pays pour améliorer la gestion de leurs ressources côtières communes et réduire les risques naturels et anthropiques auxquels sont exposées les communautés côtières. WACA travaille avec d'autres pays pour élargir ses interventions afin de soutenir l'ensemble des 17 pays côtiers, de la Mauritanie au Gabon, y compris le Cabo Verde et São Tomé et Príncipe.

Historique

C'est en décembre 2015, à l'occasion de la COP21, que la Banque mondiale et l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) ont initié le Programme WACA, assorti d'une phase d'assistance technique. Les pays, la Banque mondiale par le biais de l'Association internationale de développement (IDA), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Fonds nordique de développement (NDF), ont dégagé une enveloppe financière d'environ 230 millions de dollars US, approuvée en avril 2018, pour financer le premier projet WACA d'investissement pour la résilience dans six pays (le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, São Tomé-et-Príncipe, le Sénégal et le Togo), avec une composante d'intégration régionale afin de promouvoir la coordination transfrontalière et les économies d'échelle. L'Agence française de développement (AFD) et le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) ont, dans le cadre du Programme WACA, apporté un soutien supplémentaire et coordonné au projet.

En janvier 2018, le président sénégalais Macky Sall, le président français

Emmanuel Macron et le président de la Banque mondiale de l'époque, Jim Yong Kim, ont visité la ville historique de Saint-Louis du Sénégal, autrefois considérée comme la « Venise de l'Afrique », pour constater les effets dévastateurs de l'érosion côtière sur certaines communautés de la ville. Cette visite s'inscrivait dans le cadre d'un voyage au Sénégal des deux dirigeants pour démontrer leur volonté d'agir de concert en matière d'adaptation au changement climatique. À l'issue du séjour, des engagements de 15 millions d'euros de la part de la France et de 30 millions d'euros de la part de la Banque mondiale ont été pris en faveur de la protection du littoral et de la réinstallation des communautés pour ce site spécifique de Saint-Louis.

Comment WACA fonctionne-t-il ?

WACA s'appuie sur les mandats institutionnels existants et la collaboration régionale pour dérouler ses projets. Par exemple, l'UEMOA et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) ont contribué de manière significative à une meilleure sensibilisation sur les problèmes liés à la gestion des

Quel est l'objectif de WACA ?

Le programme soutient les efforts déployés par les pays pour améliorer la gestion de leurs ressources côtières communes et réduire les risques naturels et anthropiques auxquels les communautés côtières sont exposées. Plus particulièrement, le programme vise à rendre les ménages moins exposés à l'érosion côtière, aux inondations et à la pollution.



Senegal - Photo: Vincent Tremeau / Banque mondiale

Senegal. Photo: Vincent Tremereau / Banque mondiale



zones côtières, l'érosion, les inondations et le changement climatique. La Convention d'Abidjan (ABC) a pour mission de créer une approche et une politique concertées dans la gestion des zones côtières. Ainsi, lors de la 12^e Conférence des parties de la Convention d'Abidjan des Nations Unies sur l'environnement (COP12) en 2017, les pays se sont accordés pour s'attaquer au problème de l'érosion côtière. Le *Centre de Suivi Écologique* (CSE) héberge la *Mission d'Observation du Littoral Ouest Africain* (MOLOA), qui est un mécanisme de coopération régionale initié par l'UEMOA, dans le cadre de la surveillance du littoral et la réduction des risques côtiers en Afrique de l'Ouest. Toutefois, il est nécessaire de promouvoir une meilleure collaboration et coordination et de renforcer les capacités pour des approches axées sur les résultats.

La mise en œuvre du Programme WACA est assurée par un portefeuille de **projets nationaux d'investissement pour la résilience des zones côtières (WACA ResIP)**, centrés sur l'intégration régionale et les interventions nationales et exécutés par les pays et les partenaires, et par la **Plate-forme WACA** ayant pour objectif d'intensifier la collaboration, le financement, les connaissances et le dialogue en faveur de la résilience côtière dans la région, sous la coordination de la Banque mondiale. Les fonctions de la plateforme seront finalement transférées à une ou plusieurs organisations régionales appropriées afin d'assurer leur viabilité institutionnelle à long terme.

Le Projet National d'Investissement pour la Résilience des Zones Côtières (WACA ResIP)

Approuvé par le Conseil d'Administration de la Banque mondiale en avril 2018, le Projet national pour la résilience des zones côtières (WACA ResIP) est un projet d'intégration régionale qui

aide les pays à créer un environnement favorable à la résilience côtière grâce à un ensemble de mesures. Celles-ci comprennent le renforcement des cadres institutionnels et juridiques nationaux et régionaux et l'assistance en matière d'application des lois, la création d'institutions clés et le renforcement des capacités — tant techniques que professionnelles — de leur personnel, ainsi que le développement d'outils d'aide à la décision tels que les observatoires.

Au cours de la même année, le projet a accordé une enveloppe totale de 222 millions de dollars US à six pays (Bénin, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Sénégal, São Tomé-et-Príncipe et Togo) ainsi qu'une subvention pour l'intégration régionale qui concerne l'UEMOA, l'UICN, le Secrétariat de la Convention d'Abidjan et le Centre de Suivi Écologique (CSE). Des financements additionnels ont été ensuite alloués par d'autres bailleurs de fonds, pour des projets parallèles appuyant les objectifs de WACA.

Les principales interventions physiques du projet sont centrées sur la protection contre l'érosion côtière et les inondations au moyen des infrastructures « grises » traditionnelles, comme la construction de digues, d'ouvrages longitudinaux et d'épis, ainsi que la restauration et la préservation des infrastructures « vertes ».

Dans la mesure du possible, le projet allie les deux options, en mettant en œuvre des solutions basées sur la nature telles que la fixation des dunes, la restauration des zones humides et des mangroves, et la recharge des plages, autant d'opérations qui jouent un rôle essentiel dans la gestion du littoral.

WACA met en œuvre des activités complémentaires par le biais de sous-projets sociaux, identifiés, conçus et exécutés selon des approches participatives, afin de bénéficier aux plus vulnérables,

MENACES À LA RÉSILIENCE CÔTIÈRE

Les menaces à la résilience côtière en Afrique de l'Ouest sont complexes, couteuses et étendues. Pour les combattre, il faudra nécessairement des ressources financières encore plus importantes que celles actuellement déployées, une volonté politique plus affirmée et le transfert d'expertise et de savoirs au sein de la sous-région et à partir d'autres régions du monde.

Menaces côtières ciblées par WACA



ÉROSION CÔTIÈRE

Ce phénomène intervient principalement à cause d'une mauvaise conception ou d'une mauvaise gestion de l'infrastructure côtière telle que les ports. Le changement climatique et les événements météorologiques extrêmes viennent exacerber les facteurs naturels et anthropiques. De plus, les zones côtières sont privées de leur approvisionnement naturel en sédiments à cause des obstructions créées par les barrages fluviaux. Enfin, des quantités importantes de sables sont extraites des plages, ce qui augmente davantage le taux d'érosion.



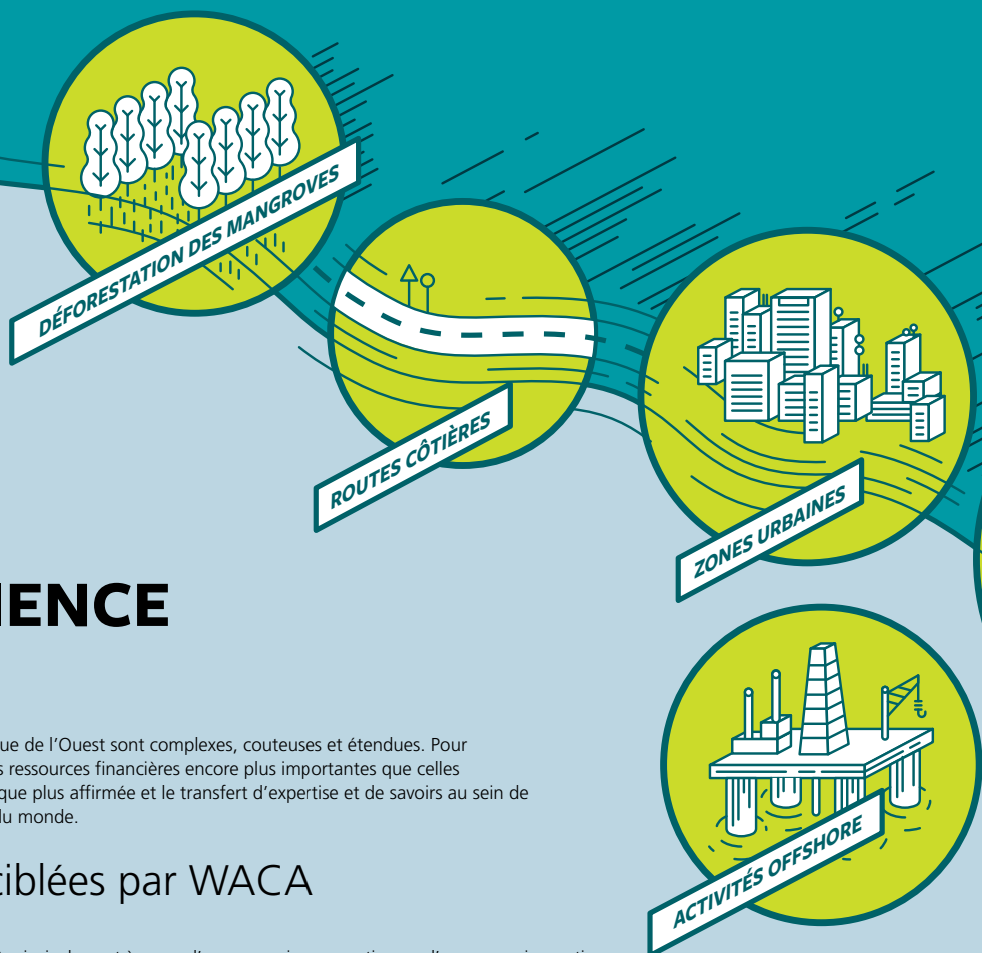
INONDATIONS CÔTIÈRES

Les inondations côtières par la mer sont causées par des ondes de tempêtes, alors que les inondations fluviales se produisent lorsque les zones naturelles d'inondation n'existent plus (à cause du développement) ou leur capacité d'absorption des inondations est devenue insuffisante.



POLLUTION

Environ 90 % des déchets solides présents dans les eaux côtières sont d'origine tellurique. En Afrique, seulement 10 % des eaux usées sont traitées avant leur évacuation vers les eaux côtières. L'Afrique est le second principal contributeur en matière de déchets plastiques déversés annuellement des fleuves vers les océans du monde.





Mauritania. Photo: Arne Hoel / Banque mondiale



Benin. Photo: JB Dodane / flickr.com



Pour nous Imragen, la pêche est notre vie, c'est la seule chose que nous connaissons », dit Bilal. « Les dernières années ont été une lutte pour mon peuple. Nous attrapons moins de poissons et des poissons plus petits ; et la plupart de nos côtes et de nos maisons ont été englouties par la mer ».

Ahmed ould Bilal
Pêcheur à Iwik en Mauritanie

Quels sont les problèmes liés au genre et comment les abordez-vous ?

Les femmes de la région n'ont pas le même accès que les hommes aux opportunités économiques et / ou aux prises de décision. En outre, elles sont beaucoup plus touchées qu'eux par les effets du changement climatique et de la COVID-19. Des plans d'action en faveur de l'égalité des sexes sont en cours d'élaboration au niveau national pour combler certaines lacunes à ce sujet.

Ghana. Photo: Andrea Borgarello / Banque mondiale





WACA joue-t-il un rôle en matière de pêche ?

WACA n'intervient pas dans la gestion ou la gouvernance de la pêche. Toutefois, le programme soutient le développement social et les activités de subsistance au profit des communautés côtières, y compris celles engagées dans la pêche.



Senegal. Photo: Vincent Treneau / Banque mondiale

et d'améliorer la résilience tant physique que sociale des communautés côtières les plus exposées. Les interventions soutiennent également la lutte contre la pollution grâce à une meilleure gestion des déchets marins, des déversements d'hydrocarbures et des déchets industriels et urbains.

Lors de la conception du WACA ResIP, l'équipe et les partenaires du projet ont tenu compte de la complexité liée à la mise en œuvre du projet, qui concerne au départ six pays, quatre partenaires régionaux (l'UEMOA, l'ABC, le CSE et l'UICN) et plusieurs parties prenantes dont le secteur privé, les autorités nationales et locales, les communautés cibles et le grand public. Les projets bien conçus techniquement sont souvent confrontés à des problèmes de changement de comportement durant leur mise en œuvre. En conséquence, le WACA ResIP a introduit une approche de gestion adaptative innovante qui modifie la méthode à suivre pour atteindre les objectifs, en réponse à ces changements de comportement.

Le projet prévoit le recrutement de spécialistes en développement institutionnel (acronyme anglais IDS) pour chaque unité nationale d'exécution de projet et pour le bureau d'appui à l'intégration régionale de WACA. Ces spécialistes travaillent à l'amélioration de la coordination et assistent les acteurs dans la gestion du changement. À ce jour, les IDS de WACA-BAR et trois IDS des unités d'exécution de projets (UEP) ont été engagés et ont reçu une formation en vue d'acquiescer des compétences nécessaires.

La Plateforme WACA

Assurer la résilience de la côte ouest-africaine, exigera de disposer de ressources financières beaucoup plus importantes que celles qui sont actuellement fournies, maintenir un niveau élevé de mobilisation politique et garantir le transfert d'expertise et de connaissances à l'intérieur de la région et à partir d'autres régions du monde. La Plateforme WACA, dont la création a été annoncée lors du One Planet Summit à Paris en décembre 2017, est la réponse à ces défis. Elle sert de vecteur pour élargir les niveaux actuels de collaboration et s'appuie sur trois piliers : Connaissances et Solutions, Finance et Instruments et Dialogue et Engagement.

Connaissances & Solutions

Le pilier des Connaissances de la Plateforme WACA identifie les besoins et les priorités en matière d'investissements dans la résilience côtière en facilitant l'accès des pays aux expertises et savoirs du monde entier. Les produits de la connaissance servent à guider les stratégies d'intervention en matière de capital naturel, de solutions d'infrastructures naturelles et durables, de plans d'investissements multisectoriels de WACA nouveaux ou actualisés, de migration et de prise en compte du genre. La plateforme facilite les échanges de connaissances entre les pays d'Afrique de l'Ouest et d'autres pays. Actuellement coordonné par la Banque mondiale, le Pilier de la Connaissance est mis en œuvre avec de multiples partenaires dans le cadre de plusieurs initiatives, notamment le Centre d'excellence africain pour la résilience côtière, hébergé par l'Université de Cape Coast, pour le renforcement des capacités universitaires, et l'Observatoire Régional du Littoral Ouest-Africain pour les données et les rapports sur l'état de la côte. Les activités de ces initiatives sont décrites plus en détail dans la suite de ce rapport.

Financement & Instruments

L'un des objectifs principaux de la Plateforme WACA étant de mobiliser des investissements pour la résilience côtière, deux stratégies sont mises en œuvre :

- Les discussions bilatérales avec les partenaires de développement traditionnels pour mobiliser et coordonner les financements concessionnels et les dons et,
- Le développement du WACA Marketplace, un mécanisme d'investissement simplifié qui vise à faire correspondre la demande d'investissements pour la résilience côtière avec l'offre de financement des partenaires.

Plusieurs instruments de financement pourraient être utilisés pour financer des projets publics et privés dans la résilience côtière. Il s'agit notamment des partenariats publics-privés, des garanties de projets et des obligations. Le secteur privé est désireux de faire partie de la solution pour la résilience côtière et représente une occasion de maximiser le financement lié au développement. La Plateforme WACA engage le secteur privé à développer les relations, les outils et les mécanismes nécessaires pour soutenir son engagement dans le renforcement de la résilience côtière dans la région.

Dialogue & Engagement

Par le Communiqué de WACA 2018, les treize pays ont fourni un cadre autorisant à poursuivre les trois axes de travail critiques pour WACA :

L'intégration régionale, en collaboration avec les Commissions économiques régionales (UEMOA et CEDEAO), la Convention d'Abidjan et ses protocoles, et la mise en place d'un Observatoire régional de la résilience côtière dans le prolongement des travaux du Centre de Suivi Écologique.

- **L'intensification à l'échelle nationale** en étendant la portée des investissements en cours dans les pays actuels et en l'élargissant à d'autres pays dans le cadre des plans d'investissement multisectoriels de WACA.
- **La mobilisation de ressources financières auprès des partenaires** à l'appui de nouveaux projets de WACA ou en complément au

portfolio des projets existants pour renforcer la résilience côtière.

De même, le communiqué du secteur privé de 2019 a confirmé la volonté des parties prenantes du secteur des transports, des mines, de l'énergie et des pêches à s'engager davantage et à trouver des moyens de faciliter l'accès à l'information et l'identification des projets présentant un intérêt pour le secteur privé.

Chemins critiques : objectifs et étapes clés

L'objectif de développement au cœur du Programme WACA est le renforcement de la résilience des populations et communautés vivant sur le littoral ouest-africain, plus particulièrement celles

exposées à l'érosion, aux inondations et à la pollution.

L'étape clé du financement des investissements est la mobilisation de 2 milliards de dollars US au profit de la résilience côtière. Il s'agit du montant minimum jugé nécessaire pour assurer un impact transformateur sur le développement des communautés côtières d'Afrique de l'Ouest, ce qui se traduira par des communautés plus résilientes dans la plupart des zones à haut risque de la région, et par une réduction durable de la pauvreté à long terme.

Pour la Plateforme WACA, l'étape clé est le transfert progressif des services offerts par la Plateforme aux institutions régionales ouest-africaines afin que celles-ci assurent la viabilité du Programme WACA. Certes, le



Ghana. Photo: Andrea Borgarello / Banque mondiale

Programme est actuellement hébergé et coordonné par la Banque mondiale, mais son succès à long-terme dépend de son appropriation par les pays, les institutions et les communautés de la région elle-même. Cette plateforme de mise à l'échelle fonctionne donc selon un modèle de « construction, exploitation et transfert », où les fonctions et les services sont d'abord conçus et mis en œuvre conjointement par la Banque mondiale, les pays et les partenaires, puis sont transférés progressivement à l'institution régionale appropriée. Cette dernière est déjà engagée à relever le défi de la résilience côtière et son développement est soutenu par le Programme WACA pour assurer une transition harmonieuse et réussie.



L'étape clé du financement des investissements est la mobilisation de 2 milliards de dollars US au profit de la résilience côtière.

Pour maximiser l'impact et répondre aux besoins des communautés côtières le plus rapidement possible, le Programme WACA utilise une approche de « chemin critique » pour atteindre son double objectif : mobiliser un niveau d'investissement porteur de transformation et assurer la pérennité du programme par le transfert de ses attributions. Cette approche du chemin critique se traduit par trois principes directeurs pour le Programme WACA :

- Garantir la pertinence immédiate de tous les investissements, initiatives ou autres travaux soutenus par le programme,
- S'appuyer sur les initiatives et les institutions existantes, et minimiser la création de nouveaux processus ou nouvelles structures, et
- Assurer en permanence une approche axée sur l'humain, ce qui suppose un engagement significatif des communautés côtières dont le rôle, concernant la participation au programme, sera clairement défini.

La mesure de la réussite

Au niveau le plus élémentaire, la réussite est mesurée par le nombre de ménages des zones côtières ciblées, dont l'exposition aux effets de l'érosion, des inondations et de la pollution a été réduite. D'autres mesures de la réussite sont associées à la viabilité du Programme WACA et son impact à long terme. Il s'agit des mesures suivantes :

Créer une coalition de partenaires :

WACA établit une alliance de partenaires comprenant des institutions et des donateurs ouest-africains qui s'engagent à faire du programme une réussite. Ce sont les organisations régionales qui devraient décider du lieu où les structures de la Plateforme WACA seront finalement installées. Les partenaires de développement, dont les organisations régionales, soutiendront le projet WACA en mobilisant ou en alignant leurs propres ressources et programmes sur les objectifs de WACA,

en s'appuyant sur les investissements et les travaux d'analyse existants ou prévus. Les membres du comité agiront en qualité d'ambassadeurs de WACA afin que d'autres agences et ressources puissent être mobilisées.

Trouver les bonnes solutions :

la combinaison des expertises africaines et internationales est essentielle pour la réussite du projet. Dès le début, la Banque mondiale a reconnu la nécessité d'assurer une haute qualité technique et a intégré un Comité consultatif technique (CCT) dans le pilier de la Connaissance. La France y est engagée depuis 2018, et un groupe d'experts africains s'est engagé en 2019. Le Programme WACA est dans la phase de formalisation des engagements avec des experts du Japon, de la France, des pays scandinaves et de la Corée. Le CCT pourrait faire des recommandations sur les organismes scientifiques (les centres de recherche régionaux par exemple) susceptibles d'être associés dans le but d'approfondir les techniques et mobiliser des expertises supplémentaires.

La sensibilisation : un réseau d'experts en communication a été mis en place, au niveau des pays, au niveau régional et de la Banque mondiale. Ils développent des stratégies, des communications et une sensibilisation communes qui représentent des contributions à un site web portail unique (www.wacaprogram.org). Le programme envisage d'engager des sommités scientifiques, techniques, culturelles et politiques africaines pour promouvoir WACA et alerter sur l'urgence de la problématique plus large de la résilience côtière.

Renforcer l'appropriation par les africains :

il est proposé d'assurer une représentation adéquate des africains dans la structure de gouvernance. Le Comité doit être une structure propre à l'Afrique, d'où la nécessité d'une forte représentation de la part des organisations et des populations africaines, et d'un engagement des ministres des Finances et de leurs délégués lors des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale. Les communautés et les autres parties prenantes doivent également adhérer pleinement aux objectifs du Programme WACA, ce qui nécessitera un engagement soutenu avec la société civile et le milieu universitaire.

Les Voix du Littoral : la disparition des moyens de subsistance

Pendant longtemps, Yacine Dieng a vécu déceint de la pêche, dans son village de Bargny, au Sénégal. Comme les autres membres de la communauté Lebou, l'ethnie des pêcheurs, elle était fière de vivre sur la côte et de se nourrir des abondantes ressources marines. Mais depuis que la mer gagne chaque année un peu plus de terrain, avalant sur son passage sa maison, ses biens et sa fierté, Yacine ne parvient plus à nourrir sa famille.

Yacine a maintenant trouvé une nouvelle passion : aider les femmes de la côte à s'organiser et faire pression pour que l'on trouve des solutions qui peuvent améliorer leur vie. « La mer a pris le peu que nous avons. Mais nous n'avons pas d'autres choix que d'y faire face car nous n'avons nulle part ailleurs où aller ».

Des milliers de personnes vivant le long des côtes de l'Afrique de l'Ouest partagent la même histoire que Yacine. Un rapport de la Banque mondiale intitulé *Le coût de la dégradation des zones côtières en Afrique de l'Ouest*, révèle qu'en 2017, les dommages dus à la dégradation des côtes ont été estimés à 3,8 milliards de dollars, soit 5,3 % du PIB des quatre pays. En outre, cette dégradation a causé le décès de plus de 13 000 personnes la même année, principalement dus aux inondations et à la pollution de l'air et de l'eau.

« Les résultats montrent l'urgence financière et sociale de renforcer la résilience de millions de personnes vivant sur le littoral », explique Benoit Bosquet, Directeur Régional pour l'Asie de l'Est et le Pacifique à la Banque mondiale. « Les pays doivent collaborer pour trouver des solutions communes et réunir les fonds nécessaires pour protéger leur littoral et éviter de futurs dégâts ».

WACA a été lancé afin d'aider les pays à faire face à ces défis et à préserver leur littoral. Le programme finance notamment la construction de mesures de protection, la restauration des mangroves et le traitement de déchets pour lutter contre la pollution océanique.

La dégradation des côtes ouest-africaines a déjà des conséquences dramatiques pour Yacine Dieng et bien d'autres. Investir dans la préservation des côtes aujourd'hui, c'est les aider à reconstruire leur vie.



Côte d'Ivoire. Photo: Jack / flickr.com



Sénégal. Photo: Vincent Tremeau / Banque mondiale



Benin. Photo: Roberto Maldeno / flickr.com

La COVID-19 : une reprise verte, résiliente et inclusive

La pandémie de COVID-19 a fait trembler le monde, en mettant des vies en suspens, mettant des secteurs comme la santé et les chaînes d'approvisionnement à rude épreuve, menaçant ainsi des économies entières. La crise nous a également permis de mieux comprendre pourquoi la résilience des populations et des économies est un impératif. Cela pouvait sembler évident auparavant, mais nous l'abordons avec une compréhension nouvelle et plus profonde au moment où nous rédigeons ce rapport annuel du Programme WACA.

Le manque actuel de résilience est particulièrement frappant dans les régions côtières de l'Afrique de l'Ouest, où les taux de pauvreté atteignent 41 %, où les communautés se voient dépossédées de leurs biens par l'érosion côtière et les inondations, et où la pollution plastique et d'autres types de pollution dominent le paysage des communautés urbaines pauvres. Le changement climatique va exacerber ces tendances, avec une élévation du niveau de la mer prévue de 0,3 à 0,6 mètre d'ici 2050, et d'un mètre d'ici 2100. Il est probable que les précipitations extrêmes, les sécheresses prolongées et autres phénomènes climatiques deviennent plus fréquents dans la région. La COVID-19 multiplie les effets de ces phénomènes qui, à leur tour, amplifient l'impact de la pandémie sur les communautés les plus pauvres.

Qui finance le Programme WACA ?

Les gouvernements nationaux, les donateurs bilatéraux et multilatéraux, le secteur privé, les ONG nationales et internationales.

Le Groupe de la Banque mondiale a fourni une aide d'urgence accélérée à plus de 100 pays et compte déployer 160 milliards de dollars US sur une période de 15 mois pour aider les pays à protéger les populations pauvres et vulnérables, soutenir la reprise économique et préserver le secteur privé.

Les activités actuelles du Programme WACA viennent en complément aux investissements en cours dans le cadre de la COVID-19, en vue de soutenir une reprise durable, résiliente et inclusive. Elles s'articulent autour de trois axes :

Des activités génératrices de revenus pour améliorer les moyens de subsistance. Une participation communautaire effective permet aux communautés (i) de jouer un rôle actif dans la gestion du risque, (ii) de reconnaître et d'accepter les mesures d'atténuation du risque et (iii) de contribuer à une compréhension partagée des responsabilités de chaque partie prenante en matière de réduction du risque. La participation garantit également une meilleure représentation des groupes les plus à risque au sein de la communauté, notamment les personnes handicapées, les seniors et les membres des familles dirigées par des femmes, qui sont tous particulièrement vulnérables aux effets de la COVID-19.

Des investissements dans la protection contre l'érosion, les inondations et la pollution. De tels investissements réduisent l'exposition des communautés aux aléas mais aussi améliorent les conditions sanitaires et les conditions de vie en améliorant la résilience des vies et des moyens de subsistance face aux crises comme celle de la pandémie de COVID-19.

Soutien à l'Observatoire Régional du Littoral Ouest-Africain. Des données efficaces sont une composante essentielle dans la réduction de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les pays et les communautés. WACA recueille des données, développe des applications analytiques, établit des partenariats pour le soutien et se sert de la technologie pour établir des systèmes d'information faciles à utiliser. De ce fait, les institutions régionales ont accès aux données, aux analyses et à l'expertise nécessaires pour prendre les meilleures décisions possibles afin de répondre à des exigences comme celles de la crise actuelle.

Alors que la COVID-19 continue sa progression, en compromettant les progrès accomplis en matière de développement et en s'attaquant à la résilience des communautés côtières, le Programme WACA ne cesse d'explorer les voies et moyens de tirer parti des programmes et investissements existants pour aider les pays et la région à faire face à la pandémie et à se préparer à la reprise grâce à un développement résilient des zones côtières. À ce titre, WACA fait partie intégrante du plan de redressement durable des pays dans le monde post-pandémique.

À São Tomé-et-Príncipe, le ministère de la santé fait appel aux 31 comités locaux de lutte contre les risques côtiers soutenus par WACA, pour diffuser des conseils et sensibiliser le public. Des coopératives de femmes ont également été formées à la confection de masques de protection qui leur créent un revenu. Au Bénin, les activités génératrices de revenus ont été étendues aux communautés économiquement touchées par la pandémie. Au Sénégal, la Radio du littoral, financée par la Banque mondiale et le NDF, a été utilisée pour réaliser des émissions afin d'expliquer comment la pandémie affecte les pêcheurs et les communautés côtières.



2.

UN PARTENARIAT POUR L'IMPACT

Qui est chargé de la mise en œuvre du programme ?

Les autorités nationales sont chargées de gérer les investissements dans les pays et les organisations régionales sont chargées de gérer les activités d'intégration régionale.

L'approche de partenariat et de collaboration adoptée par WACA en matière de résilience côtière est définie dans le Communiqué du Programme WACA, émanant de 13 pays en 2018. Il s'agit d'un appel à l'action qui rappelle aux institutions et aux partenaires d'assurer le suivi de leurs engagements existants ainsi qu'une coordination régionale lors des futurs engagements.

Le Programme WACA soutient ses partenaires aux niveaux régional et national pour leur permettre de donner suite à leurs engagements existants et de planifier leurs futures interventions. En ce sens, il ne crée rien de nouveau mais il contribue à rendre les mesures prises en faveur de la résilience côtière plus effectives.

L'esprit du communiqué veut que les partenaires définissent leurs programmes, leurs institutions et leurs instruments de sorte que le soutien à la résilience du littoral ne soit pas réduit à la somme de ses parties.

Au niveau international : mobiliser l'expertise et les solutions

Les pays nordiques

Dotés de vastes zones côtières, les pays nordiques (le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède) ont un intérêt commun pour les questions côtières et marines. Ils partagent un profond respect pour la nature et ses

Il s'agit d'un appel à l'action qui rappelle aux institutions et aux partenaires d'assurer le suivi de leurs engagements existants ainsi qu'une coordination régionale lors des futurs engagements.

services environnementaux, ainsi que la volonté de garantir leur durabilité. Ces pays partagent également des patrimoines culturels et naturels, et pratiquent une gestion intégrée et transfrontalière de leurs zones côtières depuis les temps anciens. Au fil des ans, les pays nordiques ont soutenu des approches innovantes en matière de développement, en mettant l'accent sur la gouvernance, le climat et la participation, avec une orientation stratégique claire sur l'optimisation des ressources.

Dans ce contexte, et depuis 2020, une série de consultations avec le Fonds nordique de développement (NDF) et une vingtaine d'institutions publiques et privées des pays scandinaves ont permis d'identifier plusieurs opportunités pour ces pays qui pourront apporter leur soutien aux programmes techniques et de recherche en résilience côtière dans le monde entier. Si le partenariat avec WACA se concrétise, ces initiatives pourraient être





La croissance démographique et le changement climatique ont un impact croissant sur le littoral, rendant la vision de WACA encore plus importante et sa mise en œuvre plus urgente ».

Professor Ochou Delfin
Coordinateur du Programme WACA
pour la Côte d'Ivoire





Le Programme de gestion du littoral ouest-africain (WACA) est une réponse transformatrice face à l'urgence de lutter contre l'érosion côtière, les inondations et la pollution. Par le biais du programme, les pays et institutions régionales se réunissent pour trouver des solutions transfrontalières au profit de la résilience des communautés côtières, de l'économie et du capital naturel ouest-africains. Grâce à WACA, financements, innovation et partenariats sont mobilisés à l'échelle nécessaire à une relance et un développement verts, résilients et inclusifs ».

Ousmane Diagana

Vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Quel est le rôle de la Banque mondiale ?

La Banque mondiale gère une palette d'activités en matière d'assistance technique en faveur des pays de WACA et joue actuellement le rôle de coordonnateur de la Plateforme.

Quel est le rôle des pays ?

Les pays maintiennent un plan d'investissement multi-sectoriel (PIMS), mis à jour périodiquement pour refléter les nouvelles opportunités et priorités d'action en matière de résilience côtière.

bien plus bénéfiques pour les pays et les communautés d'Afrique de l'Ouest, en ce qu'elles fournissent une expertise sur des questions comme le volet développement social dans la gestion du littoral, la participation effective des communautés, la pollution plastique, le développement des capacités et l'engagement du secteur privé. Le Programme WACA a identifié des points d'entrée immédiats pour la collaboration et poursuivra le dialogue avec les partenaires des pays nordiques pour explorer de nouvelles possibilités et identifier des mécanismes afin que les partenariats entre les institutions et pays nordiques et ouest-africains se poursuivent dans la durée.

La France

A l'issue de la réunion organisée en marge de la COP21 sur les risques côtiers en Afrique de l'Ouest, la France a matérialisé son engagement au Programme WACA par la signature d'un accord administratif avec la Banque mondiale en avril 2016. La France est une nation maritime : avec plus de 11 millions de km² d'eaux marines, y compris ses territoires d'Outre-Mer, le pays dispose de la deuxième zone économique exclusive la plus vaste du monde. Mais sur les 20 000 kilomètres de trait de côte, y compris les territoires d'Outre-Mer, 25 % sont sujets à l'érosion. La France a une longue histoire en matière d'observation du littoral, de gestion des risques, d'aires marines protégées, de gestion intégrée des zones côtières (GIZC) et plus récemment, de planification spatiale marine, avec la mise en application de la Directive-cadre Stratégie pour le milieu marin de l'Union européenne.

La France s'est engagée à prendre en charge la rémunération d'un membre du personnel dans le cadre du programme de détachement global, et à collaborer avec WACA et le programme Blue Economy. Parmi ses engagements figurent l'apport d'une expertise française et d'un financement d'investissement de 1 277 000 euros du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) et de 800 000 euros du ministère français de la Transition écologique et solidaire (MTES) pour un projet WACA/FFEM. En 2018, le président Macron a renouvelé l'engagement de la France sur cette question en soutenant le Sénégal par le biais d'un projet de lutte contre l'érosion côtière sur la Langue de Barbarie à

Trois échanges de connaissances ont eu lieu en 2018 : en France sur la gestion des risques côtiers et l'observation du niveau de la mer, au Sénégal, sur la cartographie des infrastructures côtières par photo-interprétation et aux Pays-Bas sur les solutions basées sur la nature.

Saint-Louis, mis en œuvre par l'Agence française de développement (AFD).

Sur la base de l'expertise française, la Banque mondiale et la France collaborent dans plusieurs autres projets dans le cadre du Programme WACA :

- **Solutions basées sur la nature et observation côtière** : le projet WACA/FFEM intitulé « Solutions douces et suivi des risques côtiers au Bénin, Sénégal et Togo », piloté par le Centre de Suivi Ecologique (CSE), a été initié lors du lancement du Programme WACA à Dakar en novembre 2018. Le projet s'appuie sur l'expertise française pour renforcer les capacités des acteurs clés dans l'observation du littoral et la gestion des risques côtiers, avec des activités pilotes sur le terrain qui sont la preuve des solutions douces comme la restauration des mangroves et la gestion des écosystèmes dunaires. Dans le domaine de l'observation côtière, quatre instituts publics français (le Cerema, le SHOM, l'IGN et le BRGM) fournissent aux pays des données historiques issues de cartes marines, de relevés bathymétriques et de photos aériennes, qui sont essentielles pour comprendre l'évolution des processus d'érosion côtière sur plusieurs décennies. Trois échanges de connaissances ont eu lieu en 2018 : en France sur la gestion des risques côtiers et l'observation du niveau de la mer, au Sénégal, sur la cartographie des infrastructures côtières par photo-interprétation et aux Pays-Bas sur les solutions basées sur la nature. Le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema) — un établissement public tourné vers

l'appui aux politiques publiques — accompagne également le CSE dans l'étude de faisabilité de l'Observatoire régional.

- **Ingénierie côtière et planification du littoral** : le Cerema a été mobilisé pour échanger avec les pays du WACA ResIP et fournir son expertise sur les solutions d'ingénierie et la planification par le biais du Bureau d'appui à la mise en œuvre régionale (WACA-BAR).
- **Politique fondée sur des données factuelles** : établissement public à caractère scientifique et technologique, l'Institut de recherche pour le développement (IRD), pilote l'élaboration du Compendium de solutions de WACA, présenté plus en détail à la Section 4, en partenariat avec l'Université de Cape Coast au Ghana.
- **En parallèle avec la France et le co-financement** : un dialogue permanent a été établi avec l'AFD pour renforcer la collaboration sur la résilience côtière en Afrique de l'Ouest à travers le Programme WACA. En juin 2019, l'AFD a confirmé qu'elle souhaitait financer ou co-financer un investissement pour projets dans le cadre de la collaboration avec WACA, en Mauritanie et au Sénégal, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration. Cet engagement permet de débiter conjointement l'identification de projets à l'appui des domaines prioritaires identifiés dans les plans de développement côtier des deux pays. L'AFD soutiendra l'assistance technique requise par le biais de son fonds fiduciaire Adapt'Action, doté de 30 millions d'euros, qui aide les Contributions déterminées

au niveau national (CDN). L'AFD est également intéressée par des possibilités de collaboration en Côte d'Ivoire et au Ghana. Le Programme WACA et Adapt'Action coordonneront les ressources du fonds fiduciaire pour soutenir l'assistance technique nécessaire à l'obtention de financements pour l'investissement dans les deux pays.

Les Pays-Bas

Les Pays-Bas sont reconnus comme leader mondial en matière de solutions innovantes pour la gestion des zones côtières, notamment les risques d'inondation, la lutte contre l'érosion et la gestion des ressources en eau. Ces solutions comprennent des approches innovantes en matière d'infrastructure grise traditionnelle et des solutions fondées sur la nature qui favorisent des approches de gestion des risques basées sur les écosystèmes. De telles solutions qui ont fait leurs preuves et qui sont adaptées à divers contextes ouest-africains, aideront à gérer les risques côtiers dans les pays du Programme WACA grâce à des approches hybrides utilisant à la fois des solutions grises et vertes. Cela permettra d'obtenir une plus grande résilience ainsi que des avantages connexes tels que la conservation de la biodiversité, la diversification des moyens de subsistance et le renforcement de la gestion des ressources naturelles.

WACA facilite l'accès des pays d'Afrique de l'Ouest et de ses partenaires à l'expertise technique et aux compétences néerlandaises en matière de gestion de l'eau, de gestion des risques côtiers et de solutions basées sur la nature. En octobre



2019, en partenariat avec le Partenariat néerlandais pour l'Eau (NWP), WACA a organisé un voyage d'étude aux Pays-Bas pour les représentants des gouvernements d'Albanie, de Géorgie, du Ghana, du Libéria, de Roumanie et de Sierra Leone afin de découvrir l'expérience néerlandaise en matière de gestion de l'eau et des mesures de lutte contre les inondations basées sur la nature. Ce voyage d'étude a permis une meilleure collaboration avec le NWP, qui a participé au Finance Marketplace de WACA en 2019 et dont l'engagement a été formalisé en juin 2020 par la signature d'un protocole d'accord (MoU) avec la Banque mondiale. Ce protocole formalise le rôle du NWP en mettant l'expertise néerlandaise en matière de gestion des côtes et des inondations à la disposition des pays d'Afrique de l'Ouest et facilite la mission du NWP qui consiste à aider 180 compagnies évoluant dans le secteur néerlandais de l'eau à avoir un impact international. Avec la création récente du Hub WACA Pays-Bas avec le NWP, le Programme WACA vise à étendre et à intensifier cette collaboration.

La collaboration de WACA avec les Pays-Bas continue d'évoluer et de s'intensifier. Par l'intermédiaire de l'Agence néerlandaise pour l'entreprise (RVO), WACA a fait participer des étudiants néerlandais en résilience climatique dans des initiatives de développement côtier en Afrique de l'Ouest et continue à engager la RVO pour explorer les possibilités de collaboration comme l'assistance technique, la coordination du développement et les opportunités de financement des investissements.

Le Japon

Nation insulaire, le Japon possède un littoral de 35 307 km², avec la majorité de sa population et de ses ressources concentrées dans les zones côtières de basse altitude. En raison de l'impact du développement intensif des bassins fluviaux et des zones côtières, une grande partie du littoral japonais est exposée au risque d'érosion. En outre, les typhons fréquents et les fortes pluies constituent un risque important d'ondes de tempête et d'autres inondations côtières. Pour ces raisons, des mesures de lutte contre l'érosion et les inondations côtières ont toujours été encouragées. Outre les inondations, le pays est exposé à des aléas tels que les



Benin. Photo: Aurel59 / shutterstock.com



éruptions volcaniques, les glissements de terrain, les tremblements de terre et les tsunamis. En conséquence, le Japon a mis en place et appliqué des mesures globales de gestion de risque de catastrophe (GRC), couvrant l'ensemble du cycle de la gestion des catastrophes, des dispositions juridiques et organisationnelles à la relance et à la reconstruction. Sur la base de son expérience, le Japon soutient des initiatives et des programmes dans le monde entier pour renforcer la GRC, sur la base du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.

Une « réunion marquant le coup d'envoi de la collaboration avec le Japon » a été organisée virtuellement en avril 2020, en vue de renforcer le partenariat entre le Programme WACA et le Japon, et de partager des informations essentielles sur les activités du programme avec les parties prenantes japonaises. Une cinquantaine de participants étaient présents, issus d'organisations comme le ministère du territoire, des infrastructures, des transports et du tourisme (MLIT), l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et des instituts de recherche, ainsi que des chercheurs du Comité du génie côtier de la Société japonaise de génie civil (JSCE). Sur la base de cet engagement, l'équipe WACA et les parties prenantes japonaises sont en discussion pour identifier les thèmes qui correspondent aux besoins du Programme WACA, tout en s'appuyant sur l'expertise japonaise pour développer des activités de coopération. Dans le même temps, un arrangement plus durable est envisagé afin que l'expertise japonaise puisse s'inscrire dans le Programme WACA — en utilisant éventuellement un hub japonais de connaissances qui a fait ses preuves avec d'autres programmes. Dans le cadre du soutien au Programme WACA, le « Programme japonais de la Banque mondiale pour l'intégration de la gestion des risques de catastrophes dans les pays en développement », financé par le Japon, sera mobilisé pour soutenir l'élaboration de plans d'investissement multisectoriels (PIMS) au Ghana et au Nigéria.

Les Futurs Partenaires

Le Programme WACA compte collaborer avec plusieurs autres partenaires notamment l'Espagne, la Banque africaine de Développement, le Fonds

de l'OPEP pour le Développement international et l'ONU Habitat.

Au niveau régional : soutien aux institutions et mécanismes existants

Soutien aux Mécanismes d'Intégration Régionale de l'UEMOA

Le Programme WACA soutient le renforcement de l'intégration entre les institutions régionales et les pays. Les activités de WACA contribuent à :

- Affirmer le rôle de l'UEMOA en tant que chef de file régional dans la définition de la vision stratégique sur la résilience côtière, le suivi des risques côtiers et la coordination régionale des investissements avec la CEDEAO,
- Renforcer le partenariat avec l'UICN qui est le bras technique pour la mise en œuvre des politiques régionales et fournir une assistance technique aux initiatives régionales et aux activités nationales,
- Formaliser la mission confiée au Centre de Suivi Écologique de Dakar (CSE) pour la mise en place de l'Observatoire régional du littoral,
- Réaffirmer le rôle de la Convention d'Abidjan et de ses protocoles additionnels dans la mise au point de politiques régionales harmonisées en matière de gestion des zones côtières.

Le soutien apporté à l'intégration régionale par le Programme WACA, en particulier par son projet d'investissement (WACA ResIP), a permis de mettre en place un cadre de dialogue politique et technique régulier entre les pays côtiers, d'initier l'uniformisation de l'appui technique régional aux investissements dans les pays et de faciliter la mobilisation des partenaires techniques et financiers internationaux.

Le processus d'intégration a débuté en 2007 avec le lancement du Programme régional de lutte contre l'érosion côtière, qui a conduit à l'élaboration en 2011 du *Schéma directeur du littoral d'Afrique de l'Ouest* (SDLAO) et du Rapport sur l'État de la côte en 2016. Plusieurs initiatives communes ont été lancées, notamment la préparation du rapport sur l'État de la côte en 2020, l'élaboration du plan d'action régional stratégique pour les investissements, le cadre pour un plan



Le rôle des projets comme WACA est de sensibiliser et d'apporter des solutions qui pourront être approuvées et appuyées par les États puis adoptées par les communautés côtières afin de garantir leur durabilité et leur efficacité ».

Aliou Faye

Directeur régional de l'UICN/PACO

Comment la pandémie de COVID a-t-elle affecté le programme ?

La COVID-19 a amené le programme à se concentrer davantage sur les moyens de subsistance et les activités de développement social.

d'action pour l'égalité des sexes en matière de résilience côtière et l'intégration des protocoles additionnels de la Convention d'Abidjan dans les instruments juridiques de l'UEMOA. Ces initiatives ont renforcé et redynamisé les comités régionaux existants en réaffirmant leur mission.

Soutien aux Protocoles sur l'Environnement Marin de la Convention d'Abidjan

Depuis plus de six ans, la Convention pour la Coopération dans la Protection, la Gestion et la Mise en valeur de l'environnement marin et côtier de la Côte Atlantique de la région de l'Afrique de l'Ouest, du Centre et du Sud (Convention d'Abidjan) a accéléré le processus de mise au point d'instruments de coopération régionale. Les accords de coopération se déclinent comme suit :

- Le protocole additionnel sur la pollution d'origine terrestre (acronyme anglais LBSA)
- Le protocole additionnel sur les normes environnementales pour les activités pétrolières et gazières offshore (Pétrole & Gaz)

- Le protocole additionnel sur la gestion intégrée des mangroves et des zones côtières (GIZC)
- Le protocole additionnel sur la gestion durable des mangroves (Mangrove)
- La politique régionale de gestion intégrée des océans (acronyme anglais IOM)

Quatorze Parties sur les dix-neuf ont signé les Protocoles additionnels à Abidjan en juillet 2019 à l'occasion de la réunion des plénipotentiaires organisée par le Secrétariat de la Convention. Tous les Protocoles ont fait l'objet de consultations au niveau des pays afin de s'assurer que les préoccupations nationales, dans la mesure du possible, sont reflétées dans les documents des Protocoles.

La Convention d'Abidjan a également entamé l'élaboration des plans d'action pour chaque protocole et pour la politique régionale afin de définir une feuille de route pour leur incorporation dans les lois nationales et la mise en application des protocoles additionnels. Les plans d'action présentent une liste



d'activités à mettre en œuvre au niveau régional et national pour assurer l'application des protocoles. Quatre pays sur les six (le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie et le Sénégal) ont déjà mené leurs consultations nationales. La Guinée, le Libéria, la République du Congo et la Sierra Leone ont également adopté leurs plans d'action lors de leurs consultations nationales.

En février 2020, le Secrétariat de la Convention d'Abidjan, en partenariat avec GRID-Arendal, a organisé à São Tomé une formation sur l'aménagement de l'espace marin. Cette formation visait à renforcer la capacité des unités d'exécution de projet (UEP) de WACA ResIP sur la planification de l'espace marin afin de faciliter la mise en œuvre des plans de développement marin pour la gestion durable des côtes. Elle a aidé les UEP à comprendre la pertinence de l'aménagement spatial, en leur fournissant des outils pour la mise en œuvre de leurs composantes nationales 2 « Renforcement des politiques et des institutions nationales » et 3 « Renforcement des investissements physiques et sociaux au niveau national », en particulier sur les aspects liés aux investissements multisectoriels et à l'aménagement spatial, notamment le plan de développement marin.


Appui à la Mise en Œuvre via l'UICN

Les opérations au niveau national sont au cœur des projets de WACA. Elles sont conduites localement mais définies au niveau régional, où les écologies, les économies et les sociétés sont interdépendantes, et les solutions doivent être interdisciplinaires



et transnationales. Pour ce faire, il faut mobiliser un éventail de compétences — notamment techniques, fiduciaires et organisationnelles — auprès de différents partenaires afin de partager les expériences et les connaissances et de renforcer les capacités.

En 2018, pour fournir les capacités nécessaires à cette approche, l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a créé à Dakar un bureau d'appui régional (BAR) à la mise en œuvre. Le BAR suit et évalue les progrès, communique les résultats aux pays de la région et veille à ce que les mesures de protection environnementales et sociales soient comprises, évaluées et appliquées.



Le Bureau d'Appui Régional de l'UICN au Sénégal encadre les équipes du bureau national de WACA pour la programmation des activités et pour une meilleure efficacité dans la production de rapports et le partage des résultats.

La planification et le suivi sont essentiels pour s'assurer que les décisions et les investissements sont appropriés, efficaces, opportuns et réalisés selon un ordre de succession bien défini. Le Bureau d'appui régional à la mise en œuvre de l'UICN au Sénégal encadre les équipes du bureau national de WACA pour la programmation des activités et pour une meilleure efficacité dans la production de rapports et le partage des résultats. Cette démarche est fondamentale pour aider les décideurs à identifier la meilleure utilisation des ressources et à communiquer les changements vérifiés aux partenaires financiers et au grand public. Aux niveaux national et régional, la priorité est déjà donnée à l'établissement de garanties pour le suivi des activités du projet et à l'atténuation des impacts négatifs tout en promouvant les impacts positifs. Puisque le système de suivi et d'évaluation (S&E) de WACA est passé au virtuel en 2020 et sera accessible au niveau régional, il sera possible de suivre et de comparer régulièrement les impacts des projets sur les ménages vulnérables dans les six pays.

Le BAR a engagé le Cerema (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement) pour fournir des conseils, évaluer et suivre les propositions de génie civil côtier écologique et mixte, pour l'élaboration et l'exécution des plans de gestion, ainsi que les dispositions institutionnelles permettant de partager les dernières informations et d'agir en conséquence. Ainsi, cela consiste à travailler directement au niveau des pays avec des techniciens et des scientifiques, mais aussi avec les communautés elles-mêmes. Le Cerema fournit des conseils sur un ensemble de travaux terrestres et de dragage à impact minimal, sur la régénération des mangroves et sur la planification concertée, contribuant ainsi à réduire l'érosion et à protéger le littoral.

Sur l'île de Principe, à São Tomé-et-Príncipe, certaines familles vivant en bord de mer commencent à déménager vers des sites voisins, moins exposés à l'érosion et aux inondations. Le BAR, avec l'équipe de la Banque mondiale, fournit des conseils à l'équipe nationale de WACA afin de garantir une planification participative, le respect des droits fonciers, et des hébergements et infrastructures communes adéquats. Les mesures de protection respectent le milieu écologique et la population locale, en s'appuyant sur le principe de précaution et en finançant des solutions locales pour éviter des dommages, trouver des options écologiques et garantir la viabilité.

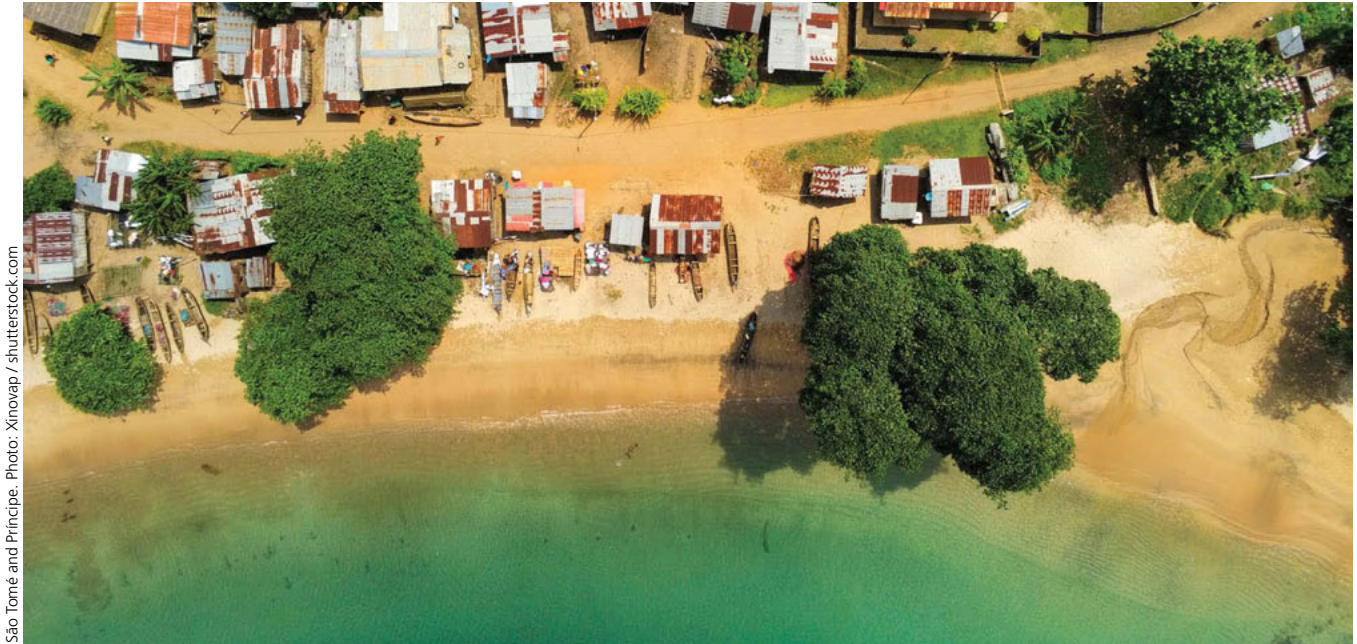
Les appels nationaux à l'intention des décideurs pour leur donner des conseils fondés sur des données factuelles, ont donné lieu à une session régionale sur l'aménagement de l'espace marin, organisée à São Tomé. Un noyau formé de quatre experts issus d'institutions complémentaires de chacun des six pays de WACA a examiné les dernières techniques permettant de combiner des ensembles de données complexes, qui se chevauchent, et le géoréférencement pour évaluer les conditions côtières et définir des scénarios de gestion, en maximisant les ressources et en reflétant l'utilisation et l'occupation des sols en temps réel. De tels groupes de pays développent des programmes nationaux de formation et se joindront à la collecte, au partage et à la cartographie des données afin de mutualiser la planification et la coordination des initiatives de résilience dans la région.

Pour recevoir les préoccupations ou plaintes de la communauté et y répondre, les partenaires de WACA s'emploient à mettre en place et à gérer un mécanisme régionalisé de gestion des plaintes, fonctionnant à un niveau très local, avec des points focaux chargés de recueillir des commentaires anonymes et disposant d'un numéro dédié aux messages et aux appels téléphoniques. Des comités locaux composés de représentants du gouvernement, de la société civile et d'associations communautaires invitent les populations à exprimer leurs préoccupations ou à déposer des plaintes, et établissent des procédures pour traiter et résoudre les différends au niveau communautaire, puis local, et enfin national si nécessaire. Ce mécanisme est d'une portée très large, englobant les préoccupations relatives aux mesures d'atténuation des effets sur l'environnement et aux travaux de génie civil, la relocalisation volontaire des ménages les plus exposés, les conditions de travail, ainsi que les discriminations et aux abus fondés sur le genre. Au niveau régional, le BAR abritera un dépôt d'archives pour documenter les cas. Le BAR s'associe également à d'autres partenaires, tels que le RAMPPO (Réseau régional d'aires marines protégées en Afrique de l'Ouest).

Soutien à l'Observatoire du Littoral Ouest-Africain et au Centre de Suivi Écologique (CSE)

Le CSE est une institution d'utilité publique placée sous la tutelle du Ministère Sénégalais de l'Environnement. Il travaille en étroite collaboration avec le Bureau d'appui à la mise en œuvre régionale de WACA et se concentre sur :

- La création et la mise en œuvre de l'Observatoire Régional du Littoral Ouest-Africain (ORLOA), le renforcement des acquis de la Mission d'Observation du Littoral Ouest Africain (MOLOA) dans le cadre de la coopération régionale en matière de suivi et de réduction des risques côtiers. L'ORLOA couvrira douze pays, de la Mauritanie au Bénin, y compris São Tomé et Príncipe ;
- La deuxième mise à jour du rapport sur *l'État de la côte en 2020* pour le littoral ouest-africain, qui identifie les actions prioritaires et le suivi-observation du trait de côte, subdivisé en secteurs dans les différents pays, et



São Tomé and Príncipe. Photo: Xinovap / shutterstock.com

- Le support technique apporté aux pays afin de construire et renforcer leurs mécanismes d'observation côtière.

Le CSE, avec l'appui du Cerema et du FFEM, a entamé l'étude de faisabilité de l'ORLOA qui se trouve actuellement au stade du diagnostic. Un questionnaire a été adressé à tous les pays pour évaluer leurs systèmes d'observation côtière, estimer les besoins en équipement et obtenir de données marines et côtières, enfin identifier les indicateurs potentiels dans le cadre du suivi des risques côtiers dans la région. Afin de garantir une cohérence entre les systèmes d'observation aux niveaux régionaux et nationaux, une note définissant les principales orientations de l'ORLOA a été rédigée à cet effet.

L'ORLOA sera connecté à une base de données, à un système d'alerte précoce sur les risques côtiers et à une plateforme web de partage et de diffusion de l'information liée à son site web : <https://www.orloa.net>. Le système de communication comprend également un bulletin d'information trimestriel.

En ce qui concerne le rapport sur *l'État de la Côte en 2020*, suite à la formulation de la note méthodologique, les formulaires de base nécessaires au rapport ont été mis à jour. La cartographie de l'évolution des différents problèmes et des priorités de suivi des interventions pour les 179 secteurs du SDLAO, en plus des secteurs supplémentaires à São Tomé et Príncipe, suit son cours. Cette activité connaît la participation des correspondants nationaux ayant reçu de l'ESA un renforcement des capacités sur l'utilisation des données d'observation de la Terre, formation facilitée par le CSE.

Le CSE gère également la composante WACA soutenue par le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), qui se consacre aux solutions douces de protection côtière dans trois pays : le Bénin, le Sénégal et le Togo. Des solutions fondées sur la nature sont testées sur des sites fragiles tels que la zone de Grand Popo (Bénin), la Langue de Barbarie (Saint-Louis, Sénégal) et la zone de Gbodjomé-Agbodrafo (Togo).

Hydromet et les systèmes d'alerte précoce

Les inondations côtières se produisent sur les côtes vulnérables partout dans le monde, et la combinaison des ondes de tempête (généralement des systèmes de tempête) et des inondations hydrologiques à différents états de marée, peut souvent entraîner des dégâts importants aux infrastructures, une érosion côtière et des décès. L'initiative de prévision des inondations côtières en Afrique de l'Ouest (WA-CIFI) est conçue pour fournir un service combiné de prévision et d'alerte. La WA-CIFI est une initiative conjointe du Programme WACA, par le biais du programme Hydromet de la Banque mondiale en Afrique de l'Ouest, en association avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM).

Le projet pilote aide les pays d'Afrique de l'Ouest (à travers WACA et MOLOA) à exploiter et à maintenir un système fiable de prévision des inondations côtières dues à des phénomènes océanographiques ou hydrologiques, en soutenant la prise de décision nationale et régionale pour la gestion des côtes. Le projet facilitera le développement de systèmes régionaux efficaces et collaboratifs de prévision et d'alerte pour les inondations côtières, basés sur des données scientifiques et des observations solides.

Renforcement des Capacités avec le Centre d'excellence africain pour la résilience côtière (ACECoR)

La Banque mondiale et l'Université de Cape Coast (UCC) ont fondé le Centre d'excellence africain pour la résilience côtière (ACECoR), avec l'appui du gouvernement du Ghana et de l'Association des Universités Africaines (AUA) dans le cadre du Projet d'impact des centres d'excellence africains (ACE III). Cette initiative vise à promouvoir la résilience côtière en Afrique de l'Ouest et du Centre par le développement de l'expertise technique et scientifique de jeunes professionnels africains afin de mettre au point des solutions intégrées de lutte contre la dégradation des côtes dans toute la sous-région.

Le succès de l'ACECoR repose sur un partenariat solide avec WACA car les activités des deux institutions se complètent dans le soutien apporté aux stratégies de résilience côtière des gouvernements d'Afrique de l'Ouest. Les deux institutions partagent une vision commune, à savoir la création d'un réseau régional d'institutions universitaires et de recherche pour promouvoir les capacités régionales à long terme. Des cours professionnels de courte durée et des programmes modulaires de maîtrise, de doctorat et de postdoctorat sont mis en place dans les domaines de recherche thématiques suivants : gestion des côtes, géomorphologie et ingénierie côtières, adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets, gestion des risques de catastrophe et migration, écosystèmes et biodiversité. L'ACECoR fait partie du comité technique et consultatif intérimaire de WACA (iTAC) et contribue aux revues scientifiques et aux PIMS. Le Centre travaille également avec l'IRD pour soutenir le développement du compendium des bonnes pratiques de gestion côtière de WACA. Par ses plateformes, WACA et ACECoR s'engagent à explorer des opportunités comme la création d'un centre d'incubation pour soutenir les jeunes talents ayant des idées

¹Scheren et al. 2002.

²Jambeck, et al. (2015). Marine pollution. Plastic waste inputs from land into the ocean. *Science* (New York, N.Y.). 347. 768–771. 10.1126/science.1260352.

³Lebreton, Laurent & Andrady, Anthony. (2019). Future scenarios of global plastic waste generation and disposal. Palgrave Communications.

⁴Lebreton, L. C. M. et al. River plastic emissions to the world's oceans. *Nat. Commun.* 8, 15611 doi: 10.1038/ncomms15611 (2017).

Une réponse régionale face aux plastiques marins

La pollution plastique pose un problème de santé publique et de sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest. A titre d'exemple, les plastiques sont à l'origine de la réduction des prises de poissons dans les lagunes côtières polluées du golfe de Guinée¹; cette situation est préoccupante car le poisson représente plus de 50 % de l'apport en protéines dans des pays comme le Ghana et la Sierra Leone. Il est démontré que l'augmentation du risque de maladies à transmission vectorielle comme la malaria et la dengue est lié à une mauvaise gestion des déchets solides, y compris des plastiques.

La région Afrique est le deuxième principal contributeur aux apports annuels mondiaux de plastiques provenant des rivières et se déversant dans les océans, avec un taux de 7,8 %, derrière l'Asie à 86 %², et les projections montrent que l'Afrique pourrait dépasser l'Asie en tant que principal contributeur à la production mondiale de déchets plastiques mal gérés d'ici 2060³. Trois fleuves ouest-africains figurent parmi les 20 fleuves les plus pollués du monde : la Cross River (Nigéria et Cameroun), l'Imo (Nigéria) et le Kwa Ibo (Nigéria)⁴.

WACA s'appuie sur son réseau pour adopter une approche collaborative afin de relever ce défi majeur en matière de durabilité, en engageant à la fois l'UEMOA et l'ABC dans le processus de « Réponse régionale de l'Afrique de l'Ouest aux plastiques marins ». Le programme examinera des études de cas sur différentes approches et aidera les pays à affiner leurs plans d'action et à honorer les obligations contractées dans le cadre des mécanismes régionaux.

WACA fonctionne également comme un cadre régional pour la coordination des initiatives de la Banque mondiale concernant la pollution plastique océanique sur les côtes ouest-africaines, assemblant une série de services d'analyse et de conseil, principalement parrainés par PROBLUE. Pour éviter les chevauchements et optimiser la synergie, WACA travaille sur plusieurs pratiques mondiales de la Banque mondiale, notamment les pôles Résilience urbaine et foncier (URL), Finance Compétitivité & Innovation (FCI) et Environnement, ressources naturelles et économie bleue (ENB).

La lutte contre la pollution plastique océanique exige des interventions tout au long de la chaîne de valeur du plastique, et à différentes étapes de son cycle de vie. Une subvention accordée à l'équipe de l'ENB permet de procéder à une analyse régionale de la chaîne de valeur du plastique, complétée par des études de cas nationales, et une analyse économique de la pollution plastique. Cette analyse doit être présentée comme une publication phare qui orientera les décideurs en Afrique de l'Ouest, ainsi que la planification des investissements en cours par les partenaires régionaux.

Dans le portefeuille de projets de URL visant à améliorer les systèmes de gestion des déchets solides et à réduire la pollution plastique et marine en Afrique figurent le Projet intégré pour le développement et la résilience du Grand Accra (P164330), le Projet de Promotion de la Gestion intégrée et de l'Économie des Déchets solides au Sénégal (PROMOGED, P161477), et le Projet pour la Résilience Urbaine en Sierra Leone (P168608).

La collaboration du FCI avec le secteur privé contribue à l'apprentissage des technologies pour le développement du recyclage et de l'innovation des matériaux qui seraient des alternatives aux plastiques à usage unique. La démarche s'appuie sur les enseignements tirés des interventions de la SFI dans le domaine des plastiques, notamment le développement d'une économie circulaire en Côte d'Ivoire.





d'entreprises créatives liées à la résilience côtière en Afrique.

Mobiliser une approche globale de la part du Groupe de la Banque mondiale

Les gouvernements des pays s'efforcent de travailler avec tous les ministères techniques et la Banque mondiale adopte la même démarche. WACA est soutenu par de nombreux Pôles d'expertise, notamment ceux qui concernent les domaines suivants : environnement et économie bleue, développement social, gestion urbaine et gestion des déchets, transport et ports, changement climatique, gestion des risques de catastrophe, énergie, finance, secteur privé et technologies de rupture.

Il s'agit d'optimiser la mise en œuvre des approches et innovations techniques nécessaires introduites par les expertises fournies par la Banque pour soutenir le Programme WACA. Cette démarche comprend l'exploitation du portefeuille déjà important de projets d'investissement dans chaque pays, et le travail d'analyse.

Cette section donne des exemples d'initiatives et de projets qui soutiennent l'approche globale et multisectorielle de WACA en vue de renforcer la résilience côtière en Afrique de l'Ouest. Les projets décrits dans cette section sont en phase avec l'objectif de développement de WACA qui consiste à réduire le degré d'exposition des communautés et des ménages côtiers à l'érosion, aux inondations et à la pollution.

Sénégal : Le Projet de Relèvement d'Urgence et de Résilience de Saint Louis

L'objectif de développement du projet de relèvement d'urgence et de résilience de Saint-Louis (SERRP) est de réduire la vulnérabilité des populations aux risques côtiers présents le long de la Langue de Barbarie, et de renforcer la planification en matière de résilience urbaine et côtière de la ville de Saint-Louis. Le projet finance principalement l'hébergement provisoire des familles déplacées à la suite des catastrophes dues aux ondes de tempête permanentes, et le relogement prévu des populations les plus vulnérables (environ 5 000 personnes) habitant sur une bande de littoral de 20 mètres de large dans la zone côtière à haut risque. Le projet prévoit également



Sierra Leone, évaluation rapide des dommages et pertes en date du 14 août 2017, glissements de terrain et inondations dans la région occidentale. Banque mondiale, Washington, DC. © Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28836> License: CC BY 3.0 IGO.

une planification de la résilience urbaine et côtière par la requalification de la zone libérée, des études techniques et des documents de planification pour la gestion des risques urbains et côtiers, et le renforcement des capacités.

Le projet est en cours depuis septembre 2018 et 692 personnes ont été déplacées en mai 2020 du camp d'hébergement au site de relogement à Djougop, qui offre des logements provisoires avec de meilleures conditions de vie. Une deuxième phase de relogement pour 884 personnes supplémentaires était prévue en décembre 2020. La planification et la conception du site définitif d'hébergement sont à un stade avancé et le gouvernement s'est engagé dans un processus participatif complet en associant les bénéficiaires aux activités de planification. Concernant la planification de la résilience urbaine et côtière à Saint-Louis (la composante 3), une étude pour la conception de solutions dans la gestion durable des risques côtiers le long de la langue de Barbarie est en cours.

Le SERRP et l'antenne sénégalaise du Programme de gestion du littoral ouest-africain (WACA) travaillent en étroite collaboration à la mise en œuvre de la

stratégie de restauration des moyens de subsistance pour les populations déplacées. Au niveau national, de nombreux secteurs sont impliqués dans la gestion des zones côtières, souvent avec des mandats qui se chevauchent, en raison de l'absence d'un cadre légal cohérent en matière de gestion des côtes. Le Programme WACA met en œuvre un Plan national de gestion intégrée des zones côtières au Sénégal pour aider à relever ce défi.

Sierra Leone : le Projet de Relèvement d'Urgence de Freetown

En Sierra Leone, la Banque mondiale a apporté son soutien au Grand Freetown, par le biais du Pôle Évaluation des dommages et pertes, besoin de reconstruction et de relèvement, afin de renforcer la résilience aux catastrophes et au changement climatique, plus particulièrement après la coulée de boue de la montagne Sugarloaf survenue en août 2017.

Le projet de relèvement d'urgence de Freetown (FERP) en cours, a financé des interventions visant à réhabiliter les zones touchées par des glissements de terrain. Il s'agit de la stabilisation des pentes, la réhabilitation des ponts et des

infrastructures de drainage, la réhabilitation des infrastructures hydrauliques. Le projet soutient également le renforcement des capacités en matière de gestion des risques de catastrophe et de préparation et réponse aux situations d'urgence aux niveaux national et local.

Dans cette perspective, la Banque mondiale prépare un nouveau projet d'investissement visant à renforcer la résilience urbaine dans le Grand Freetown et le reste du pays. Le projet renforcera la capacité institutionnelle des conseils municipaux en matière de planification urbaine résiliente et de mobilisation de leurs propres recettes. Il financera également des investissements dans les infrastructures, le drainage urbain, la gestion des déchets solides et la modernisation des quartiers pauvres et vulnérables. Le projet mettra fortement l'accent sur les approches fondées sur les écosystèmes, notamment la protection des forêts, des mangroves et des milieux humides, et les interventions liées au reboisement. Il permettra renforcera également les capacités institutionnelles en matière de gestion des risques de catastrophes et de préparation aux catastrophes.

Côte d'Ivoire : le Projet d'Assainissement et de Résilience Urbaine

Le projet d'assainissement et de résilience urbaine de la Côte d'Ivoire d'une enveloppe de 315 millions de dollars US a été approuvé en juin 2020. Il vise à améliorer la gestion des eaux pluviales et des déchets ménagers afin de réduire les risques sanitaires et d'inondation élevés auxquels sont confrontés les ménages urbains pauvres, principalement dans les zones côtières.

La première phase de mise en œuvre, dotée d'un budget de 37 millions de dollars, sera consacrée à la réhabilitation des systèmes de drainage pour une meilleure canalisation des eaux pluviales dans les quartiers les plus exposés comme Yopougon et Abobo, les deux zones les plus densément peuplées d'Abidjan, ainsi que Grand Bassam. En outre, le projet soutiendra la mise en place d'un système d'alerte précoce des inondations et le renforcement des capacités des institutions en charge de l'assainissement et de la planification urbaine à travers la formation et l'équipement en technologies numériques dédiées.

Le Secteur Privé

L'équipe de WACA s'est associée à la Société financière internationale (SFI) et au pôle Croissance équitable, Finance et Institutions (EFI) pour organiser le premier dialogue avec le secteur privé en Côte d'Ivoire en février 2019. L'objectif de l'événement était de créer un cadre d'information formel, de favoriser la prise de conscience, la formation, le partage des connaissances et la mise en œuvre d'actions synergiques pour améliorer la résilience de la zone côtière et l'adaptation au changement climatique.

Les participants ont fait le point sur les actions des secteurs privé et public en faveur de la résilience côtière et ont dressé un bilan des impacts de l'érosion côtière, des inondations et de la pollution sur les investissements. Au cours de l'événement, les participants ont pris conscience des obstacles et des contraintes qui ralentissent les investissements du secteur privé dans les mesures de protection côtière et les infrastructures d'adaptation au changement climatique. Cette sensibilisation a eu pour effet d'encourager la participation du secteur privé à des actions concertées telles que le Programme WACA. Ainsi, des cadres ont été élaborés aux fins de partenariats entre le secteur privé et les acteurs publics autour de la gestion intégrée des zones côtières. Les expériences et les bonnes pratiques ont été partagées et les options d'investissement durable ont été discutées. Enfin, les parties sont parvenues à un accord sur les prochaines étapes de la mise en œuvre de solutions, notamment la création d'un groupe de travail composé de représentants des secteurs public et privé.

À la suite de ce dialogue, WACA a créé un groupe consultatif du secteur privé qui a fourni des conseils et un retour d'information à la plateforme et au Programme WACA. Ce groupe a contribué à la présentation de projets visant à améliorer la résilience de la zone côtière. Parmi les résultats du premier Marketplace on peut citer l'engagement d'un partenaire financier à hauteur de 30 millions d'euros pour un projet basé en Côte d'Ivoire, et la conception d'un mécanisme permettant d'apporter l'expertise néerlandaise en Afrique de l'Ouest.

Le Marketplace suivant (en fin 2020) était consacré aux projets du secteur privé, aux partenariats public-privé et aux idées de projets innovants dans le secteur portuaire.

Parmi les résultats du premier Marketplace on peut citer l'engagement d'un partenaire financier à hauteur de 35 millions d'euros pour un projet basé en Côte d'Ivoire, et la conception d'un mécanisme permettant d'apporter l'expertise néerlandaise en Afrique de l'Ouest.

Les Voix du Littoral : impliquer le secteur privé

Simeon Ehui est le Directeur régional du développement durable pour l'Afrique. Il est né et a grandi en Côte d'Ivoire, et est extrêmement sensible aux défis auxquels les régions côtières ouest-africaines sont confrontées.

« Je ne sais que trop bien à quel point les moyens de subsistance et les populations côtières ont été mis à rude épreuve par des crues violentes, des infrastructures de piètre qualité, une pollution due aux déchets non traités et bien d'autres facteurs qui pourraient être encore aggravés par le changement climatique », explique-t-il.

La lutte contre les inondations et l'érosion côtière nécessitera toute une palette d'interventions. Par conséquent, les professionnels de l'agriculture, de la gestion des risques de catastrophe, de l'environnement et de l'eau doivent unir leurs forces pour réduire les risques, protéger les écosystèmes et améliorer les infrastructures afin de renforcer la résilience des moyens d'existence. Autre défi de taille : il est indispensable de mobiliser les financements et l'expertise nécessaires pour aider les pays à se préparer aux aléas climatiques et aux tensions qui s'exercent sur les côtes.

« Lors du Marketplace de WACA, événement qui a réuni pays concernés, bailleurs et entreprises du secteur privé pour trouver ensemble des solutions aux problèmes côtiers, j'ai été réconforté d'observer l'attention avec laquelle le secteur privé et les acteurs financiers ont écouté les pays présenter des projets sur la résilience du littoral et manifesté leur volonté d'y contribuer », a déclaré Ehui.

Le Marketplace est un moyen simple et novateur de transformer les concepts en projets prêts à être financés et correspondant aux intérêts du secteur public comme du secteur privé. Lors de cette toute première édition du Marketplace, les pays soutenus par le programme WACA — financé par la Banque mondiale — ont recensé les investissements prioritaires pour la résilience côtière et entamé un dialogue avec des partenaires financiers et techniques qui permettra de mobiliser les financements. Ainsi, le Marketplace a encouragé les investissements dans la résilience du littoral, au moyen de financements innovants et de partenariats public-privé.

En conclusion, Ehui a affirmé : « je suis enthousiaste à l'idée de voir le secteur privé prêt à jouer son rôle et à soutenir une Afrique durable et prospère ».



Nous devons trouver des moyens innovants pour assurer la résilience des côtes en Afrique de l'Ouest. La clé du succès reste la même : nous devons livrer des projets complets. Sans la construction de défenses maritimes, la restauration des mangroves et l'apport de solutions, les moyens d'existence des populations côtières ne seront pas protégés ».

Coralie Gevers

Directrice Pays à la Banque mondiale

Quel est le rôle des institutions régionales ?

Les institutions régionales sont mandatées par les pays pour harmoniser et faire progresser les politiques de résilience côtière. La Banque mondiale fournit des financements ou des services analytiques pour soutenir ces activités régionales.

Les communautés locales participent-elles au Programme WACA ?

Le programme est centré sur les besoins des communautés côtières que l'on fait participer en fonction de sites spécifiques. Le programme renforce son partenariat avec les communautés et la société civile par le biais de l'initiative LACE (action locale et engagement citoyen).

Les Programmes des Fonds Fiduciaires de la Banque Mondiale

Le Fonds nordique de développement :

le Fonds nordique de développement (NDF) est une institution financière nordique commune qui se consacre exclusivement au changement climatique et au développement dans les pays à faible revenu (PFR) et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI). En avril 2020, le NDF a adopté une nouvelle stratégie pour faire progresser le leadership nordique dans la lutte contre le changement climatique et les défis du développement au moyen de financements, de connaissances et de partenariats.

En 2015, le NDF a été le premier donateur externe à soutenir l'idée du Programme de gestion du littoral ouest africain (WACA) par une modeste subvention initiale accordée à la Banque mondiale et à l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). À mesure que le programme se renforçait et bénéficiait d'un soutien accru de la part de l'IDA, de la Banque mondiale et du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), un nouveau programme de financement du NDF a été approuvé en 2018, pour un montant total de 13,1 millions d'euros dont un prêt de 4 millions d'euros au Bénin, un prêt de 4 millions d'euros au Sénégal et une subvention de 5,1 millions d'euros à la Banque mondiale pour une période de cinq ans (2018–2023).

Le NDF accorde un financement à la partie de la Plateforme WACA gérée par la Banque, soutient la réalisation de nouvelles études et l'accès aux solutions, développe et teste de nouveaux instruments de financement tels que les PPP, et soutient les partenariats avec les institutions régionales, les pays et autres acteurs nécessaires à la mise à l'échelle du Programme WACA. Parallèlement, et en liaison directe avec les pays, il accorde des prêts au Sénégal et au Bénin.

L'Établissement mondial pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement

(acronyme anglais GFDRR) : géré par la Banque mondiale, le GFDRR est un mécanisme de financement par subvention qui aide les pays en développement à mieux comprendre et à réduire leur vulnérabilité aux risques naturels et au changement climatique. La GFDRR soutient les partenaires locaux, nationaux, régionaux et internationaux en leur fournissant des connaissances, des financements et une assistance technique pour la gestion des risques de catastrophes (GRC), contribuant ainsi à la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes.

Depuis 2018, le GFDRR et le NDF ont fourni un soutien programmatique pour la conception, le lancement et le fonctionnement de la Plateforme WACA.

Le GFDRR a été l'un des premiers soutiens de l'engagement de la Banque mondiale en faveur de la résilience côtière en Afrique de l'Ouest, en fournissant des subventions d'assistance technique pour des travaux d'analyse préliminaires avant le lancement du Programme WACA. Depuis 2018, le GFDRR a fourni un soutien programmatique pour la conception, le lancement et le fonctionnement de la Plateforme WACA. Les subventions du GFDRR soutiennent également le Finance Marketplace, le travail analytique sur les relations entre le climat et la migration côtière, l'élaboration d'un compendium de solutions aux problématiques communes d'érosion côtière, d'inondation et de pollution, et le développement continu de l'initiative d'action locale et d'engagement citoyen (LACE) de WACA.

Le soutien du GFDRR se poursuit à travers son programme avec le Japon, qui appuie les engagements des pays au Ghana, en Guinée Bissau et au Nigéria afin d'identifier les priorités d'investissement dans les infrastructures résilientes.

PROBLUE : le programme de la Banque mondiale pour l'économie bleue PROBLUE, est un fonds d'affectation spéciale multi-donateurs hébergé par la Banque mondiale, qui soutient le développement de ressources maritimes et côtières intégrées, durables et saines. Avec le Plan d'action pour l'économie bleue comme fondement, PROBLUE contribue à la mise en œuvre de l'objectif de développement durable 14 (ODD 14) et est parfaitement en phase avec le double objectif de la Banque mondiale qui vise à mettre fin à l'extrême pauvreté et à améliorer durablement les revenus et le bien-être des plus pauvres.

PROBLUE soutient le programme côtier en accordant des subventions aux équipes de projet pour approfondir et exploiter les résultats en matière de pêche durable, de pollution marine (dont les déchets et les plastiques), de développement durable des secteurs océaniques clés tels que le tourisme, le transport maritime et l'énergie renouvelable offshore. Il soutient le renforcement des capacités des

gouvernements dans la gestion intégrée des ressources de la mer, notamment les infrastructures naturelles telles que les mangroves, afin que les pays et les communautés puissent bénéficier d'avantages plus importants et plus durables. WACA a mobilisé des ressources de PROBLUE par le biais de plusieurs initiatives, dont (i) la réponse régionale de l'Afrique de l'Ouest face aux plastiques (secteur de l'environnement), (ii) la charte des ports durables en collaboration avec l'AGPAOC (secteur des transports), (iii) le tourisme durable pour les PEID au Cabo Verde et en Gambie, (iv) la gestion des déchets urbains et de la pollution en Sierra Leone (secteur urbain), et les solutions basées sur la nature et les mangroves (secteur de l'environnement).

Le Partenariat pour l'investissement dans des infrastructures de qualité (QII) : Le Groupe de la Banque mondiale et le gouvernement du Japon ont établi le Partenariat pour l'investissement dans les infrastructures de qualité (QII) dans le but de sensibiliser et d'accroître l'attention portée à l'aspect qualité des infrastructures dans les pays en développement. Il s'agit notamment de maximiser l'impact positif des infrastructures, d'améliorer l'efficacité économique mesurée en fonction du coût du cycle de vie, d'intégrer les considérations environnementales et sociales, de renforcer la résilience aux catastrophes naturelles et de consolider la gouvernance des infrastructures. Le partenariat QII réalise ces objectifs en apportant un soutien financier à la préparation et à la mise en œuvre des projets, ainsi qu'à la diffusion des connaissances. Le Partenariat QII s'aligne sur les principes du G20.

Le QII, avec le NDF, soutient l'appel à l'innovation de WACA qui consiste à rechercher l'innovation pour des questions spécifiques et complexes de transport et de navigation, notamment l'infrastructure portuaire et la gestion des flux d'eau des lagunes ou des canaux. Les résultats de l'appel à l'innovation permettront d'identifier les points suivants :

- Infrastructures et mécanismes de financement pour la gestion portuaire relative aux mouvements de sédiments qui entraînent une érosion côtière non souhaitée,
- Efforts en amont pour réduire les impacts environnementaux,
- Caractéristiques des partenariats public-privé (PPP) et des contrats, et
- Exemples de bonnes pratiques mondiales en matière de gestion portuaire qui pourraient être proposés aux pays d'Afrique de l'Ouest pour une meilleure gestion de l'impact environnemental cumulé des opérations portuaires.

Le Programme mondial sur la durabilité (GPS) et WAVES : le GPS est une initiative cadre de la Banque mondiale qui inclut le Partenariat mondial pour la comptabilisation du patrimoine naturel et la valorisation des services écosystémiques (WAVES),

pour promouvoir le développement durable en veillant à ce que les ressources naturelles soient intégrées dans la planification du développement et les systèmes nationaux de comptabilité. Dans le cadre du GPS, des ressources ont été fournies à WACA pour réaliser des études sur les mangroves et les solutions fondées sur la nature et pour établir le coût de la dégradation des côtes dans quatre États côtiers du Nigéria.

Le Fonds de partenariat entre la Corée et la Banque mondiale (KWPF) : le KWPF est une initiative visant à renforcer les liens entre le ministère coréen de l'économie et des finances (MoEF) et la Banque mondiale. Cette facilité aide les pays en développement à atteindre une croissance économique inclusive et durable et à favoriser un dialogue plus large sur les questions de développement économique. La Facilité, avec le NDF, a fourni des ressources qui ont permis de mettre au point une évaluation du changement climatique et de la résilience côtière, qui estime que d'ici 2050, le changement climatique aggravera l'ampleur des inondations et de l'érosion sur le littoral ouest-africain. Par ailleurs, cette évaluation indique la nécessité de disposer d'infrastructures résilientes face au climat, de plans de gestion des risques de catastrophes et de solutions fondées sur la nature pour protéger les moyens de subsistance des populations côtières.

Facilité de soutien aux contributions nationales déterminées pour le climat (NDC-SF) : le Mécanisme de soutien aux contributions nationales (NDC-SF) est un fonds d'affectation spéciale multi-donateurs, créé pour faciliter la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (NDC) promises en 2015 par les pays signataires de l'accord de Paris. La facilité, ainsi que le NDF, ont fourni un financement à São Tomé & Príncipe pour développer une plateforme en ligne (DRClimate) afin d'harmoniser et de partager des données et des informations sur les effets du changement climatique, de former les acteurs-clés sur l'utilisation de la plateforme, et de développer des concepts pour 3 projets d'adaptation qui ont été présentés au Marketplace. En Côte d'Ivoire, le NDC-SF a contribué à la préparation de l'étude de pré-faisabilité relative à un programme de protection côtière à Port Bouët, et a octroyé des financements, avec le NDF, en vue de la préparation de la première édition du Dialogue régional WACA/secteur privé dont le but est d'engager la participation du secteur privé dans l'adaptation côtière. Le dialogue a orienté le développement en cours d'un réservoir de projets en partenariat Public-Privé ouvert à la participation du secteur privé, et d'un concept pour un fonds de facilitation pour le secteur privé et les infrastructures.



3.

ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE RÉSILIENCE

Présentation des résultats du WACA ResIP

Réponse à la COVID-19 : avec le soutien de la Banque et du BAR, des plans d'urgence ont été préparés par les UEP pour évaluer l'impact des restrictions mondiales et nationales sur les activités du projet et identifier des mesures d'atténuation. La plupart des études techniques peuvent se poursuivre, car les travaux sont principalement réalisés à distance, mais les consultations avec les communautés ciblées, en particulier pour les sous-projets sociaux, devront être suspendues jusqu'à la reprise normale des opérations. Dans cette attente, l'équipe de la Banque mondiale et les partenaires régionaux continueront à fournir un soutien à la mise en œuvre par le biais de réunions et de missions virtuelles régulières.

Deux ans après leur mise en œuvre, tous les projets nationaux et le mécanisme régional d'intégration et de soutien sont à un stade avancé.

Les unités nationales d'exécution du projet (UEP) harmonisent leurs plans de travail annuels, ont adopté les procédures d'élaboration de rapports et les mécanismes de soutien régionaux définis par les institutions régionales, et se sont accordés sur l'utilisation du système de suivi des performances relatives à l'intégration régionale. L'efficacité organisationnelle des UEP s'améliore et les défis sont en train d'être relevés grâce au renforcement des capacités et au soutien apporté par le BAR et l'équipe de la Banque.

L'intégration régionale fonctionne : le dispositif par lequel l'UICN gère un Bureau d'appui à la mise en œuvre régionale (BAR) et l'UEMOA gère une Unité de gestion régionale (UGR) fonctionne bien. En outre, des efforts ont été déployés pour améliorer les délais et réduire les charges bureaucratiques. Ce dispositif assure une coordination et une intégration régionales efficaces entre les activités nationales. Ainsi, des rapports mensuels sont désormais soumis par les unités nationales d'exécution des projets, qui reçoivent des conseils techniques supplémentaires par l'intermédiaire du BAR sur les infrastructures de protection côtière et le plan de gestion côtière intégrée du Cerema. Ce dispositif sera reproduit

avec le RAMPAO (Réseau régional d'aires marines protégées en Afrique de l'Ouest).

A présent, les études clés pour la conception finale des grands ouvrages physiques, des sous-projets sociaux et la mise en place ou le renforcement des agences nationales responsables des activités de gestion côtière sont, pour la plupart, en cours de réalisation et devraient permettre un démarrage des interventions physiques du projet dans les différents pays au début de l'année 2021, si les conditions sanitaires le permettent. Les unités d'exécution du projet rendent compte de l'avancement de ces activités prioritaires sur une base mensuelle.

Au cours de l'exercice 2020, les projets WACA ResIP ont apporté leur soutien à un effort d'équipe pour la mise à jour du plan quinquennal et du plan de travail annuel. Le ResIP a également soutenu la transition d'un style de gestion descendant à une dynamique axée sur les résultats et sur l'équipe dans les UEP respectives. A l'avenir, en collaboration avec d'autres spécialistes, l'IDS soutiendra les intervenants externes engagés dans la mise en œuvre des activités de WACA ResIP. Cela permettra d'établir et d'activer des réseaux, tels que le réseau des maires en Côte d'Ivoire, et des comités de coordination inter-agences pour la gestion côtière ou des coalitions, telles que la collaboration entre le secteur public et le secteur privé.



WACA soutient le développement institutionnel dans le but de faire participer d'autres ministères et agences du même secteur.



Quand j'étais enfant, notre maison familiale était à des centaines de mètres de la plage. En raison de l'étroitesse des maisons, la plage était un lieu de détente pour les personnes âgées, un terrain de jeu pour les enfants et un site pour certaines cérémonies familiales. Nous vivions paisiblement jusqu'en 1960, année où les effets de l'érosion côtière ont commencé à se faire sentir et à bouleverser nos habitudes quotidiennes ».

El Hadji Malick Ndoye
Thiawlène Digue, Sénégal





RÉSULTATS PAR PAYS :

BÉNIN

Le littoral béninois compte environ 10,9 millions d'habitants, dont la moitié vit dans des centres urbains, principalement les communes côtières du Nok « Grand Nokoué », dont Cotonou (capitale économique), Porto Novo (capitale administrative), Abomey-Calavi et Sèmè-Podji. La zone côtière est caractérisée par des lagunes et autres zones humides, et présente l'un des taux d'érosion côtière les plus élevés au monde, les zones périphériques étant particulièrement touchées. L'élévation du niveau de la mer ainsi que la fréquence et l'intensité accrues des événements extrêmes devraient accroître l'érosion et les inondations qui pourraient atteindre 12 à 30 mètres par an dans certaines zones critiques.

Le projet WACA-Bénin vise à inverser les tendances actuelles du pays en matière d'érosion côtière et de dégradation des écosystèmes côtiers. Il vise également à renforcer la résilience des communautés et des zones ciblées, notamment Hillacondji, Gbèkon, Avlo et Ouidah. Le projet soutient les objectifs nationaux du Bénin, un ensemble d'objectifs internationaux clés relatifs à l'eau et les engagements pris par le Bénin dans le cadre des conventions internationales sur la gestion du changement climatique, la biodiversité et la protection des ressources naturelles. Il y parvient au moyen d'activités basées sur la restauration des mangroves, l'adoption de moyens de subsistance alternatifs, la lutte contre les espèces envahissantes et l'appui à la mise en œuvre de plans de gestion des zones communautaires protégées et de la réserve de biosphère transfrontalière de Mono, une zone humide d'importance internationale identifiée comme telle par la Convention de Ramsar.

Des mesures de lutte contre l'érosion et des ouvrages de protection ont été entrepris sur la rive sud du fleuve Mono, avec la recharge des bermes pour ralentir les impacts des inondations et de l'érosion côtière. La berge sud à Gbèkon, dans le district d'Avlo, a été protégée contre l'érosion grâce au reboisement qui a empêché la destruction de l'unique route reliant une communauté de 25 500 habitants aux ressources économiques et aux services de santé publique. Des accords de cofinancement ont été signés avec 33 coopératives de zones communautaires de conservation de la biodiversité (dont 75 % sont composées de femmes) pour des activités génératrices de revenus (AGR) dans les domaines de l'élevage,

Littoral :

125 km

Population côtière :

10,9 millions

Principales villes côtières :

Cotonou

Porto Novo

Abomey-Calavi

Sème-Podji



Benin. Photo: Mark Fischer / flickr.com

de l'aquaculture, du maraîchage et de la transformation agroalimentaire. En outre, le processus de protection de la zone transfrontalière Togo-Bénin contre l'érosion côtière suit son cours, de même que les études de faisabilité technique pour la protection des côtes.

Réponse à la COVID-19 : afin d'atténuer les effets de la pandémie de COVID-19 sur les populations, des activités génératrices de revenu (AGR) ont été élargies aux communautés économiquement affectées par cette pandémie. De plus, un plan d'urgence comportant des mesures de protection individuelles et collectives a été préparé.



Benin. Photo: Arne Hoel / Banque mondiale

Des accords de cofinancement ont été signés avec 33 coopératives de zones communautaires de conservation de la biodiversité (dont 75 % sont composées de femmes) pour des activités génératrices de revenus dans les domaines de l'élevage, de l'aquaculture, du maraîchage et de la transformation agroalimentaire.



Littoral :

556 km

Population côtière :

8,2 millions

Principales villes côtières :

Abidjan

San Pedro

Grand-Bassam

RÉSULTATS PAR PAYS :

CÔTE D'IVOIRE

Long d'environ 550 kilomètres, le littoral ivoirien abrite plus de 35 % de la population nationale, et dispose d'atouts socio-économiques majeurs : la zone côtière produit environ 60 % du PIB réel, dans une zone qui représente moins de 7 % du territoire. Environ deux tiers de ce littoral est peu ou fortement exposé aux effets de l'érosion et aux risques de ondes de tempête, en raison de l'action naturelle des courants du golfe de Guinée qui créent un important transport sédimentaire le long des côtes. Les tendances à l'érosion ont été plus marquées au cours des dernières décennies en raison des interventions humaines notamment l'extraction de sable, la construction ou l'expansion des ports, la déforestation des mangroves et autres plantes pour en faire des combustibles ou le défrichage des terres agricoles, le développement urbain et touristique, ou les modifications du régime hydrographique des fleuves dues aux barrages qui perturbent l'écoulement des sédiments. Des événements naturels extrêmes ont également produit un impact néfaste.

La Côte d'Ivoire dispose de nombreux documents de politique en matière de gestion environnementale et d'adaptation au changement climatique. Toutefois, pour permettre une résilience accrue du développement actuel et futur des zones côtières, il sera nécessaire de disposer d'un cadre de coordination multisectoriel renforcé et d'un plan d'aménagement global pour le littoral. A cet effet, un plan d'investissement multisectoriel a été élaboré pour la région de Grand Lahou, à titre de projet pilote, et des projets de résilience sont actuellement mis en œuvre. Le PIMS doit être élargi à d'autres domaines et la planification spatiale qui tient compte du risque doit être intégrée dans les plans de développement locaux et nationaux. Le projet WACA ResIP contribue à atteindre cet objectif en soutenant la préparation et la mise en application de deux instruments majeurs d'une nouvelle loi en matière de littoral, de la création et la mise en place de l'Agence nationale de gestion intégrée du littoral (ANAGIL) et de l'élaboration du Plan d'aménagement et de gestion du littoral ivoirien ((PAGLI). Le décret portant création de l'ANAGIL a été approuvé ; il est en instance de signature. Pour ce qui est du PAGLI, sa portée a été élargie et ses activités devraient démarrer pendant l'automne 2020. Par ailleurs, un réseau des maires des municipalités côtières a été créé afin de

La zone côtière produit environ 60 % du PIB réel, dans une zone qui représente moins de 7 % du territoire.



Côte d'Ivoire. Photo: Charles O. Cecil / alamy.com



Côte d'Ivoire. Photo: Westend61 / alamy.com

mieux sensibiliser et de coordonner les actions locales.

Grâce à des investissements physiques, les rives de la lagune Tiagba seront stabilisées par le reboisement et la réhabilitation des mangroves. A cet effet, des études techniques sont en cours de finalisation pour le site du projet à Grand-Lahou, l'une des cinq zones sensibles côtières du pays où des interventions seront mises en œuvre pour gérer le mouvement de l'embouchure du fleuve afin de prévenir l'érosion côtière latérale et frontale de la barre de sable de Grand-Lahou. Le projet est mis en œuvre par le ministère de l'Environnement et du Développement durable. La modélisation numérique est utilisée pour valider les options appropriées et durables en matière d'adaptation pour

les sablières de Lahou-Kpanda, où les travaux devraient débuter en 2021. En parallèle, l'état de la mangrove de Lahou a été évalué, ainsi que celles des deux parcs nationaux d'Azagny et des îles Éhotilé. Des plans de restauration et de gestion ont également été préparés, qui seront mis en œuvre par l'Office Ivoirien des Parcs et des Réserves (OIPR). Les efforts de gestion des ressources naturelles seront également soutenus par le biais de sous-projets sociaux visant à renforcer la résilience sociale de la population la plus vulnérable de la sous-région du Grand-Lahou.

L'équipe de WACA a également collaboré avec des comités locaux établis à Grand-Lahou. Elle les a aidés à poursuivre leur rôle consistant à recueillir des griefs potentiels et à informer les bénéficiaires sans que personne ne se

sente menacé. La priorité a été donnée aux sous-projets sociaux afin que les objectifs en matière de gestion des ressources naturelles soient atteints tout en contribuant au processus de redressement socio-économique.

Réponse à la COVID-19 : l'unité d'exécution du projet (UEP) a préparé et adopté un plan d'urgence. Des mesures ont été prises pour éviter que le personnel et les partenaires ne soient exposés au virus et pour assurer une continuation (dans la mesure du possible) du travail et des activités malgré le confinement d'Abidjan des sites d'intervention du projet et la difficulté liée à la tenue de réunions physiques.



Littoral :

754 km

**Population
côtière :**

3 millions

**Principales
villes côtières :**

Nouakchott
Nouadhibou

RÉSULTATS PAR PAYS :
MAURITANIE

Le littoral mauritanien renferme une valeur économique et écologique importante. Malgré la faible densité de population, les côtes abritent des pôles économiques importants, notamment des exploitations d'hydrocarbures et autres activités extractives, des activités de pêche et les deux parcs nationaux — le Diawling au sud et le Banc d'Arguin au nord. La Mauritanie est connue pour ses abondantes ressources halieutiques grâce à un écosystème côtier exceptionnel. L'urbanisation et l'industrialisation s'intensifient, et les « pôles côtiers », les villes de Nouakchott et Nouadhibou, continuent de se développer rapidement. Au cours des 30 dernières années, les événements climatiques et les activités humaines, notamment l'exploration et l'exploitation du pétrole et du gaz, ont eu un impact sur la productivité et la santé des écosystèmes côtiers de basse altitude de la Mauritanie, en particulier dans le sud. Les dunes de sable sont devenues plus fragiles, entraînant une érosion côtière et des inondations, et une mauvaise gestion a causé une contamination par les déchets et les effluents urbains. Les défis liés au changement climatique constituent une menace réelle, et la capitale Nouakchott est vulnérable à divers risques, notamment la rupture des dunes, les inondations causées par des pluies abondantes, un drainage inadéquat, une nappe phréatique élevée et une submersion marine.

Le Plan Directeur d'Aménagement du Littoral Mauritanien (PDALM), élaboré en 2005, a été le premier document à traiter du développement durable des côtes sous une perspective nationale. Le PDALM a été suivi en 2007 de la promulgation d'une Ordonnance du littoral et a été mis à jour en 2017. Avec le premier Plan d'investissement multisectoriel (PIMS), cette ordonnance soutient la conception de projets d'investissements côtiers adaptés au climat.

Certaines activités prioritaires du PDALM sont mises en œuvre par le biais des activités du projet WACA ResIP. Ces activités consistent à fournir des orientations et à intensifier la collaboration multisectorielle et à renforcer le cadre juridique notamment par la révision de la loi sur le littoral visant à empêcher de nouvelles constructions dans les zones côtières. L'impact des activités comme l'exploitation minière, est en cours d'évaluation et les lois environnementales sont révisées en conséquence afin de minimiser les impacts de la pression croissante sur les zones côtières.



Mauritania. Photo: Banque mondiale



Mauritania. Photo: Banque mondiale

Le projet WACA en Mauritanie a achevé la fixation mécanique et biologique de plus de 30 hectares de dunes côtières et réhabilitera les sites faibles des systèmes dunaires en 2021.

Des plans locaux d'aménagement du territoire sont en cours d'élaboration pour les deux principaux pôles de croissance, afin d'uniformiser les différentes stratégies sectorielles et préserver des espaces pour des interventions cruciales basées sur la nature. Par exemple, les dunes de Nouakchott offrent la protection d'une barrière naturelle, cependant elles deviennent fragiles en raison des activités humaines. Par conséquent, le projet WACA en Mauritanie a achevé la fixation mécanique et biologique de plus de 30 hectares de dunes côtières et réhabilitera les sites faibles des systèmes dunaires en 2021.

En outre, le projet a travaillé avec le Parc national du Diawling pour développer un plan de résilience et restaurer

les écosystèmes naturels en luttant contre les espèces envahissantes dont le Typha, afin de maintenir la pêche comme source de subsistance pour la population, tout en préservant la riche biodiversité locale.

Réponse à la COVID-19 : les UEP ont modifié leurs modes de travail afin de s'adapter au confinement en vigueur dans la capitale et aux restrictions relatives à la présence dans les bureaux. A ce titre, un système de rotation a été mis en place pour assurer la continuité dans l'exécution des tâches essentielles. Les activités ont été réorganisées pour faciliter les rencontres virtuelles.



Littoral :

209 km

Population côtière :

202 000 habitants

Principales villes côtières :

São Tomé
Névé

RÉSULTATS PAR PAYS :

SÃO TOMÉ ET PRÍNCIPE

Isolé, exposé aux aléas naturels et doté de capacités institutionnelles limitées, le petit État insulaire de São Tomé et Príncipe doit relever des défis uniques pour protéger ses zones côtières et les populations qui y vivent. Le littoral est affecté à la fois par le changement climatique et par des facteurs anthropiques. L'élévation du niveau de la mer et l'intensité croissante des précipitations, combinées à une mauvaise gestion des zones côtières, à la dégradation des écosystèmes côtiers et à une urbanisation rapide et incontrôlée, augmentent les risques d'inondation et d'érosion pour les implantations humaines et les infrastructures situées le long de la côte.

L'un des objectifs du projet WACA à São Tomé-et-Príncipe est de réduire la vulnérabilité des communautés et des villes côtières aux événements extrêmes liés au changement climatique en favorisant l'expansion urbaine dans des zones plus sûres tout en diversifiant les activités génératrices de revenus liées à l'utilisation durable des ressources naturelles. Il s'articule autour de quatre approches :

- Soutenir la planification urbaine en tenant compte des risques existants,
- Planifier la réinstallation dans des zones plus sûres,
- Réduire les risques grâce à des approches fondées sur les écosystèmes, et
- Piloter l'utilisation de matériaux de construction durables produits localement en tant qu'activité génératrice de revenus et réduire l'utilisation illégale de sable.

Grâce au projet WACA ResIP et à l'utilisation d'un processus basé sur un modèle participatif, douze des communautés côtières les plus vulnérables du pays ont développé et mettent en œuvre des stratégies d'adaptation spécifiques à leurs besoins. Les impacts des inondations et de l'érosion sur les ménages dans les quatre premiers sites pilotes ont été atténués grâce à la combinaison d'une meilleure planification de l'utilisation des sols, la construction d'infrastructures vertes et grises et le reboisement pour stabiliser le littoral ; des approches qui seront maintenant reproduites dans les huit autres communautés. Les douze communautés ont approuvé

São Tomé and Príncipe. Photo: Bas Idsinga / Shutterstock.com



les stratégies d'adaptation, les plans d'urbanisme ont été formellement approuvés dans trois communautés et les infrastructures ont été construites ou réhabilitées dans cinq autres.

Dans le cadre du projet WACA de São Tomé et Príncipe, des bénévoles formés effectuent des patrouilles dans les 31 communautés côtières par le biais des comités locaux de gestion des risques. Le but est de donner une alerte précoce en cas de catastrophe, d'identifier les risques d'inondation et de glissement de terrain, de sensibiliser le public et d'assurer l'entretien des infrastructures. Ces mesures contribuent à renforcer la sécurité des villages côtiers et à réduire la probabilité de décès.

Par ailleurs, le projet a réalisé le tout premier recensement national des pêcheurs artisanaux et des

embarcations artisanales afin de déterminer les équipements et les formations nécessaires aux futures activités du projet sur la sécurité en mer. Un diagnostic de la capacité de l'institut météorologique national a été établi ; il a jeté les bases du service de prévision météorologique maritime qui permettra d'émettre des alertes précoces plus fiables à l'intention des pêcheurs et des populations côtières. Les lois et les cadres réglementaires seront également révisés afin de réduire les chevauchements et de faciliter l'application de la législation, tout en veillant à ce que les risques de changement climatique et de catastrophes côtières soient pris en compte dans les différentes politiques et les plans directeurs, notamment par la préparation d'un plan spatial maritime.

Des bénévoles formés effectuent des patrouilles dans les 31 communautés côtières par le biais des comités locaux de gestion des risques. Le but est de donner une alerte précoce en cas de catastrophe, d'identifier les risques d'inondation et de glissement de terrain, de sensibiliser le public et d'assurer l'entretien des infrastructures.



São Tomé and Príncipe. Photo: Cristiano Donido

Réponse à la COVID-19 : l'engagement continu de WACA s'est avéré efficace pour fournir le soutien nécessaire aux couches les plus vulnérables de la population pendant la crise de COVID-19. Le ministère de la santé utilise les 31 comités locaux de gestion des risques côtiers, soutenus par WACA, pour diffuser des conseils et sensibiliser la population car ces comités sont à la fois reconnus et opérationnels. En outre, grâce aux composantes du sous-projet social, le projet WACA a pu soutenir des coopératives de femmes dans la confection de masques de protection, sous la supervision du ministère de la Santé afin de renforcer la résilience des populations, en particulier des femmes, par la création de nouvelles sources de revenus et le renforcement des compétences.

Les Voix du Littoral : quand la résilience signifie construire une nouvelle maison

Le long de la plage de Mondouku, en Côte d'Ivoire, un groupe de pêcheurs vient de rentrer avec leurs prises. Beaucoup d'entre eux viennent du Ghana un pays voisin, et ils nous disent qu'ils viennent dans la partie ivoirienne de la côte parce qu'il y a plus de poissons. Ils expliquent néanmoins que les poissons sont plus petits en taille et en nombre par rapport aux années précédentes. La plage sur laquelle ils sont assis est bordée de petits hôtels et de cabanes détruits par les marées de tempête de ces dernières années.

Un peu plus loin sur la côte, près du canal de Vridi, Conde Abdoulaye dirige le restaurant de homards que son père avait ouvert avant lui. Même à marée basse, l'eau se heurte aux marches du restaurant et à un mur de soutènement qu'il a reconstruit à plusieurs reprises. Il dit qu'il sait qu'il est inévitable qu'à un moment donné, la mer avale son restaurant et qu'il devra partir. Il attribue au canal la plus grande partie de l'érosion de la plage, mais reconnaît également que les changements climatiques et l'augmentation des tempêtes ont contribué aux dégâts.

Dans de nombreuses communautés le long de la côte ouest-africaine, il devient de plus en plus dangereux, et dans certains cas impossibles, de vivre près de la mer, car la plage disparaît à un rythme alarmant. Il est de plus en plus reconnu que les effets du changement climatique obligeront certaines personnes à se déplacer et à construire de nouvelles communautés et de nouvelles vies. Pourtant, il n'y a qu'une petite poignée de cas en cours dans le monde où des communautés entières sont relocalisées sur une base volontaire pour s'adapter au changement environnemental et climatique.

Le cadre de relocalisation volontaire du Programme WACA est développé

en partenariat avec les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest pour s'assurer que la relocalisation est un processus favorable aux pauvres et centrée sur les personnes au cours duquel les communautés déterminent la base de la prise de décision. Il favorise une compréhension claire du risque social encouru, en plus de la transparence et de la responsabilité envers les parties prenantes. Plutôt que de fournir des instructions prescriptives, le cadre guidera le gouvernement et les autres parties prenantes à travers les contributions dont ils auront besoin pour prendre la décision, les questions à considérer concernant les personnes qui doivent être impliquées, et comment évaluer et identifier les ressources nécessaires. À partir de là, il élaborera des orientations concernant différentes voies possibles, notamment l'adaptation in situ ; l'encouragement à l'auto-relocalisation par la création de facteurs d'attraction positifs ; ou le lancement d'un programme complet de relocalisation.

Le sociologue Olivio Diogo travaille avec le gouvernement de São Tomé et Príncipe pour instaurer un climat de confiance avec des communautés pilotes afin de s'assurer de leur participation continue au programme. Il explique : « nous parlons de cultures, de moyens de subsistance et de niveaux de financement élevés. Donc il n'existe pas de solutions mais des compromis avec des gagnants et des perdants ».

Les enjeux sont élevés et les interventions de WACA se doivent d'être efficaces. Il est impératif de faciliter un dialogue ouvert sur les compromis et de veiller à ce que les communautés conduisent le processus en partenariat avec le gouvernement pour assurer un développement inclusif et résilient dans lequel les gens non seulement survivent, mais prospèrent.



Côte d'Ivoire. Photo: Tommy Trenchard / alamy.com





RÉSULTATS PAR PAYS :

SÉNÉGAL

Avec ses 718 kilomètres de littoral et ses 198 000 km² d'espace maritime, le Sénégal possède divers écosystèmes, dont des côtes et des îles sablonneuses et rocheuses, des zones humides et des mangroves. La zone côtière accueille 52 % de la population et abrite toute une palette d'activités économiques telles que la pêche, le tourisme et les cultures maraîchères (70 % des légumes consommés dans le pays sont produits dans la région des Niayes, dans le nord). 90 % des établissements industriels sont situés dans la zone côtière et contribuent pour 68 % du PIB. Cette zone d'une importance critique connaît une urbanisation rapide et est très vulnérable aux effets du changement climatique, notamment l'érosion, les inondations et la salinisation de l'eau et du sol. L'objectif principal du Programme WACA Sénégal est de renforcer la résilience des communautés et des zones ciblées sur la côte sénégalaise.

Pour renforcer le cadre politique et institutionnel, l'UEP a signé un accord avec l'Université Gaston Berger de Saint-Louis pour soutenir l'inscription des étudiants sénégalais au Master GAED (Géographie — Aménagement — Environnement — Développement) dont les enseignements portent sur la capacité des états à gérer les impacts des activités extractives. Le contrat pour le Plan de Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC) et pour l'étude de faisabilité de la création de l'Agence nationale pour la gestion intégrée des zones côtières devrait être signé d'ici la fin du mois d'octobre 2020. La signature d'un contrat d'assistance technique est prévue pour la fin du mois de novembre 2020. Il s'agira de :

- Renforcer et élargir les systèmes d'alerte précoce existants de l'Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie pour leur permettre de couvrir les phénomènes maritimes, et
- Rendre opérationnel le système d'information géographique (SIG) de la Direction de l'Environnement afin de surveiller le trait de côte et de soutenir la mise en œuvre du Plan GIZC. Les UEP du Sénégal et de la Mauritanie s'emploient à établir un comité bilatéral pour les activités de lutte contre l'érosion côtière au niveau transfrontalier.

À l'appui de investissements physiques, un plan d'action a été élaboré, allant jusqu'en 2023, en faveur de la régénération

Littoral :

718 km

Population côtière :

7,8 millions

Principales villes côtières :

Dakar

Saint-Louis

Rufisque

Mbour

Cette zone d'une importance critique connaît une urbanisation rapide et est très vulnérable aux effets du changement climatique, notamment l'érosion, les inondations et la salinisation de l'eau et du sol.



Senegal. Photo: Vincent Tremeau / Banque mondiale

des écosystèmes du parc national de la Langue de Barbarie et de la zone marine protégée de Saint Louis. Les travaux de reboisement devraient commencer en août, avec le début de la saison des pluies. Un appel d'offres pour les études concernant des ouvrages de protection contre l'érosion sur l'île historique de Gorée, site du patrimoine mondial de l'UNESCO, et sur les corniches est et ouest de Dakar, devrait être signé d'ici la fin septembre 2020.

Étant donné que le taux de décaissement et le niveau d'exécution technique sont restés très faibles après les deux ans du projet, le ministre de l'Environnement a pris des mesures pour accélérer la mise en œuvre. Un coordinateur national a été recruté à plein temps sur ce projet depuis avril

2020. Le personnel de la Direction de l'Environnement travaillant sur le projet, y consacre désormais 100 % de son temps, au lieu de 15 % précédemment.

Réponse à la COVID-19 : l'évaluation des risques liés à la pandémie de COVID-19 montre que la plupart des activités du projet sont touchées ; elles seront donc reportées au troisième trimestre et certaines seront probablement reprogrammées pour 2021. L'UEP a approuvé l'utilisation des TIC pendant cette crise sanitaire afin d'assurer la continuité dans le travail. La Radio du Littoral, un projet pilote financé par la Banque mondiale et le Fonds nordique de développement, a apporté un

soutien aux communautés côtières pour faire face à la pandémie. L'émission hebdomadaire diffusée sur la radio nationale, a permis d'établir d'excellentes relations avec les pêcheurs et les communautés côtières qui ont demandé l'aide de la radio pour comprendre et se préparer à la COVID-19. La Radio du Littoral a organisé des émissions sur la pandémie et la manière dont elle affecte les activités de pêche. Une collecte de fonds organisée par la Radio a également permis d'acheter des produits de nettoyage qui ont été distribués à 21 quais de pêche le long de la côte sénégalaise, en collaboration avec le ministère de la Pêche et le Conseil des pêcheurs artisanaux.



Senegal. Photo: Vincent Tremeau / Banque mondiale

Un partenariat pour l'impact

Au Sénégal, le projet WACA et le projet de Relèvement d'Urgence et Résilience à Saint-Louis (SERRP) mettent en œuvre ensemble des activités visant à rétablir les moyens de subsistance des communautés de pêcheurs touchées par l'érosion côtière, tout en instaurant un dialogue social sur la résilience. Les premiers bénéficiaires des activités de restauration des moyens de subsistance étaient les personnes qui avaient déjà perdu leurs maisons et qui vivaient de manière précaire dans des hébergements temporaires fournis par le SERRP. Ces activités de rétablissement des moyens de subsistance seront à présent élargies aux communautés de pêcheurs les plus vulnérables, qui comptent environ 5 000 personnes présentes dans la zone côtière à risque élevé, qui seront réinstallées par le SERRP.

La première activité de rétablissement des moyens de subsistance est la création d'une centrale d'achat communautaire, en réponse aux besoins exprimés par le groupe de femmes sinistrées temporairement relogées sur le site de Diougop. Les objectifs sont les suivants :

- Rétablir les sources de revenus des femmes chefs de famille touchées,
- Générer des micro-activités économiques autour de la centrale d'achat communautaire, avec la participation des distributeurs de détail,
- Améliorer le pouvoir d'achat des familles relocalisées et des communautés voisines, et
- Réduire les travaux ménagers en réduisant le temps consacré à l'approvisionnement quotidien en denrées alimentaires.

D'autres sous-projets sont en cours d'élaboration afin d'améliorer la transformation artisanale des fruits de mer et la conservation des produits halieutiques.



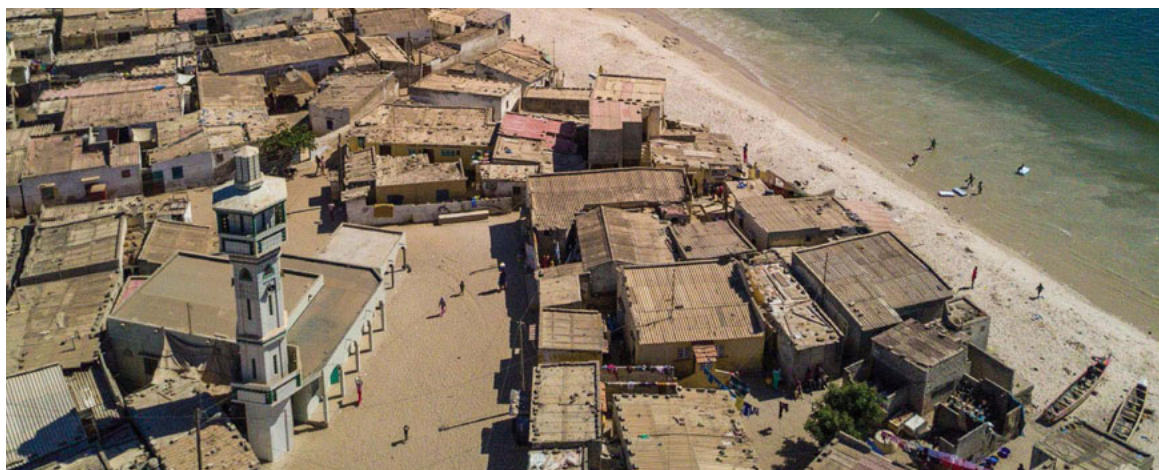
La côte de l'Afrique de l'Ouest est déjà à un niveau critique et les nouveaux risques liés au changement climatique peuvent être catastrophiques pour les communautés côtières, leur santé et leurs moyens de subsistance. WACA fournit aux décideurs des informations concrètes leur permettant de soutenir une durabilité à long terme ».

Maria Sarraf

Gestionnaire de Pratiques
à la Banque mondiale



Senegal - Photo: Vincent Tremeau / Banque mondiale



Senegal - Photo: Vincent Tremeau / Banque mondiale



Littoral :

56 km

Population côtière :

2,9 millions

Principales villes côtières :

Lomé

Aneho

RÉSULTATS PAR PAYS :

TOGO

Le littoral du Togo qui s'étend sur 56 km, abrite près de 36 % de la population et regroupe les principales activités économiques et zones urbaines. Le littoral est confronté à un taux élevé d'érosion côtière, qui atteint 20 m par an à certains endroits critiques. La croissance démographique et ses facteurs de stress anthropiques ont imposé une pression énorme sur les ressources côtières, ce qui aggrave les inondations, augmente l'érosion et provoque la pollution ; autant de facteurs qui posent des risques immédiats et à long terme pour les moyens de subsistance, les biens et les ressources naturelles. L'élévation du niveau de la mer constitue un autre défi de taille.

Parmi les activités que le WACA ResIP met en œuvre au Togo, on peut citer :

- La protection des côtes contre l'érosion sur près de 18 km de trait de côte, d'Agbodrafo à Aného,
- La gestion des inondations et de la pollution, grâce au dragage des lagunes et lacs côtiers et au traitement des déchets,
- La gestion durable des terres et des forêts, la protection de la biodiversité et les activités liées au changement climatique par la restauration des mangroves, et les activités communautaires des plans de gestion forestière existants,
- Le renforcement des cadres politiques, juridiques et institutionnels pour la gestion intégrée des côtes, et
- L'amélioration de la collecte de données et du système d'alerte précoce par la mise en place d'un Observatoire côtier.

Les activités de protection côtière sont partagées entre le Togo et le Bénin et seront menées conjointement par les deux pays. Pour faciliter les acquisitions nécessaires aux activités transfrontalières, un comité conjoint Togo-Bénin a été mis en place et un Protocole d'accord a été signé en septembre 2018 entre les ministres en charge de l'Environnement et de l'Économie et des Finances des deux pays.

L'étude de faisabilité technique pour la protection du littoral entre le Togo et le Bénin est en cours. La phase suivante, qui nécessite la collecte de données sur le terrain au niveau des deux pays, a été suspendue en raison des mesures de lutte contre la COVID-19. Le processus de recrutement d'un



Togo. Photo: Muhammadhaha Ibrahim Ma'aji / unsplash.com

consultant pour le dragage du chenal Gbaga est en cours.

A ce jour, des accords de financement pour 11 sous-projets communautaires ont été signés et les activités associées à ces sous-projets ont été officiellement lancées en décembre 2019. De même, des business plans ont été préparés pour sept sous-projets liés à des activités génératrices de revenus (AGR). Le démarrage timide des activités du projet a maintenu le taux de décaissement à un faible niveau, mais le taux d'exécution est en progression ; attendu que les composantes du sous-projet social et de la protection côtière devraient démarrer en mars 2021, si les conditions sanitaires le permettent.

Des accords de financement pour 11 sous-projets communautaires ont été signés et les activités associées à ces sous-projets ont été officiellement lancées en décembre 2019.

Comme les activités de protection côtière entre le Togo et le Bénin ne pourront débuter que vers le milieu de l'année 2021, un plan d'action d'urgence est nécessaire pour la protection d'environ 1 500 mètres de côtes entre Gbodjome et Agbodrafo, avec l'installation de

structures juxtaposées de type puits, pour faciliter l'accumulation de sable, tout en fournissant une barrière physique pour protéger les côtes contre l'action des vagues.

Réponse à la COVID-19 : un plan d'urgence a été élaboré pour prévoir des mesures barrières dans l'exécution de toutes les activités du projet, équiper les salles de réunion du MEDDPN et l'UEP de WACA de matériel pour les téléconférences et accélérer l'exécution des activités communautaires.



Inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO, l'île de Gorée se dégrade à cause de l'érosion côtière. Nous n'avons pas les moyens de la réhabiliter et nous espérons vivement qu'elle fera partie des zones d'intervention de WACA. Gorée est notre patrimoine à tous et nous ne pouvons pas la laisser disparaître ».

Annie Jouga

Adjointe au Maire de l'île de Gorée

Comment exploiter l'expertise locale, régionale et internationale ?

WACA met en place un service d'assistance qui est en rapport avec une expertise internationale en Afrique de l'Ouest, en France, au Japon, aux Pays-Bas et dans les pays nordiques.

Présentation des résultats de la Plateforme WACA

Depuis sa conception en 2018, la Plateforme WACA a accompli des progrès significatifs en matière de développement des connaissances, de mobilisation du financement des investissements et de facilitation du dialogue technique et politique régional sur le renforcement de la résilience côtière.

Les Résultats du Pilier de la Connaissance :

- **Création du Centre d'excellence africain pour la résilience côtière :** la Plateforme WACA a obtenu des financements pour établir l'ACECoR à l'Université de Cape Coast, au Ghana. L'ACECoR entend promouvoir la résilience côtière en Afrique de l'Ouest et du Centre par le développement de l'expertise technique et scientifique de jeunes professionnels africains afin d'élaborer des solutions intégrées permettant de lutter contre la dégradation côtière dans toute la sous-région.
- **Élaboration d'un Compendium de Solutions :** en partenariat avec l'IRD et l'ACECoR, la Plateforme WACA a appuyé l'élaboration d'un compendium de solutions, fournissant aux décideurs politiques un outil d'aide à la décision qui présente des solutions éprouvées face aux défis complexes du développement que sont l'érosion côtière, les inondations et la pollution.
- **Comité Consultatif Technique :** un Comité consultatif technique intérimaire (iTAC), composé en majeure partie de scientifiques régionaux, a été créé et a fonctionné pendant une année, en fournissant une expertise et des conseils techniques à la Banque mondiale et aux pays membres de WACA. Par ailleurs, le Comité a soutenu l'identification d'un mécanisme à long terme visant à gérer, enrichir et faire progresser les connaissances sur la résilience côtière dans la sous-région. Au cours de son année de fonctionnement, l'iTAC a développé une méthodologie harmonisée pour les PIMS, a mené des revues scientifiques sur les principaux travaux analytiques de WACA et a conceptualisé une vision à long terme sur la gestion des connaissances et le développement de la région. Sur la base de l'expérience de l'iTAC, la Plateforme WACA mettra en place un Hub ouest-africain pour la gestion des connaissances et pour les avis scientifiques. Ce Hub sera hébergé dans une institution académique régionale, ceci en vue de préparer le transfert des fonctions de WACA.
- **Des Hubs WACA pour l'Expertise Scientifique et Technique :** le plan conceptuel de WACA prévoyait

la création d'un « comité consultatif technique » et de 2019 à 2020, une version provisoire de ce comité (iTAC) s'est employée à des tâches spécifiques dans le but de faire avancer le Programme WACA. Compte tenu des vastes domaines techniques qui requièrent des conseils de spécialistes, l'équipe de la Banque mondiale a compris qu'il était possible d'élargir la portée de l'initiative en créant un « Hub WACA » pour les connaissances et l'expertise dans les principaux pays partenaires ayant fait preuve d'un leadership mondial dans le domaine de la résilience côtière. S'inspirant de l'exemple réussi de la France, où le Cerema a joué le rôle de facilitateur (et de co-financier) de l'expertise française, ce modèle a été élargi en 2020 au Japon (Ministère japonais de l'aménagement du territoire, de l'infrastructure et des transports, de manière provisoire), aux Pays-Bas (Partenariat néerlandais pour l'eau), aux pays nordiques (Fonds nordique de développement, de manière provisoire) et à l'Afrique de l'Ouest (site proposé de l'Université de Cape Coast, au Ghana). L'engagement avec les Pays-Bas a été formalisé par la signature d'un Protocole d'accord, et des discussions sont en cours avec les points focaux des autres pays partenaires.

Les Résultats du Pilier de la Finance :

Le Marketplace WACA Finance : conçu comme le mécanisme permettant de présenter des idées de projet à financer, la première édition du Marketplace s'est déroulée en novembre 2019 à Abidjan, en Côte d'Ivoire. L'évènement a mis en présence des partenaires financiers et des représentants des pays membres de WACA afin de galvaniser le processus d'investissement. Les concepts de projets présentés au Marketplace étaient basés sur des analyses complètes des plans et stratégies d'investissement nationaux provenant des plans d'investissement multisectoriels (PIMS) et du plan d'investissement stratégique régional (PISR). L'équipe spéciale, en compagnie de ses partenaires et clients des ministères des finances et de l'environnement, a trié les concepts à l'aide d'un arbre de décision appliqué à la finance afin d'identifier les instruments de financement les plus appropriés.

Les prochains Marketplaces intégreront les besoins en investissement appropriés pour les Partenariats public-privé, de même que les besoins en investissement aux plans régional et transfrontalier.

Les Résultats du Pilier Dialogue :

- Communiqué WACA : lors du lancement du Programme WACA en octobre 2018, treize pays ont conjointement élaboré et ratifié le Communiqué WACA, en favorisant trois approches clés en faveur du renforcement de la résilience costale dans leurs pays respectifs et dans la sous-région :
- L'intégration régionale, par le biais des Commissions économiques régionales (UEMOA et CEDEAO), la Convention d'Abidjan et ses Protocoles et la mise en place d'un Observatoire régional pour la résilience côtière dans le prolongement des travaux du Centre de Suivi Écologique.
- L'intensification à l'échelle nationale, par l'expansion des investissements dans les pays membres actuels et en les élargissant à d'autres pays dans les Plans d'investissements multisectoriels de WACA.
- La mobilisation des ressources financières auprès des partenaires à l'appui des nouveaux projets de WACA ou en complément des portefeuilles de projets existants pour renforcer la résilience côtière.

Compte tenu des vastes domaines techniques qui requièrent des conseils de spécialistes, WACA a créé un Helpdesk qui facilite l'accès à l'expertise et aux ressources internationales en participant aux « Hubs WACA ».

Leçons retenues

Deux années après le lancement du Programme, plusieurs leçons sont à tirer du fonctionnement de WACA, qui devront être intégrées dans les projets futurs d'autant que l'expansion du Programme prévoit de passer des six pays de départ à l'ensemble de la région côtière ouest-africaine.

Deux éléments fondamentaux à la conception de WACA ont reçu le soutien tant des pays que des partenaires :

- Tout d'abord, la conjonction d'un portefeuille de projets intégrés de manière régionale qui offrent des économies d'échelle, et la plateforme de mobilisation qui facilite l'accès à la connaissance, accélère les financements et intensifie le dialogue.
- Ensuite, l'exécution du projet WACA au niveau national avec des opérations menées par les pays, au niveau régional par des institutions mandatées qui apportent leur contribution et au niveau international par la Banque mondiale et les partenaires à l'appui du Programme.

L'approche du Marketplace a également connu un grand succès en ce qu'elle est en lien direct avec les plans d'investissement multisectoriels (PIMS) à partir desquels les gouvernements ont sélectionné leurs priorités, qui ont fait l'objet de présentations devant un groupe de partenaires techniques et financiers. Cette approche a été bien accueillie par les partenaires financiers et les bailleurs de fonds qui sont tous désireux de l'améliorer et de s'engager plus souvent sur des opportunités de financement.

Concernant les institutions régionales et l'intégration, ce qui est à retenir du fonctionnement de l'Observatoire du littoral ouest africain c'est l'efficacité prouvée de disposer d'une institution de coordination travaillant avec un réseau de pays et partenaires pour assurer des fonctions clés. À cet effet, l'Observatoire a mobilisé des données, développé des applications analytiques, utilisé la technologie pour développer un système d'information facile d'utilisation et a noué plusieurs partenariats. Cette approche permet d'éviter les doublons dans les travaux et le risque d'incompatibilité entre les systèmes.

4.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Une expansion géographique

Quelles sont les universités, les établissements d'enseignement et les organismes de recherche concernés ?

WACA apporte un soutien direct au Centre d'excellence africain pour la résilience côtière (ACECoR), hébergé par l'Université de Cape Coast, afin de développer un réseau comprenant des institutions universitaires ouest-africaines et mondiales.

Comme indiqué précédemment, WACA vise à soutenir le renforcement de la résilience des communautés et actifs côtiers dans 17 pays d'Afrique occidentale particulièrement vulnérables à l'érosion, aux inondations et à la pollution. En 2018, le programme a démarré dans six pays le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, São Tomé et Príncipe, le Sénégal et la Togo. Trois pays supplémentaires devraient bientôt bénéficier des projets nationaux en 2021 (le Ghana, la Guinée et la Guinée Bissau). En outre, le Nigéria reçoit actuellement une assistance technique préparatoire.

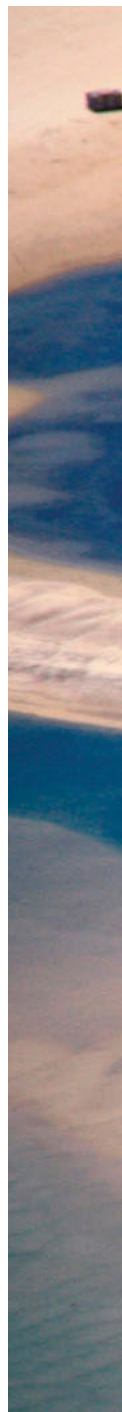
Ghana

Le Ghana dispose de 550 km de trait de côte, d'un plateau continental de 20 900 km² et de 218 100 km² de Zone économique exclusive (ZEE). Le littoral représente environ 6 % de la superficie totale du territoire ghanéen et abrite un quart de la population ainsi que 80 % des ressources économiques. Les côtes sont exposées à des vagues de niveau d'énergie faible à moyen et sont à l'origine des forts courants du littoral qui causent une érosion constituant des risques pour les populations côtières. Les ports, barrages et défenses maritimes construits le long du littoral perturbent son équilibre naturel et le transport de sédiments. Malgré certaines mesures de lutte contre l'érosion, notamment la construction de brise-lames, digues et épis, ce phénomène continue de mettre

en péril de nombreuses communautés ghanéennes et ressources économiques.

Le développement périurbain non régulé, notamment la construction sur les voies de passage d'eau, a contribué à l'inondation de certaines communautés côtières, entraînant de graves conséquences. Les inondations dans les zones côtières sont aggravées par une gestion inadéquate des déchets solides et par l'élévation du niveau de la mer, la déforestation des mangroves, les raz-de-marée et les marées de tempête, qui ont des effets en aval sur le patrimoine culturel, la biodiversité et les moyens de subsistance. Sans une gestion proactive, la seule élévation du niveau de la mer pourrait contribuer à déplacer le littoral oriental du Ghana d'environ 50 à 250 mètres vers la terre ferme au cours des 50 prochaines années, à différents endroits. La pollution marine est également une source de préoccupation croissante au Ghana, particulièrement en raison de la forte dépendance économique des industries côtières telles que la pêche et le tourisme.

Le Ghana a signé le Communiqué de WACA en novembre 2018 et a demandé officiellement, en fin 2019, que le Programme WACA soit engagé pour une assistance technique afin de guider les potentiels investissements des partenaires et de la Banque mondiale dans la résilience côtière. L'assistance porte actuellement sur deux activités : (i) une analyse économique



Sans une gestion proactive, la seule élévation du niveau de la mer pourrait contribuer à déplacer le littoral oriental du Ghana d'environ 50 à 250 mètres vers la terre ferme au cours des 50 prochaines années.





Le Partenariat néerlandais pour l'Eau (NWP) travaille dur pour aider le secteur néerlandais de l'eau à créer un impact à l'étranger en résolvant des défis mondiaux liés à l'eau et en contribuant à la construction de sociétés plus résistantes. En même temps, nous visons à accroître la portée mondiale du secteur et son succès commercial. Une collaboration étroite avec le Programme WACA et ses partenaires internationaux nous permettra de faire exactement cela — partager nos connaissances et notre expertise et travailler ensemble à l'amélioration de la résilience côtière des communautés d'Afrique de l'Ouest ».

Bianca Nijhof

Directrice générale
du Partenariat néerlandais pour l'eau

Quelles solutions basées sur la nature WACA encourage-t-il ?

Parmi les projets de WACA en cours figurent la revégétalisation des dunes et des berges, la replantation et la protection des mangroves ainsi que le rechargement en sable.

Le changement climatique est-il un facteur dans la résilience côtière ?

Le changement climatique aggrave le processus d'érosion côtière et d'inondation, en raison de l'élévation du niveau de la mer et des phénomènes météorologiques extrêmes.

de la valeur des forêts de mangroves en tant que ressource dans la gestion des inondations côtières, notamment par la modélisation du reboisement et de ses impacts sur les risques d'inondation ainsi que les interventions fondées sur la nature proposées pour gérer ces risques et (ii) l'identification des zones critiques pour les inondations côtières, l'érosion, la pollution et le développement ultérieur d'études de faisabilité pour les trois sites les plus prioritaires.

Les interventions proposées pour la résilience côtière dans le cadre des deux activités formeront la base du Plan d'investissement multisectoriel (PIMS) du Ghana, et serviront d'outil à la prise de décision pour le Gouvernement et ses partenaires afin de mobiliser des financements pour des interventions spécifiques sur le terrain. Le PIMS sera basé sur les résultats des deux activités, sur les objectifs de développement du gouvernement et sur les consultations élargies avec les communautés côtières. Une opération d'investissement de la Banque mondiale pour la résilience côtière est actuellement en cours de préparation et devrait débuter en 2022. Un groupe de travail national composé de multiples agences ghanéennes actives dans le développement côtier, du Programme WACA et de ses partenaires de développement sera lancé en fin d'été 2020 afin d'identifier les opportunités de collaboration et de financement conjoint de projets.

Guinée

La Guinée est pourvue de riches écosystèmes côtiers et marins dont certains sont encore bien préservés, notamment les vastes étendues de mangroves et des eaux riches en ressources naturelles. La zone côtière est confrontée de multiples défis de développement dans les principaux secteurs économiques (agriculture, pêche, mines et infrastructures) dont certains mettent en péril le développement durable.

La Guinée est engagée dans des initiatives régionales de résilience côtière depuis sa contribution à l'élaboration du Schéma Directeur d'Aménagement du Littoral Ouest-Africain (SDLAO) en 2011 et sa participation aux mécanismes régionaux d'observation côtière. La Banque mondiale est engagée depuis plusieurs années

Depuis 2018, le GFDRR a fourni un soutien programmatique pour la conception ; le lancement et le fonctionnement de la Plateforme WACA.

aux côtés de la Guinée dans diverses réformes sectorielles qui ont ouvert la voie à une transition vers une économie plus bleue, en particulier l'appui à la gestion du secteur de la pêche, la gouvernance minière et le développement local. La Guinée a également exprimé sa volonté de s'attaquer aux principaux problèmes environnementaux en demandant à la Banque mondiale un prêt de l'IDA en faveur du ministère de l'environnement, des eaux et forêts. Ce prêt contribuera à renforcer la capacité du ministère à trouver des compromis entre le développement durable et la croissance économique, notamment dans les zones côtières. L'approche intersectorielle de ce projet de gestion des ressources naturelles, des mines et de l'environnement (P168613), actuellement en phase de préparation, constitue une opportunité qui permettra de soutenir les premiers pas vers une planification côtière et marine intégrée et l'adhésion au Programme WACA.

Guinée-Bissau

La Guinée-Bissau dispose d'importantes ressources naturelles côtières. L'archipel abrite des espèces menacées de disparition, et les forêts de mangroves servent de frayères à de nombreuses espèces dont les poissons, ce dont les pays voisins profitent également. La côte vierge est soumise à des dégradations, notamment par l'érosion côtière dans le nord-ouest, les habitats de mangrove et les herbiers marins ont rétréci, et des infiltrations d'eau salée ont été observées. Une frange importante de la population bissau-guinéenne dépend des ressources naturelles pour sa subsistance et sa sécurité alimentaire. La gestion durable des ressources côtières est donc un pilier essentiel du développement économique et social du pays.

Le rapport d'avancement de la mise en œuvre du Projet de gestion des côtes et de la biodiversité (P049513), CBMP) a recommandé au gouvernement d'explorer les liens potentiels avec les

efforts de résilience côtière de la Banque dans le cadre de l'initiative de (WACA) à laquelle la Guinée-Bissau pourrait adhérer. Le gouvernement de la Guinée-Bissau a signé le Communiqué WACA en 2018, et a demandé que le pays adhère au Programme en 2020. La Banque mondiale étudie la possibilité d'un financement de l'IDA pour un projet qui serait centré sur une politique de résilience, des investissements dans la protection et la restauration des côtes, et sur des activités sociales et de subsistance. Le projet soutiendrait également les objectifs vers une reprise durable, verte, résiliente et inclusive après la pandémie de COVID-19.

Nigéria

La zone maritime du Nigeria comprend 853 km de littoral sur la côte Atlantique. Les principales activités économiques de la zone sont l'exploration et l'exploitation du pétrole et du gaz, les industries de la pêche, le transport maritime, l'agriculture, l'extraction de sable et le tourisme. Certaines de ces activités sont exposées à des risques côtiers persistants et croissants, principalement liés à la pollution, à l'érosion, aux inondations fluviales et côtières dues à des activités anthropiques telles que l'urbanisation rapide, les déversements d'hydrocarbures, les mauvaises pratiques de gestion des déchets (municipaux et industriels), l'appauvrissement des sites de mangrove, le captage de sédiments par les ports ou les barrages en amont et, plus récemment, l'élévation du niveau de la mer et les précipitations intenses dues au changement climatique.

En réponse à ces défis de développement, le Programme WACA a lancé un PIMS pour s'attaquer à la dégradation et aux dangers côtiers dans les États de Cross Rivers, Delta et Lagos. Dans une approche similaire à celle adoptée au Ghana, le développement du MSIP se fera simultanément avec l'élaboration d'études de préféabilité pour identifier les interventions potentielles les plus prioritaires dans chaque État. Les premiers résultats sont attendus en début 2021, et le Programme WACA travaille

avec ses partenaires de développement pour coordonner le financement qui devrait être mobilisé en fin 2022.

Sierra Leone

En Sierra Leone, la Banque mondiale a apporté son soutien au Grand Freetown dans le renforcement de la résilience aux catastrophes et au changement climatique, notamment par le biais de l'Évaluation des dommages et des pertes et du financement du relèvement suite à la coulée de boue provoquée par la montagne Sugarloaf en août 2017. Le projet de redressement d'urgence de Freetown (FERP) en cours, a soutenu des interventions pour la réhabilitation des zones touchées par les glissements de terrain, au moyen de la stabilisation des pentes, la réhabilitation des ponts et des infrastructures de drainage, et la réhabilitation des infrastructures hydrauliques. Il appuie également le renforcement des capacités de gestion des risques de catastrophes et de préparation et réponse aux situations d'urgence aux niveaux national et local.

En perspective, la Banque mondiale prépare un nouveau projet d'investissement visant à renforcer la résilience urbaine dans le Grand Freetown et le reste du pays, en renforçant la capacité institutionnelle des conseils municipaux en matière de planification urbaine résiliente et en soutenant la mobilisation de leurs propres recettes. Ce projet financera des investissements dans les infrastructures, le drainage urbain, la gestion des déchets solides et la modernisation des quartiers pauvres et vulnérables. Il mettra fortement l'accent sur les approches fondées sur les écosystèmes, notamment la protection des forêts, des mangroves et des zones humides, ainsi que sur les interventions en faveur du reboisement. Il renforcera également les capacités institutionnelles relatives à la gestion des risques de catastrophes et à la préparation aux catastrophes.





Accroître les connaissances

Présentation

Au cours de l'exercice 2020, la conception et le fonctionnement du premier Pilier de la Plateforme WACA dédié à la Connaissance a été finalisé afin de faciliter et d'élargir l'accès à la connaissance, à l'expertise, aux bonnes pratiques régionales et mondiales et de programmer l'assistance technique à l'intention des pays ouest-africains et d'autres pays confrontés aux défis de l'érosion côtière, des inondations et de la pollution. Trois domaines d'engagement clés et un ensemble d'activités connexes ont été développés au cours de l'exercice 2020 : la production de savoirs & les services consultatifs, la gestion des connaissances, et le renforcement des capacités.

Au titre de la Production de savoirs et des services consultatifs, un comité consultatif technique intérimaire (iTAC) a été établi et a fonctionné en 2019 pour fournir des conseils et une expertise technique aux pays de la région WACA. Pour ce faire, les interventions prioritaires sur la résilience côtière ont été identifiées sur la base d'une compréhension des risques, des avantages, des impacts et de l'urgence liés aux divers besoins d'investissement. Les membres de l'iTAC ont contribué au forum « Comprendre les risques » qui s'est tenu à Abidjan en novembre 2019. Ils ont participé à l'élaboration d'une méthodologie harmonisée pour les PIMS, ont procédé à des examens scientifiques des principaux documents de WACA et ont établi une liste d'experts dans la région pour accompagner les futures opérations du Hub ouest-africain et du Bureau d'assistance (help-desk) pour la connaissance de WACA.

Pour contribuer à la pérennité du Pilier de la Connaissance, le Programme WACA soutient l'établissement d'un programme académique et, un réseau régional d'expertise avec l'ACECOR de l'Université de Cape Coast (UCC) a dirigé un travail de cartographie régionale des institutions de recherche tertiaire et universitaire. Un compendium de solutions et de bonnes pratiques pour la gestion intégrée des zones côtières, basé sur les pratiques mondiales, est en cours d'élaboration sous la direction de l'institut français IRD, en collaboration avec l'UCC, et devrait être disponible en fin juin 2020. Un appel à l'innovation a permis d'identifier les domaines clés de la recherche exploratoire afin de perfectionner les solutions techniques pour la résilience des zones côtières.

Enfin, dans le domaine du renforcement des capacités, la cartographie des acteurs institutionnels a été menée par l'UCC-ACECOR afin d'identifier les institutions régionales en vue du transfert ultérieur des services de la Plateforme WACA.

Partage de Connaissances aux Pays-Bas

En octobre 2019, des représentants des gouvernements d'Albanie, de Géorgie, du Ghana, du Libéria, de Roumanie et de Sierra Leone ont effectué un voyage d'étude aux Pays-Bas. L'objectif était de tirer parti de l'expertise néerlandaise en matière de solutions fondées sur la nature en apprenant davantage sur la gestion de l'eau et les mesures de lutte contre les inondations basées sur la nature, et en explorant dans quelle mesure des infrastructures fondées sur la nature peuvent aller de pair avec des infrastructures grises ou parfois même

les remplacer. L'événement était organisé par le Partenariat néerlandais pour l'Eau (NWP) et sponsorisé par la Facilité de soutien aux contributions nationales déterminées (CND), l'Établissement mondial pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR), le Fonds nordique de développement (NDF) et la Banque mondiale.

Les participants ont été frappés par la similitude existant entre leurs défis de développement, malgré leurs différences biophysiques et socio-économiques. Les Néerlandais ont mis en exergue leur expérience avec l'approche ABCDE (Analyse du système, Négociation politique, Codification, Délégation, Ingénierie), une méthode pragmatique d'organisation des conditions nécessaires à l'élaboration de solutions pour la durabilité et l'adaptation. Il était clair que les Pays-Bas disposent d'institutions très fortes au sein du gouvernement et d'un secteur privé au service de l'objectif national de gestion de l'eau. En outre, le peuple néerlandais est engagé dans le dialogue national pour vivre avec la nature, qui se traduit par un engagement significatif des acteurs à tous les niveaux.

Le gouvernement national accorde la priorité à la recherche et fournit des ressources aux institutions — c'est un exemple important pour l'ACECoR et les réseaux similaires. Le changement climatique et autres défis sont considérés comme des opportunités pour créer d'autres avantages et des services environnementaux. Chacun des projets visités était associé à un consortium de parties prenantes, déployées dans des accords de collaboration en fonction de leur expertise. Enfin, dans le domaine de



Il est apparu nécessaire d'élaborer un Compendium de Solutions qui présenterait des solutions actuelles et potentielles pour freiner l'érosion côtière, prévenir les inondations et atténuer les dégâts subis par les communautés.

la viabilité financière, les Pays-Bas ont trois niveaux de taxes sur l'eau, la maintenance étant intégrée dans les modèles financiers.

Le Compendium de Solutions

Au départ, l'un des principaux défis pour les pays côtiers était la difficulté d'accès aux bonnes pratiques de gestion côtière en Afrique de l'Ouest. D'où la nécessité d'un « compendium de solutions » qui présenterait des solutions actuelles et potentielles pour freiner l'érosion côtière, prévenir les inondations et atténuer les dégâts subis par les communautés.

Le Compendium de solutions est une initiative majeure dans le cadre du Pilier de la connaissance de la Plateforme WACA, pour orienter les investissements futurs et informer le dialogue politique régional. Le compendium de WACA aidera les décideurs à s'assurer que les options techniques proposées répondent à leurs priorités et qu'elles sont résistantes aux facteurs de stress climatiques et non climatiques prévus, tant actuels que futurs.

La première phase du Compendium a été menée par l'Institut français de recherche pour le développement durable (IRD) et l'UCC — ACECor. Cofinancé par la Plateforme WACA et

l'IRD, ce travail a été revu par l'iTAC, contribuant ainsi à la mise en place d'un réseau d'institutions universitaires et de recherche sur la résilience côtière dans la région. Les pratiques de gestion côtière actuellement appliquées en Afrique de l'Ouest et dans d'autres parties du monde ont été analysées sur la base d'une revue de la littérature scientifique. Les bonnes pratiques dans la région ont été identifiées et des solutions potentielles issues de pratiques mondiales non encore appliquées dans la région ont été explorées. L'approche de la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) est proposée comme un principe général pour la mise en œuvre des solutions, en mettant l'accent sur la gestion basée sur les écosystèmes et les solutions basées sur la nature.

Rapport sur l'État de la Côte Ouest-Africaine en 2020

Dans le cadre du projet WACA ResIP, un Rapport sur l'état de la côte ouest-africaine en 2020 doit être élaboré en 2020 et publié en 2021 (Bilan 2020). Le Rapport est une mise à jour du Schéma Directeur du Littoral de l'Afrique de l'Ouest (SDLAO) publié en 2011 par l'UEMOA avec l'assistance technique de l'UICN et du Centre de Suivi Écologique de Dakar (CSE), dans le cadre de son Programme Régional de Lutte contre l'Erosion Côtière (PRLEC). La première mise à jour a été publiée en 2016, dans le cadre de la Mission d'Observation du Littoral Ouest-Africain (MOLOA) et validée en juillet 2018 à Abidjan par les Ministres en charge de l'environnement des différents pays. Ces publications ont joué un rôle déterminant dans la création et le maintien d'une dynamique de gestion des

risques côtiers en Afrique de l'Ouest et dans la mobilisation des financements.

L'évaluation 2020 portera sur les principaux changements intervenus dans les zones côtières au cours de la période 2016–2020, parmi ces changements figurent les pressions sur les systèmes côtiers et les réponses mises en œuvre par les États et leurs partenaires. Cette édition s'appuiera sur les mécanismes qui ont permis le développement des versions précédentes et mettra en évidence les travaux et initiatives importants qui ont été réalisés et pour lesquels des engagements ont été pris à travers le Programme WACA et les initiatives des partenaires. On peut notamment citer :

- La préparation, de l'évaluation détaillée,
- L'intégration des PIMS et du PARSI au niveau régional,
- Les réformes réglementaires et législatives aux niveaux national et régional,
- Les mécanismes sectoriels de collaboration et d'intégration,
- Les initiatives visant à identifier les solutions existantes et innovantes,
- Le processus d'observation et d'évaluation des risques côtiers,
- L'amélioration des connaissances sur la dynamique des sédiments, l'aménagement foncier et les écosystèmes côtiers,
- Les initiatives visant à développer des plateformes de présentation et de partage des données, et
- Les mécanismes et outils d'observation de la Terre pour le développement durable des zones côtières.



L'élévation du niveau de la mer augmente la probabilité que le succès de ces régions en plein essor soit anéanti, car la production alimentaire diminuera, l'accès à l'eau potable sera réduit et les tempêtes catastrophiques deviendront plus fréquentes ».

Ahmadou Aly Mbaye

Chercheur principal de l'Initiative pour la croissance en Afrique

Comment s'assurer que les populations vulnérables et marginalisées bénéficient également du programme ?

WACA ResIP met en œuvre une approche d'inclusion sociale et d'engagement communautaire afin de s'assurer que les communautés et en particulier les groupes marginalisés et vulnérables, sont consultés sur la conception du projet et de ses impacts potentiels.

Comment travaillez-vous sur la gouvernance dans le programme ?

Le soutien à l'amélioration de la gouvernance côtière est intégré dans tous les projets de WACA car il s'agit d'un complément nécessaire aux investissements physiques et sociaux qui luttent contre l'érosion, les inondations et la pollution.

Le Rapport sur l'état de la côte ouest-africaine en 2020 est élaboré dans le cadre d'une collaboration, avec des partenaires qui produisent des données et des informations côtières et marines en Afrique de l'Ouest. Le CSE de Dakar est le chef de file pour la mise à jour du Bilan 2020. Il jouera le rôle de coordinateur des parties prenantes et des partenaires, chargé de la compilation et de l'harmonisation du document final.

L'évaluation du Changement Climatique par WACA

L'évaluation du changement climatique de WACA regroupe des informations pertinentes sur le changement climatique au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Mauritanie, au Sénégal et au Togo afin de décrire les changements potentiels du climat côtier, ainsi que les risques qui y sont associés, de manière organisée et quantitative, à différents horizons temporels. Selon un des scénarios, les températures en Afrique de l'Ouest devraient augmenter de 2°C en 2050 et de près de 4°C en 2100 dans la majeure partie de la région, avec une hausse d'environ 4,6°C en Mauritanie d'ici 2100. Bien que les précipitations devraient être moins fréquentes, des épisodes de précipitations extrêmes sont attendus de manière plus rapprochée. D'ici 2050, le niveau de la mer sur les côtes de la Mauritanie et du Sénégal pourrait s'élever de 0,6 m ; au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Togo, elle pourrait être de 0,3 m. D'ici la fin du siècle, dans tous les pays, il est attendu une élévation du niveau de la mer de plus d'un mètre. Si l'on considère uniquement l'élévation du niveau de la mer, le potentiel total des superficies inondées dans les cinq pays est estimé à environ 6 650 km² en 2100, dont 5 260 km² en Mauritanie et au Sénégal réunis. Si l'on tient compte des effets des marées et des événements extrêmes, les zones potentiellement inondées seront plus importantes. Cette évaluation fournit une estimation quantitative des changements potentiels et de l'exposition aux risques, à même d'orienter la conception des futurs investissements côtiers.

Étude sur les Mangroves

Le littoral de l'Afrique de l'Ouest abrite des mangroves en abondance le long de la côte, où se rencontrent l'océan, l'eau douce et la terre ferme. Selon des estimations, les mangroves présentes le long de la côte des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest couvrent plus de

Selon un scénario, les températures en Afrique de l'Ouest devraient augmenter de 2°C en 2050 et de près de 4°C en 2100 dans la majeure partie de la région, avec une hausse d'environ 4,6°C en Mauritanie d'ici 2100.

20 000 kilomètres carrés. Parmi les espèces de mangroves communes en Afrique de l'Ouest figurent les trois types de mangroves (la rouge, la noire, et la blanche), le bois de bouton, le palmier nypa et la fougère de cuir. Ces mangroves fournissent des produits forestiers ligneux et non ligneux, contribuent à la conservation de la diversité biologique en offrant un habitat aux oiseaux, poissons, crustacés et amphibiens, aident à la production de sel, protègent les zones côtières adjacentes contre l'érosion et les inondations, et séquestrent le carbone. Cependant, en règle générale, les services écosystémiques des mangroves sont spécifiques à leur contexte. Par conséquent, l'identification des avantages des mangroves dans un emplacement donné et l'évaluation des services écosystémiques de ces ressources naturelles sont essentielles dans la comptabilité du capital naturel des zones côtières d'Afrique de l'Ouest.

WACA a facilité une étude sur les services écosystémiques fournis par les mangroves aux communautés et aux pays de la région. Une méthodologie complète est en cours d'élaboration afin d'estimer la valeur économique totale des services écosystémiques des champs de mangroves présents dans la région côtière de l'Afrique de l'Ouest, en prenant en considération l'ensemble des avantages fournis par les mangroves. En outre, un cadre est en cours d'établissement pour permettre une estimation globale des coûts de reboisement ou de création de nouveaux champs de mangroves sur des sites appropriés.

Améliorer la communication

Par sa portée transfrontalière, le Programme WACA rassemble des communautés ayant des besoins différents, des intervenants dans divers domaines et des partenaires ayant des





priorités distinctes. Pour les concilier, il est nécessaire que les parties prenantes soient engagées, que les relations avec les donateurs soient établies et que les attentes soient gérées. Ces efforts doivent être coordonnés et soutenus car les interventions complexes nécessaires pour renforcer la résilience des côtes exigent du temps et du dévouement.

Le réseau des spécialistes de la communication de WACA, des unités nationales d'exécution des projets et des agences partenaires, a élaboré une stratégie de communication régionale sur laquelle tous les programmes de travail sont alignés pour ensemble réaliser les objectifs, les approches, les actions et les résultats décrits. Cette stratégie combine des activités aux niveaux national et institutionnel qui montent en puissance pour soutenir l'objectif de WACA consistant à transformer les moyens de subsistance des populations côtières ouest-africaines.

Les études montrent les liens directs existant entre les performances des projets et les activités de communication ; celles-ci sont un élément déterminant d'une stratégie axée sur les résultats. Pour sa part, WACA se fixe comme impératif de mener des communications percutantes axées sur les résultats des projets, la participation et la satisfaction des acteurs côtiers, ainsi que la pérennité des interventions.

La stratégie de communication apporte au discours un récit humain sur les moyens de subsistance dérivés des côtes, elle fait réagir des personnes d'influence qui peuvent faire un plaidoyer, s'engager et activer leurs réseaux, elle établit également des partenariats qui garantissent un soutien à la résilience côtière. Cette démarche contribue à positionner WACA comme un partenaire de choix et place la résilience côtière au centre du développement mondial, régional et national. L'intégration régionale et l'appropriation par les Africains sont les deux facteurs clés de succès. Cette stratégie soutient la création de politiques régionales cohérentes et encourage un soutien fort de la part des dirigeants de la région.

La stratégie permet une exécution adaptable, en tenant compte des nouveaux besoins au fur et à mesure de l'évolution de WACA, qui passe de six à dix-sept pays et d'une enveloppe



de 220 millions de dollars à l'objectif de 2 milliards de dollars US.

Intensifier le dialogue

Le Secteur Privé

WACA s'engage avec le secteur privé pour tirer parti des connaissances et des financements du secteur et construire un réseau d'appui aux objectifs de développement des zones côtières.

L'implication du secteur privé se traduirait par un renforcement de la collaboration et de la planification entre les principaux acteurs, notamment les gouvernements, la société civile et le milieu universitaire.

WACA cherchera des solutions auprès du secteur privé, notamment par les actions suivantes :

- Inviter les entrepreneurs à présenter des idées novatrices pour lutter contre l'érosion côtière en engageant leurs entreprises,
- Créer un forum dirigé par le secteur privé sur l'érosion côtière,
- Développer ou élargir l'économie bleue dans les pays concernés, et
- Émettre des obligations souveraines ou créer un environnement favorable à l'émission d'obligations sur la gestion des côtes.

Doize projets ont été identifiés comme potentiels projets PPP et seront présentés, après consultation avec le gouvernement, lors du prochain WACA Marketplace.

À cette fin, WACA a entrepris une étude en collaboration avec la société CPCS afin d'identifier un réservoir de projets qui inclura des investissements du secteur privé. Douze projets ont été identifiés comme potentiels projets PPP et seront présentés, après consultation avec le gouvernement, lors du prochain WACA Marketplace. Sur la base de l'évaluation des projets viables de cette réserve, WACA examine divers instruments qui permettraient de financer ces projets de manière durable.

La Plateforme WACA a dirigé et mené à son terme une étude sur les financements innovants. Celle-ci a abouti à la conception d'un potentiel fonds régional du secteur privé. Ce fonds permettra de financer des études de préféabilité concernant les projets en réserve. En outre, des

fonds nationaux seront créés afin de poursuivre l'élaboration des projets et leur mise en œuvre. Ces dispositifs seront développés par le biais de projets pilotes, en Côte d'Ivoire ou au Ghana, et seront effectués en partenariat avec l'équipe d'Adaptation au changement climatique de la Banque mondiale.

Enfin, la Plateforme WACA a lancé un appel à l'innovation visant à rechercher des solutions d'ingénierie innovantes dans la construction de ports durables. Par cette initiative, la Plateforme recherche également de nouveaux partenariats public-privé à développer pour assurer une gestion durable des ports.

Action Locale et Engagement Citoyen (LACE)

WACA aspire à mobiliser les capacités des communautés à protéger la côte et renforcer leur résilience. Les communautés organisées détiennent un capital de connaissances dans la gestion des risques basées sur leur vécu et devraient être engagées en tant que partenaires dans le renforcement de la résilience plutôt que d'être limitées à des bénéficiaires. Des recherches ont montré que les dirigeants des communautés sont en mesure de définir les priorités, influencer les

politiques gouvernementales et concevoir et mettre en œuvre des programmes d'investissement correspondant aux besoins de leurs communautés. Les communautés peuvent montrer la voie mais doivent être mises en contact avec les politiques de haut niveau, l'assistance technique et avoir accès à des informations pour un impact durable.

Pour faire avancer son programme, WACA travaille avec les partenaires de la société civile pour élaborer une initiative d'Action Locale et Engagement Citoyen (LACE). Cette initiative est centrée sur trois principaux domaines d'activités :

- Faciliter les partenariats pilotés par la communauté pour la résilience côtière : cette démarche permettra d'identifier et d'accompagner des innovations locales et de bonnes pratiques en matière de renforcement de la résilience côtière. Elle favorisera également les bonnes relations de collaboration entre les communautés et les autorités locales dans la gestion du risque côtier grâce au financement direct et aux partenariats avec les groupements de base, la société civile et/ou les entités locales. Les bonnes pratiques seront documentées et diffusées dans les pays au moyen de la fonction Partage de Connaissances de la Plateforme.
- Promouvoir la participation du grand public et l'engagement citoyen dans le Programme WACA : les activités vont soutenir les efforts de sensibilisation et d'engagement du public dans les communautés de WACA sur les questions de protection côtière et de changement climatique. Cette démarche peut être effectuée par le biais des activités suivantes : (a) les campagnes sur les réseaux sociaux pour sensibiliser sur la préservation des côtes, (b) la formation et l'engagement des médias locaux à la notion de reportages responsables en matière d'érosion côtière, de gestion des risques de catastrophe et de changement climatique, (c) sensibiliser sur les questions régionales et transfrontalières et sur une culture de protection côtière, (d) formation et spécialisation des leaders de communautés (femmes, jeunes et seniors) pour mener des efforts au plan local liés aux objectifs de WACA, (e) la production participative dans la collecte de données afin de mieux guider les activités de WACA,

Les Voix du Littoral : sensibiliser les jeunes

La sensibilisation des jeunes est une composante clé des efforts de WACA dans la recherche de solutions de proximité. Le bureau de la région Afrique de la Banque mondiale a fourni des plateformes où les jeunes de la région peuvent devenir des champions de la résilience côtière et mobiliser des actions locales. Kevin Adantchede vit sur le littoral du Bénin, il a remporté le concours « Blog pour le développement » (Blog4Dev) en 2019. Voici un extrait de sa publication primée.

Soyez les héros de vos voisins

Il était lundi. Il sonnait 2h 34 minutes à ma montre. Il pleuvait comme jamais auparavant. J'étais dans la nuit, réfléchissant à comment j'allais me préparer pour la journée. Pour passer le temps, je faisais des statuts sur Whatsapp. Aussitôt fait, que j'ai reçu le message de réponse d'une amie.

La clôture de leur maison venait de tomber. Il n'y avait personne pour les aider à cette heure de la nuit. J'étais confus et je lui ai demandé de mieux m'expliquer la situation. Elle me répondit que l'eau montait dans leur salon et dans les chambres. Les livres, la télévision, les ordinateurs, la voiture, tout était déjà trempé. Il a fallu qu'elle, sa sœur et sa mère grimpent sur des armoires pour ne pas rester dans cette eau sale. C'est du dessus de l'armoire qu'elle m'envoyait ces messages.

J'ai pensé à toutes ces familles sinistrées dans le quartier et ailleurs. Ceux qui ont eu de l'aide à temps ont pu s'en sortir mais d'autres n'ont pas eu cette chance. A cause du réchauffement climatique, la météo se comporte comme une folle qui a faim. Elle fait ce qu'elle veut et se montre agressive. Nous en sommes tous coupable ! Mon quartier ou mon pays n'est pas le seul dans la situation. Avez-vous déjà oublié ce qui s'est passée en Côte d'Ivoire et en Sierra Leone ?

Heureusement qu'il a des organisations comme la Banque mondiale, à travers son Programme de gestion du littoral ouest-africain (WACA), qui travaille pour une résilience liée à la pollution, à l'inondation et à l'érosion côtière. Je pense que tel que la WACA le fait, il faut continuer à sensibiliser les habitants des zones à risque d'inondation ou d'érosion côtière, sur les dangers qu'ils courent et surtout les préparer de sorte qu'ils puissent développer des solutions durables et des comportements résilients face aux difficultés naturelles.

Il faudra également continuer à impliquer les jeunes dans le développement local en soutenant leurs initiatives citoyennes s'inscrivant dans le cadre de l'inondation, de la pollution et de l'érosion côtière. L'économie circulaire permet de réduire la production de déchets, d'encourager le recyclage et la réutilisation des déchets. Elle devrait être au cœur de tout développement local et promu à travers des compétitions régionales.

Plusieurs personnes perdent la vie, leur famille, leur maison, leur travail. Ils sont des millions sur les côtes ouest-africaines. Ces dégâts ont des conséquences naturelles mais aussi économiques. Ce n'est pas parce qu'on vit au nord du pays que les problèmes du sud ne nous affectent pas.

« Nous devons également continuer à impliquer les jeunes dans le développement local »



Des mesures financières et sociales sont urgentes pour renforcer la résilience de millions de personnes vivant sur le littoral. Les pays doivent travailler de concert pour trouver des solutions communes et réunir les fonds nécessaires pour protéger leur littoral et éviter les dégradations futures ».

Benoît Bosquet

Directeur Régional pour l'Asie de l'Est et le Pacifique à la Banque mondiale

- (f) le suivi socio-environnemental participatif, pour ne citer que celles-là.
- Promouvoir l'inclusion sociale : cette démarche permettra de soutenir le partage de connaissances et le renforcement de capacités autour des dimensions sociales du risque. Elle accompagnera également les analyses et activités visant à promouvoir l'inclusion sociale et l'autonomisation des femmes, des personnes handicapées, des communautés traditionnelles, etc.

L'équipe WACA mène de plus amples consultations sur la conception avec des partenaires de la société civile afin d'identifier les activités prioritaires pour un plan de travail LACE à réaliser au cours de l'année prochaine.

Mobiliser les finances

Dès le début, la Banque mondiale s'est engagée à aider les pays à mobiliser des fonds pour la résilience côtière, ce qui constitue un défi de développement complexe aux solutions coûteuses. Au cours de ses deux premières années de fonctionnement, le Programme WACA a réalisé des progrès significatifs par rapport à cet engagement, en mobilisant des fonds publics par le biais de projets de développement traditionnels, en engageant le secteur privé et en développant de nouveaux instruments de financement. Par le biais de la Plateforme WACA, la Banque mondiale et ses partenaires soutiennent la préparation de nouveaux projets pour la résilience côtière.

Le Marketplace Finance

Au cœur de ces efforts se trouve le Marketplace Finance, un mécanisme principal pour la présentation des idées de projets à financer. L'objectif du Marketplace est de simplifier les moyens par lesquels les nouveaux projets identifiés dans le cadre des plans d'investissement multisectoriels côtiers des pays peuvent correspondre aux intérêts du secteur privé. Au cours du Marketplace, la Plateforme WACA tire parti de l'expertise technique et des ressources nécessaires pour transformer les concepts de projets présentés par les gouvernements en plans prêts à l'investissement. Les idées de projets viennent du Plan d'investissement multi-sectoriel (PIMS) et du Plan d'action régional sur la stratégie d'investissement (PARSI), et sont sélectionnés en utilisant

un arbre de décision afin d'identifier les instruments financiers les plus appropriés.

L'arbre de décision pour les finances, élaboré par le département Financement des infrastructures, Partenariats public-privé et garanties (IPG) de la Banque mondiale, détermine le choix le plus approprié d'un instrument financier et se base sur une évaluation des paramètres tels que la rentabilité ou le retour sur investissement. Un besoin résiduel pourrait exister pour l'élaboration de nouveaux instruments, et un besoin de création d'une facilité ou d'un fonds pour stimuler et faciliter l'engagement et le financement du secteur privé.

WACA a organisé le premier Marketplace en novembre 2019 à Abidjan, en Côte d'Ivoire, avec pour objectif de stimuler le dialogue entre les pays, les partenaires financiers potentiels et la Plateforme WACA, afin d'accélérer la mise en œuvre et les actions en faveur de la résilience côtière. Un portefeuille d'investissements d'environ 12 projets d'une valeur totale de près de 1,6 milliard de dollars US a été présenté par les ministères des Finances et de l'Environnement des pays respectifs afin d'attirer des investisseurs potentiels. Cet événement a permis d'obtenir une offre de financement spécifique et une offre de collaboration à effet transformateur ; toutes deux sont en cours de réalisation.

Certes ce premier Marketplace était consacré aux idées de projets pour un financement traditionnel du développement, c'est-à-dire par des subventions, crédits et prêts concessionnels, mais actuellement, WACA travaille avec des pays et des partenaires pour identifier des opportunités d'investissement par le secteur privé, des partenariats public-privé et des instruments de financement innovants.

Engager le Secteur Privé

Mobiliser le secteur privé pour qu'il contribue à la mise en place d'infrastructures résilientes au changement climatique et à la réalisation des objectifs généraux de développement est un défi de taille. Des infrastructures adaptées, efficaces et résilientes sont un élément clé de la résilience côtière et exigent de tenir compte de l'empreinte des ports, des routes et des infrastructures urbaines. Il s'agit également de comprendre

Quels sont les besoins en financement ?

En décembre 2020, WACA a mobilisé 650 millions de dollars US d'investissements et d'engagements. Le projet vise à porter ce montant à 2 milliards de dollars US.

Comment le secteur privé est-il engagé ?

Le secteur privé a été associé par le biais de consultations nationales et régionales, et un groupe de travail du secteur privé pour des ports durables est en train d'être formé. Le prochain Marketplace sera consacré au financement des PPP.

les risques pour l'environnement et le coût de l'inaction. C'est pourquoi il est essentiel d'impliquer le secteur privé afin de comprendre en profondeur les innovations et les outils financiers qui doivent être déployés et mis à l'échelle pour apporter des changements. Des progrès encore plus importants sont possibles lorsque les acteurs du secteur privé s'engagent fermement en faveur de la viabilité et de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises.

L'appel à l'innovation de WACA a été clôturé à la fin de l'année dernière et a fait naître des idées transformatrices de la part du secteur privé, notamment les trois gagnants : (i) l'application WAC-App, un outil interactif de planification côtière pour explorer les impacts des interventions côtières, (ii) le Trans-Sand, une idée pour un Transnational Bypass Scheme financé par un fonds de dragage public-privé, et (iii) le SA-POD, une approche intégratrice systémique pour le développement des ports.

Partenariats Public-Privé

WACA a également étudié les stratégies d'investissement nationales pour des projets qui pourraient être développés en partenariats public-privé, et plusieurs idées ont été identifiées, dont certaines sont en cours d'analyse financière détaillée et seront présentées lors d'un prochain Marketplace. Le Pôle IPG de la Banque mondiale et WACA se sont engagés à unir leurs forces pour accroître la faisabilité de ces innovations et idées de PPP, et pour développer des analyses de rentabilité en amont en vue des partenariats public-privé. Le Pôle IPG souhaite encourager les innovations et insiste sur la possibilité de les reproduire.

Perspectives d'Avenir

À la suite de l'engagement de la Banque avec les partenaires de développement et le premier Marketplace, un total de 650 millions de dollars a été mobilisé sous réserve d'approbation ou se trouve dans le pipeline des donateurs. Le Programme WACA espère qu'avec l'engagement actuel du secteur privé, et des partenaires du financement des infrastructures, le financement du secteur privé pourra se

matérialiser. Grâce à ces efforts, WACA espère maximiser l'impact positif des infrastructures, accroître l'efficacité économique et intégrer la durabilité dans les investissements pour les infrastructures afin de transformer véritablement les conditions de vie des populations côtières.

Les Rapports Financiers

Le Programme WACA étant une combinaison d'interventions et de financements de la part de multiples partenaires, produire des états financiers de façon traditionnelle s'avère à la fois complexe et peu utile ou pertinent. Les rapports financiers de la Banque mondiale à l'attention des pays sont élaborés à travers un mécanisme différent, et les fonds provenant des donateurs en faveur des activités menées par la Banque mondiale sont comptabilisées ailleurs. Pour de nombreuses activités mises en œuvre par les partenaires, ce sont également d'autres mécanismes de rapports qui sont appliqués.

Cependant, en collaboration avec les partenaires, le Programme WACA compte approfondir ses analyses au cours de la prochaine année budgétaire et envisage d'établir les rapports financiers en tenant compte des dimensions suivantes :

- Les besoins en financement pour la gestion de l'érosion côtière, des inondations, de la pollution et de la résilience côtière en Afrique de l'Ouest,
- Le ratio investissements/érosion, inondations et pollution ainsi obtenu,
- Le coût des activités liées à la connaissance, par exemple les PIMS, le PARSI, et les études de faisabilité,
- Le renforcement de capacités et les échanges de connaissances,
- Les investissements dans le dialogue, l'harmonisation, et les politiques,
- Les coûts associés à la fonction de Secrétariat de WACA.

Les Obligations Bleues du Cabo Verde

La Banque mondiale a apporté son soutien à la préparation des obligations bleues de Cabo Verde. Le Cabo Verde reconnaît le potentiel de croissance de son capital naturel côtier et marin et la nécessité de le préserver. Les secteurs les mieux adaptés au financement par obligations bleues dans ce pays pourraient être l'écotourisme, les plastiques marins et la pêche durable, car ils seraient les plus susceptibles de combiner l'impact sur le développement, la génération de revenus, la préservation de l'environnement côtier et marin, et l'attrait des investisseurs pour les projets « bleus ». La Note a conclu qu'une obligation bleue de l'ordre de 10 à 15 millions de dollars, serait un instrument approprié pour le Cabo Verde, même si elle ne serait pas suffisante en soi en tant qu'instrument pour couvrir tous les aspects de la résilience côtière.



ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

ACECoR	Centre d'excellence africain pour la résilience côtière
AGR	Activités génératrices de revenu
ANAGIL	Agence nationale pour la gestion intégrée du littoral (Côte d'Ivoire)
BAR	Bureau régional d'assistance à la mise en œuvre
BRGM	Bureau de Recherches Géologiques et Minières (France)
CBMP	Projet de gestion des zones côtières et de la biodiversité, Guinée Bissau
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
Cerema	Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement
CSE	Centre de Suivi Écologique
FERP	Projet de relèvement d'urgence de Freetown, Sierra Leone
FFEM	Fonds français pour l'environnement mondial
GFDRR	Établissement mondial pour la prévention des risques de catastrophe et le relèvement
GIZC	Agence nationale pour la Gestion intégrée des zones côtières, Sénégal
GIZC	Plan de Gestion intégrée des zones côtières
IDS	Spécialiste en Développement institutionnel
IGN	Institut national de l'information géographique et forestière, France
IPG	Pôle Financement des infrastructures, partenariats public-privé et garanties de la Banque mondiale
IRD	Institut de recherche pour le Développement, France
ITAC	Comité consultatif technique intérimaire
KWPF	Fonds de partenariat entre la Corée et la Banque mondiale
LACE	Action locale et engagement citoyen
MEDDPN	Ministère de l'environnement, du développement durable et de la protection de la nature (Togo)
MOLOA	Mission d'Observation du Littoral Ouest-Africain
NWP	Partenariat néerlandais pour l'Eau
OIPR	Office Ivoirien des Parcs et des Réserves
PAGLI	Plan d'aménagement et de gestion du littoral ivoirien
PDALM	Plan Directeur d'Aménagement du Littoral Mauritanien
PIMS	Plan d'investissement multi-sectoriel
PROBLUE	Programme de la Banque mondiale pour l'Économie bleue
RAMPAO	Réseau régional d'aires marines protégées en Afrique de l'Ouest
RMU	Unité régionale de gestion de projet
SDLAO	Schéma directeur régional du littoral de l'Afrique de l'Ouest
SERRP	Projet de relèvement d'urgence et de résilience de Saint-Louis (Sénégal)
SHOM	Service hydrographique et océanique de la marine (France)
SIG	Systèmes d'information géographique
SRAIP	Plan d'investissement pour l'action stratégique régionale
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UCC	Université de Cape Coast
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine
UEP	Unités d'exécution du Projet
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
WACA ResIP	Projet national d'investissement pour la résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest de WACA
WACA	Programme de gestion du littoral ouest-africain
WACOM	Mission d'Observation du Littoral Ouest-Africain

PARTENAIRES À L'EXÉCUTION



PARTENAIRES DONATEURS



PARTENAIRES PROGRAMMATIQUES ET FINANCIERS





Programme de gestion du littoral ouest-africain

Les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest souffrent depuis plus d'une décennie des effets néfastes de l'érosion côtière exacerbée par les changements climatiques, mettant en péril le fort potentiel socio-économique, environnemental et culturel qu'offrent les zones côtières. Si rien n'est fait, la vulnérabilité des infrastructures socio-économiques, des ressources naturelles et des populations côtières ne fera que s'accroître et entraîner une perte de richesses de plus en plus importante pour la région.

Le programme de gestion du littoral ouest-africain (WACA) est une plateforme fédératrice qui aide les pays d'Afrique de l'Ouest à gérer durablement leurs zones côtières et à renforcer leur résilience socio-économique face aux effets du changement climatique, en leur facilitant l'accès à des expertises techniques et des ressources financières. Dans ce Rapport annuel, vous découvrirez comment le Programme WACA met l'accent sur les moyens de subsistance et le développement social, de pair avec les investissements physiques et écologiques visant à lutter contre l'érosion côtière, les inondations et la pollution, qui sont autant de points d'entrée pour un développement durable dans les pays côtiers.

email: waca@worldbank.org

www.wacaprogram.org